



PREFET DU LOT

ARRETE
portant prescription d'une révision partielle
du Plan de Prévention des Risques d'inondation
du Bassin de Cahors

Le Préfet du Lot,
Chevalier de la Légion d'Honneur, Officier de l'Ordre National du Mérite,

- VU le code de l'environnement notamment ses articles L 562-1 et suivants et R 562-1 et suivants ;
- VU la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;
- VU la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 relative à la modernisation de la sécurité civile ;
- VU le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles modifié par le décret n° 2005-3 du 4 janvier 2005 ;
- VU le décret n°2011-765 du 28 juin 2011 relatif à la procédure d'élaboration, de révision et de modification des plans de prévention des risques naturels prévisibles ;
- VU le décret n°2012-616 du 2 mai 2012 relatif à l'évaluation de certains plans et documents ayant une incidence sur l'environnement ;
- VU la circulaire du 30 avril 2002 relative à la politique de l'État en matière de risques naturels prévisibles et de gestion des espaces situés derrière les digues de protection contre les inondations et les submersions marines ;
- VU l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2004 approuvant le Plan de Prévention des Risques d'inondation (PPRi) du Bassin de Cahors ;
- VU l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2014 portant décision de dispense d'une évaluation environnementale en application de l'article R122-18 du Code de l'Environnement ;
- CONSIDERANT que l'Entrée Sud de l'agglomération de Cahors est soumise aux crues soudaines du ruisseau du Bartassec et de ses affluents ;

CONSIDERANT qu'une zone rouge, déterminée selon l'approche hydrogéomorphologique, couvre les zones inondables du bassin versant du Bartassec dans le Plan de Prévention des Risques d'inondation du Bassin de Cahors approuvé en 2004 ;

CONSIDERANT que la crue du ruisseau du Bartassec du 10 juin 2010 a mis en évidence que si la zone rouge a permis de limiter l'augmentation du nombre d'enjeux situés en zone inondable elle n'a en revanche pas permis de réduire la vulnérabilité des biens existants ;

CONSIDERANT la démarche saisie conjointement en 2011-2012 par les services de l'État et la collectivité territoriale dans le cadre d'une candidature à l'Atelier National sur les « Territoires Économiques » visant à trouver les conditions à la survenance d'une résolution qui permette de concilier réduction de la vulnérabilité et modernisation commerciale de l'Entrée Sud de Cahors ;

CONSIDERANT que la feuille de route rédigée en 2013 à l'issue de l'Atelier National prévoit un projet de réaménagement qui allie un redéploiement des activités et la réalisation d'importants travaux hydrauliques en vue de réduire l'exposition et la vulnérabilité des biens et des personnes ;

CONSIDERANT que l'étude hydraulique menée en 2014 et la proposition d'aménagement à réaliser afin de réduire la vulnérabilité au risque inondation de l'Entrée Sud de Cahors respecte les objectifs fixés dans la feuille de route ;

CONSIDERANT que la réalisation des ouvrages hydrauliques conduit à une modification de l'aléa inondation dans le vallon du ruisseau du Bartassec ;

CONSIDERANT les évolutions de la réglementation intervenues en matière d'association des collectivités, EPCI et autres organismes et de concertation avec le public dans les Plans de Prévention des Risques Naturels Prévisibles ;

SUR PROPOSITION de M. le Directeur Départemental des Territoires du Lot,

ARRETE

Article 1^{er} : Révision d'un Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles

Une révision partielle du Plan de Prévention des Risques d'inondation du Bassin de Cahors est prescrite sur les communes suivantes :

- Cahors ;
- Labastide-Marnhac ;
- Le Montat.

Le projet de révision concerne le plan de zonage et le règlement du PPRi du Bassin de Cahors approuvé.

Article 2 : Périmètre d'étude

Le périmètre d'étude de la révision correspond à la partie amont de l'Entrée Sud de l'agglomération de Cahors située sur le territoire des communes de Cahors, Labastide-Marnhac et du Montat telle que représentée dans la cartographie figurant à l'annexe I du présent arrêté.

Article 3 : Nature des risques pris en compte

Le phénomène considéré est l'aléa inondation dû aux crues du ruisseau du Bartassec par débordement et par rupture de digue.

Article 4 : Service instructeur

La Direction Départementale des Territoires du Lot est chargée d'instruire la procédure de révision du PPRi mentionnée à l'article 1^{er}.

Article 5 : Évaluation environnementale

Le projet de révision du PPRi du Bassin de Cahors n'est pas soumis à évaluation environnementale conformément à la décision de l'autorité administrative compétente en matière d'environnement prise par arrêté n° A07314D0558 en date du 15 décembre 2014.

La décision de cette autorité est jointe en annexe II au présent arrêté.

Article 6 : Modalités d'association des collectivités locales et organismes

Les modalités d'association des collectivités territoriales, EPCI et organismes concernés par la révision du PPRi du Bassin de Cahors sont les suivantes :

1 – Seront associés à l'élaboration de la révision du PPRi :

- les communes de Cahors, Labastide-Marnhac et du Montat ;
- la Communauté d'Agglomération du Grand Cahors ;
- le SCOT de Cahors et du Sud du Lot ;
- le Conseil Général du Lot ;
- l'Entente Interdépartementale du Bassin du Lot ;
- l'Agence de l'eau Adour-Garonne ;
- la Chambre d'Agriculture du Lot ;
- le Centre Régional de la Propriété Forestière ;
- la Chambre de Commerce et d'Industrie.

2 – Tenue d'une réunion de concertation relative à la présentation aux personnes associées du projet de PPRi révisé. Le cas échéant d'autres réunions intermédiaires pourront être organisées soit à l'initiative de la DDT46 soit à la demande des personnes associées.

3 – Le projet de PPRi révisé sera soumis à l'avis des conseils municipaux des communes mentionnées à l'article 1^{er}, des organes délibérants de la Communauté d'Agglomération du Grand Cahors, de la

Chambre d'Agriculture du Lot et du Centre Régional de la Propriété Forestière. A défaut de réponse dans le délai de 2 mois à compter de la réception de la saisine, leur avis sera réputé favorable. Le service instructeur analysera également les observations formulées par les autres personnes associées.

Article 7 : Modalités de la concertation avec le public

Les modalités de concertation avec le public sont les suivantes :

- 1 – Mise à disposition tout au long de la procédure et au fur et à mesure de l'avancement du dossier des documents provisoires sur le site internet des services de l'État dans le Lot (www.lot.gouv.fr) dans la rubrique risques et environnement.
- 2 – Tenue d'une réunion de concertation relative à la présentation au public du projet de PPRi révisé.
- 3 – Tenue d'une Enquête Publique telle que prévue au Code de l'Environnement.
- 4 – A tout moment le public pourra faire part de ses observations par courrier ou messagerie électronique à :

Direction Départementale des Territoires du Lot
Service Gestion des Sols et Ville Durable – Unité Risques Naturels
127 Quai Cavaignac
46000 CAHORS

ddt-sgsvd-rn@lot.gouv.fr

Article 8 : Notification

Le présent arrêté fera l'objet d'une notification aux maires des communes mentionnées à l'article 1^{er}. Il sera également notifié au président de la Communauté d'Agglomération du Grand Cahors et aux organismes associés.

Il peut être consulté aux heures d'ouverture au public :

- en mairie ;
- à la Direction Départementale des Territoires du Lot ;
- à la préfecture du Lot, Service de la Sécurité Intérieure.

Article 9 : Mesures de publicité

Une copie du présent arrêté sera affichée en mairie des communes mentionnées à l'article 1^{er} ainsi qu'au siège de la Communauté d'Agglomération du Grand Cahors pendant une durée minimale d'un mois.

Ces mesures de publicité seront justifiées par un certificat d'affichage des maires des communes mentionnées à l'article 1^{er} et du président de la Communauté d'Agglomération du Grand Cahors.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Lot.

Une mention d'affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département.

Article 10 : Exécution

Le secrétaire général de la Préfecture du Lot, le directeur des services du cabinet, le directeur départemental des Territoires du Lot, les maires des communes mentionnées à l'article 1^{er}, le président de la Communauté d'Agglomération du Grand Cahors sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cahors, le **30 DEC. 2014**

Pour le Préfet,
le Secrétaire général,


Eric SACHER

Délais et voies de recours

Toute personne ayant un intérêt à agir peut exercer un recours devant le tribunal administratif compétent dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'arrêté approuvant le PPR. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'environnement. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Service Connaissances Évaluation Climat

Tel : 05 61 58 55 34

Courriel : autorite-environnementale.dreal-midi-pyrenees@developpement-durable.gouv.fr

Réf. : PB-SS-512-46-PPRICahorsNotification

Toulouse, le 15 DEC. 2014

Le directeur régional

à

Préfecture du Lot

DDT

Service gestion des sols et ville durable

Cité administrative

127 quai Cavaignac

46009 CAHORS cédex

**Objet : dossier de demande d'examen au cas par cas n° F07314D0558
notification de décision de dispense d'évaluation environnementale**

En application des articles R122-17-II et R122-18 du Code de l'Environnement, je vous prie de trouver ci-joint la décision de l'autorité environnementale concernant le dossier suivant :

Personne publique responsable du plan : Préfet du Lot

Intitulé du plan : Révision du PPR inondation du bassin de Cahors

Localisation : CAHORS, LE MONTAT, LABASTIDE-MARNHAC (46)

Je vous informe que cette décision sera mise en ligne sur le site internet de la DREAL Midi-Pyrénées (<http://www.midi-pyrenees.developpement-durable.gouv.fr/> – rubrique : Évaluation Environnementale / Avis de l'Autorité Environnementale).

Conformément à l'article R.122-18 du Code de l'Environnement, la présente décision doit être jointe au dossier d'enquête publique ou, le cas échéant, mise à disposition du public.

Pour le préfet du Lot
Autorité Environnementale
et par délégation,

Le directeur régional

La Directrice Adjointe,

Laurence PUJO

$\log(10) = 1$
 $\log(100) = 2$
 $\log(1000) = 3$

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Service Connaissances Évaluation Climat

Toulouse, le

15 DEC. 2014

Courriel : autorite-environnementale.dreal-midi-pyrenees@developpement-durable.gouv.fr

Réf. : PB-SS-512-46-PPRICahorsArrêté

ARRETE n°A07314D0558
portant décision de dispense d'une évaluation environnementale en application de l'article
R122-18 du Code de l'Environnement

Le préfet du Lot, en tant qu'autorité administrative compétente en matière d'environnement, en application de l'article R122-18 ;

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement européen relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'Environnement, notamment ses articles R 122-17-II et R122-18 ;

Vu la demande d'examen au cas par cas relative au dossier suivant :

Personne publique responsable du plan : Préfet du Lot

Intitulé du plan : Révision du PPR inondation du bassin de Cahors

Localisation : CAHORS, LE MONTAT, LABASTIDE-MARNHAC (46)

reçue le 16 octobre 2014 et considérée comme complète le même jour ;

Vu l'arrêté du préfet du Lot en date du 07 août 2014 portant délégation de signature au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu la consultation de l'agence régionale de santé, en date du 24 octobre 2014 ;

Considérant que le projet consiste en une révision du PPR inondation du bassin de Cahors approuvé le 12 janvier 2004 ;

Considérant que cette révision concerne les communes de Cahors, Le Montat et Labastide-Mahrnac et entraînera une modification du zonage actuel ;

Considérant que ce nouveau zonage doit permettre d'autoriser la réalisation des réaménagements hydrauliques du ruisseau de Bartassec afin de diminuer la vulnérabilité des territoires au droit de ces aménagements ;

Considérant que ces travaux de réaménagements sont soumis à étude d'impact au titre des rubriques 10 (*Travaux ouvrages et aménagements sur le domaine public maritime et sur les cours d'eau*) et 48 (*Affouillements et exhaussement du sol*) de l'article R 122-2 du Code de l'Environnement et, qu'ils feront l'objet d'un dossier « loi sur l'eau » au titre de l'article R 214-1 du même code ;

Arrête

Article 1er

La révision du Plan de Prévention du Risque inondation concernant le bassin de Cahors portée par la préfecture du Lot n'est pas soumise à évaluation environnementale en application de l'article R122-18 du Code de l'Environnement.

Article 2

Le présent arrêté est notifié à la personne publique responsable du plan, il sera également publié sur le site Internet de la DREAL Midi-Pyrénées (<http://www.midi-pyrenees.developpement-durable.gouv.fr/> - rubrique : Évaluation Environnementale / Avis de l'Autorité Environnementale).

Article 3

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif (gracieux ou hiérarchique), ainsi que d'un recours contentieux.

Le recours gracieux doit être formé dans le délai de **deux mois**. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à Monsieur le DREAL Midi-Pyrénées – cité administrative, 1 rue de la cité administrative – CS 80 002, 31 074 Toulouse cedex 9.

Le recours hiérarchique doit être formé dans le délai de **deux mois**. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à Madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie – Grande arche, Tour Pascal A et B, 92 055 La Défense cedex.

Le recours contentieux doit être formé dans le délai de **deux mois** à compter de la notification / publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique. Il doit être adressé au Tribunal administratif de Toulouse – 68 rue Raymond IV, BP 7007, 31 068 Toulouse cedex 07.

Article 4

Monsieur le préfet du Lot, ainsi que les agents placés sous son autorité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet de Lot
Autorité Environnementale
et par délégation,

 Le directeur régional

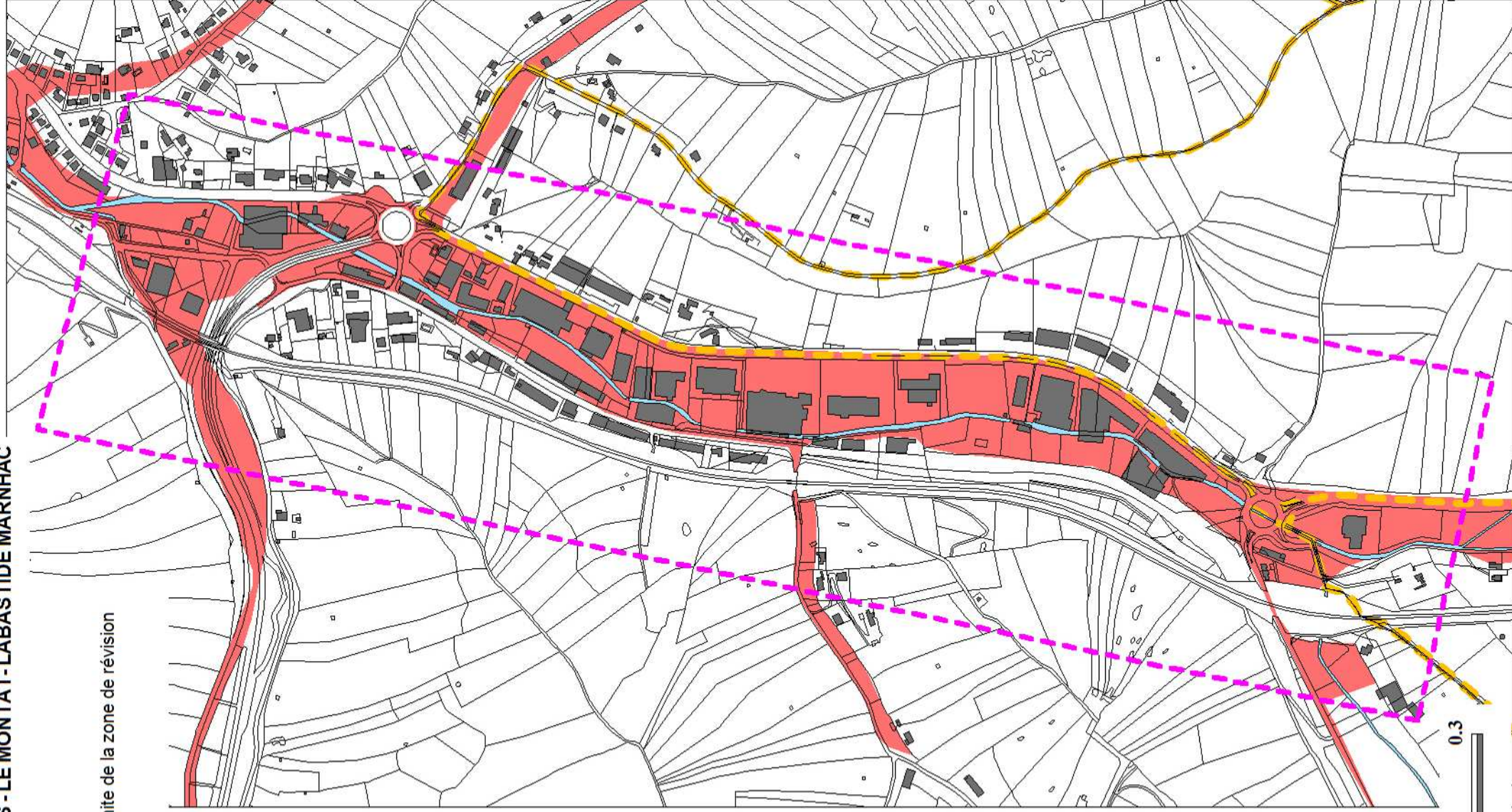
La Directrice Adjointe,

Laurence PUJO





Limite de la zone de révision



0.15 0 0.15 0.3
Kilomètres



P R E F E C T U R E D U L O T

Direction Départementale de l'Équipement
Service de l'Aménagement du Territoire

Cabinet de la Préfète
Service Interministériel de Défense
Et de Protection Civile

ARRETE PREFECTORAL
Portant approbation du Plan de Prévention des Risques d'inondation
Du Bassin de CAHORS

La Préfète du Lot,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'ordre National du Mérite,

VU la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs ;

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et notamment son article 16 modifié ;

VU la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement et notamment son titre II ;

VU le décret n° 90-918 du 11 octobre 1990 relatif à l'exercice du droit à l'information sur les risques majeurs ;

VU le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux Plans de Prévention des Risques Naturels Prévisibles ;

VU le code de l'environnement notamment ses articles L 562-1 et suivants ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 17 novembre 1998 prescrivant l'établissement d'un Plan de Prévision des Risques Naturels – Inondation - du bassin de CAHORS, pour les communes de Cahors, Douelle, Labastide-Marnhac, Laroque des Arcs, Le Montat et Pradines ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 06 mai 2003 portant ouverture d'une enquête publique sur le projet de Plan de Prévention des Risques d'inondation du Bassin de CAHORS ;

VU la saisine, en date du 08 février 2002, des maires des communes de Cahors, Douelle, Labastide Marnhac, Laroque des Arcs, Le Montat et Pradines, en vue de recueillir l'avis des conseils municipaux respectifs sur le projet de Plan de Prévention des Risques d'inondation ;

VU la saisine, en date du 08 février 2002, de la Chambre d'Agriculture du Lot et son avis en réponse, du 08 avril 2002 ;

VU la saisine, en date du 08 février 2002, du Centre Régional de la Propriété Forestière et son avis en réponse, du 15 février 2002 ;

VU l'avis émis par le conseil municipal de Le Montat, par délibération en date du 18 février 2002 ;

VU l'avis émis par le conseil municipal de Laroque des ARCS, par délibération en date du 08 mars 2002 ;

VU l'avis émis par le conseil municipal de la commune de Douelle, par délibération en date du 12 mars 2002 ;

VU l'avis émis par le conseil municipal de Cahors, par délibération en date du 30 juin 2003 ;

VU le rapport, les conclusions et avis de la commission d'enquête, remis en préfecture le 08 août 2003 ;

VU les modifications apportées au projet de Plan de Prévention des Risques Naturels à l'issue de l'enquête publique,

SUR PROPOSITION du Directeur Départemental de l'Équipement,

ARRETE

Article 1^{er} :

Le Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles – Inondation - du Bassin de Cahors, est approuvé tel qu'il est annexé au présent arrêté.

Article 2 :

Le plan de Prévention des Risques Naturels prévisibles - inondation - comprend, pour chaque commune :

- **Une note de présentation**, indiquant les secteurs géographiques concernés, la nature des phénomènes naturels pris en compte et leurs conséquences possibles compte tenu de l'état des connaissances,
- **un plan de zonage**, délimitant les différentes zones, en fonction de l'aléa et du degré d'urbanisation constaté,

- **un règlement**, définissant les prescriptions applicables en matière d'urbanisation dans chacune de ces zones.

Article 3 :

Le plan de Prévention des Risques naturels prévisibles vaut servitude d'utilité publique conformément aux articles 16 de la loi n° 95-101 du 2 février 1995 et 40-4 de la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987.

Il sera annexé aux plans locaux d'urbanisme (P.L.U.) des communes concernées, conformément à l'article L 126-1 du code de l'urbanisme.

Article 4 :

Le Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles sera tenu à la disposition du public :

- dans les mairies des communes de Cahors, Douelle, Labastide Marnhac, Laroque des Arcs, Le Montat et Pradines,
- à la préfecture du Lot (Service Interministériel de Défense et de Protection Civile).
- A la direction départementale de l'équipement (S.A.T./B.R.M.E.).

Article 5 :

- Le secrétaire général de la préfecture du Lot, le directeur départemental de l'Équipement, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, les maires des communes de Cahors, Douelle, Labastide Marnhac, Laroque des Arcs, Le Montat et Pradines, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture, mentionné dans deux journaux régionaux ou locaux, diffusés dans le département et affiché dans les mairies des communes précitées, durant un mois au minimum.

Fait à Cahors, le 12 janvier 2004

Signé :

Chantal JOURDAN

POUR AMPLIATION
Pour la Préfète,
Le Chef du Service Interministériel
de Défense et de Protection Civile

Maryana MATTEI



PREFECTURE DU LOT

EXTRAITS CARTOGRAPHIQUES

du
Dossier communal d'information
sur les risques naturels et technologiques
à destination des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers

CAHORS

Les extraits cartographiques ci-joints ont été élaborés à partir du Plan de Prévention du Risque Inondation du bassin de Cahors approuvé le 12 janvier 2004 qui contient la réglementation applicable dans les différentes zones

LEGENDE



Limite commune



Limite zones aléa fort-aléa faible



Limite des Plus Hautes Eaux Connues
(mars 1927)



Lit ordinaire

V1

Zone verte V1 aléa fort

V2

Zone verte V2 aléa faible

O1



Zone orange

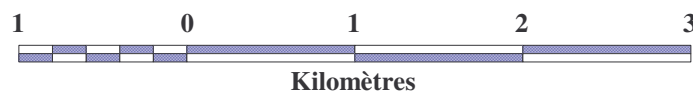
B

Zone bleue

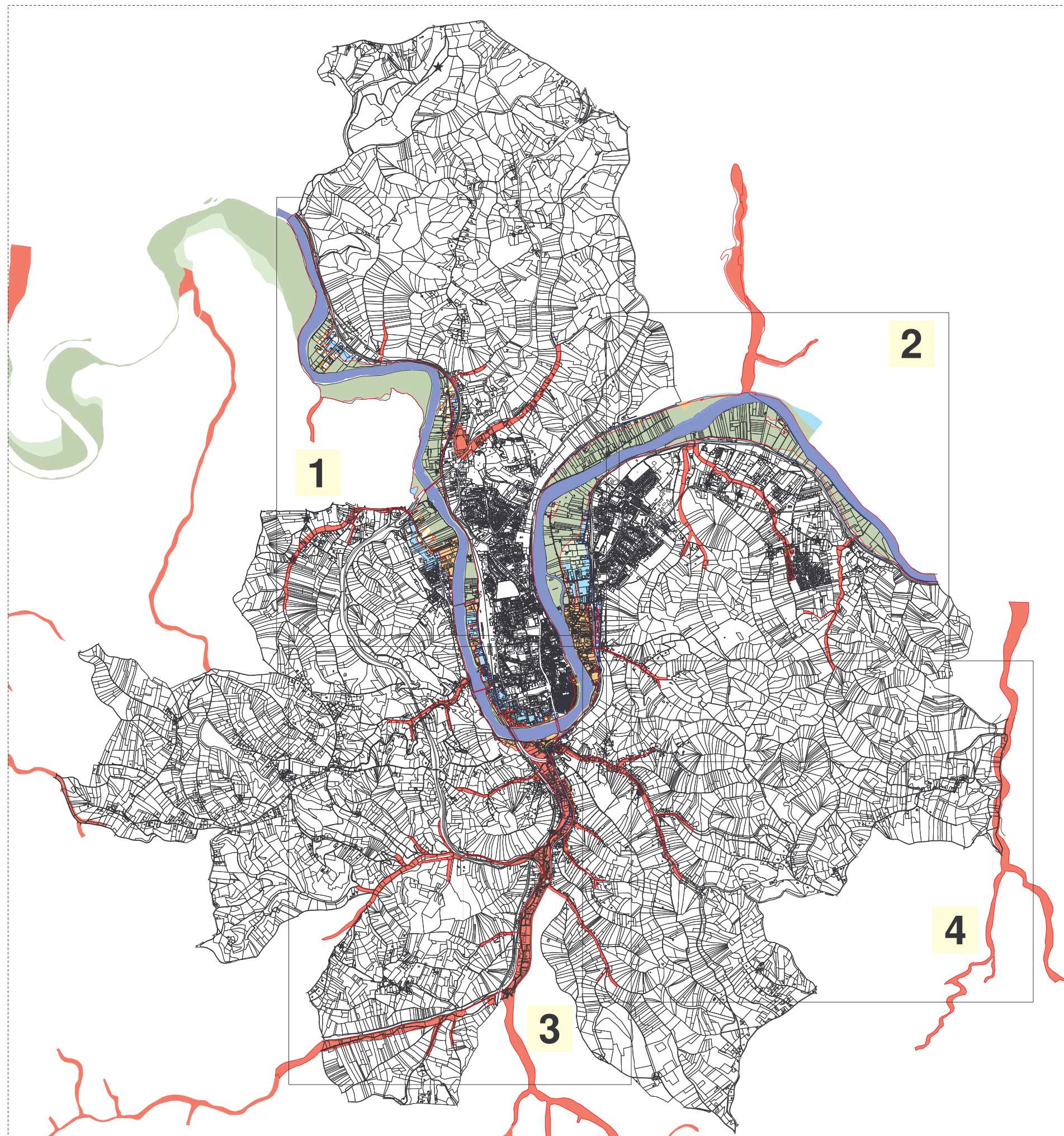
R

Zone rouge

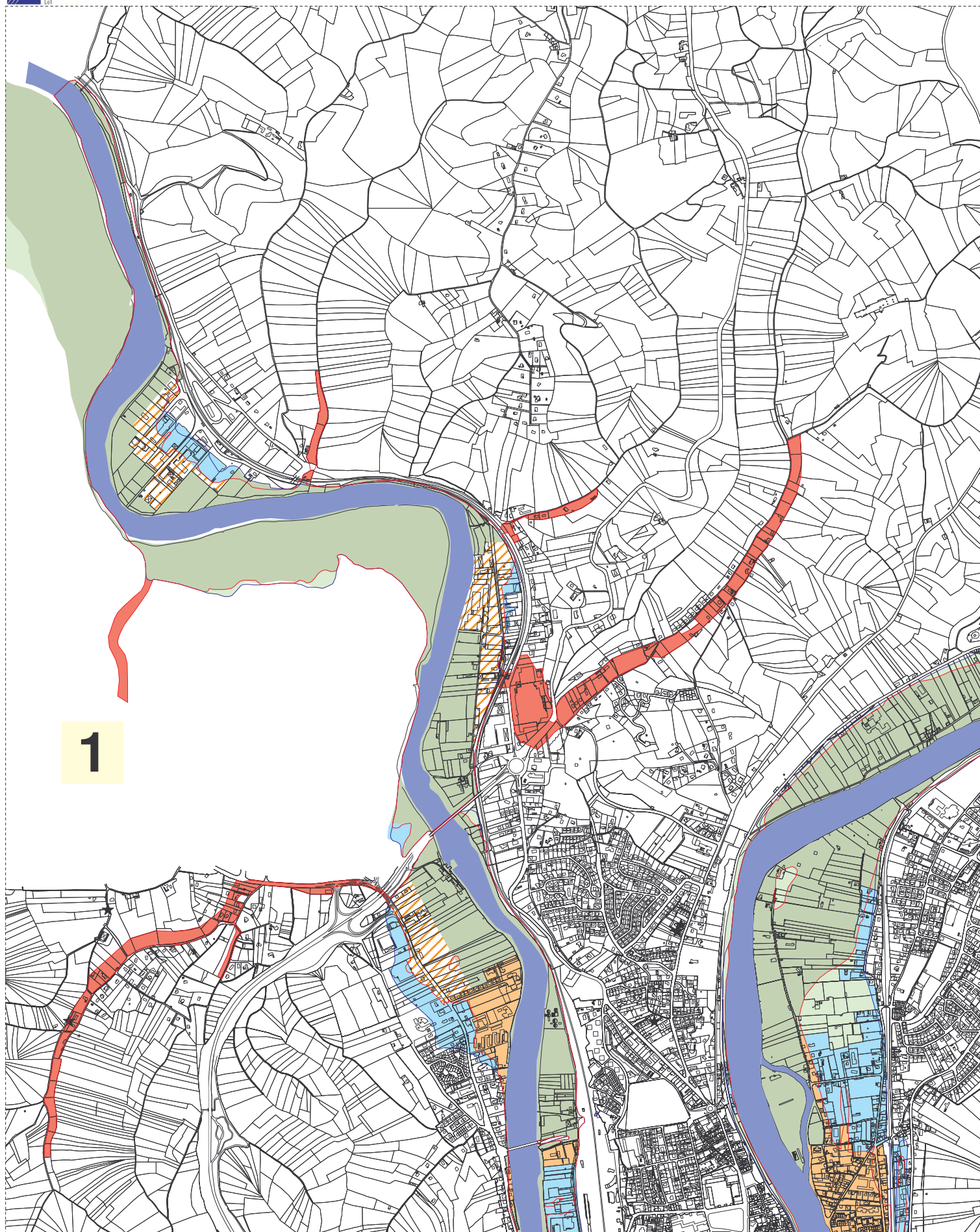
INFORMATION DES ACQUEREURS ET LOCATAIRES
EXTRAIT DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES INONDATIONS APPROUVE LE 12 Janvier 2004
BASSIN DE CAHORS - COMMUNE DE CAHORS



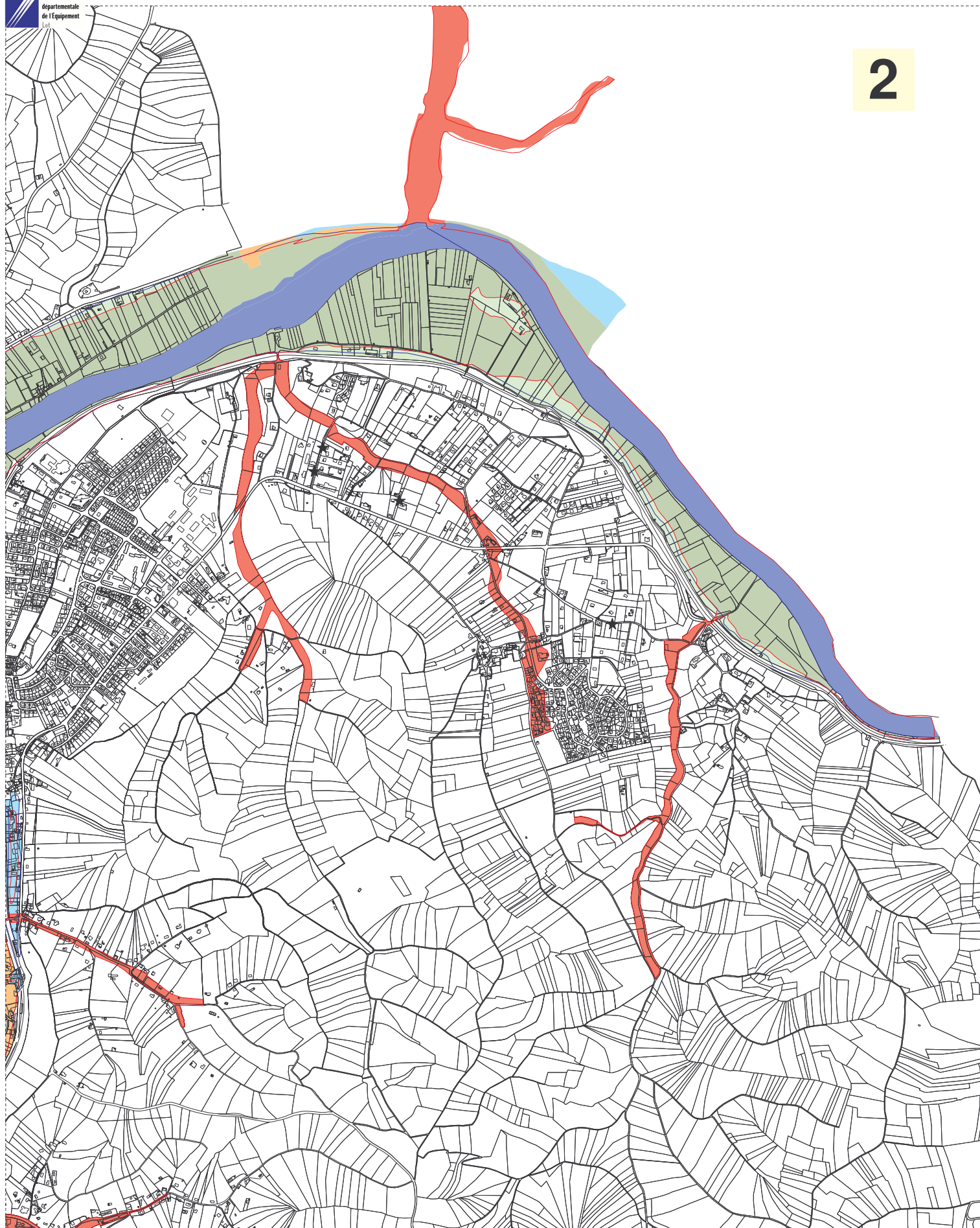
- Limite commune
- Limite zones aléa fort - aléa faible
- Limite des Plus Hautes (mars 1927)
Eaux Connues
- Lit ordinaire
- V1** Zone verte V1
non urbanisée aléa fort
- V2** Zone verte V2
non urbanisée aléa faible
- O1** **O2** Zone orange
urbanisée aléa fort
- B** Zone bleue
urbanisée aléa faible
- R** Zone rouge
petit bassin torrentiel



INFORMATION DES ACQUEREURS ET LOCATAIRES
EXTRAIT DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES INONDATIONS APPROUVE LE 12 Janvier 2004
BASSIN DE CAHORS - COMMUNE DE CAHORS



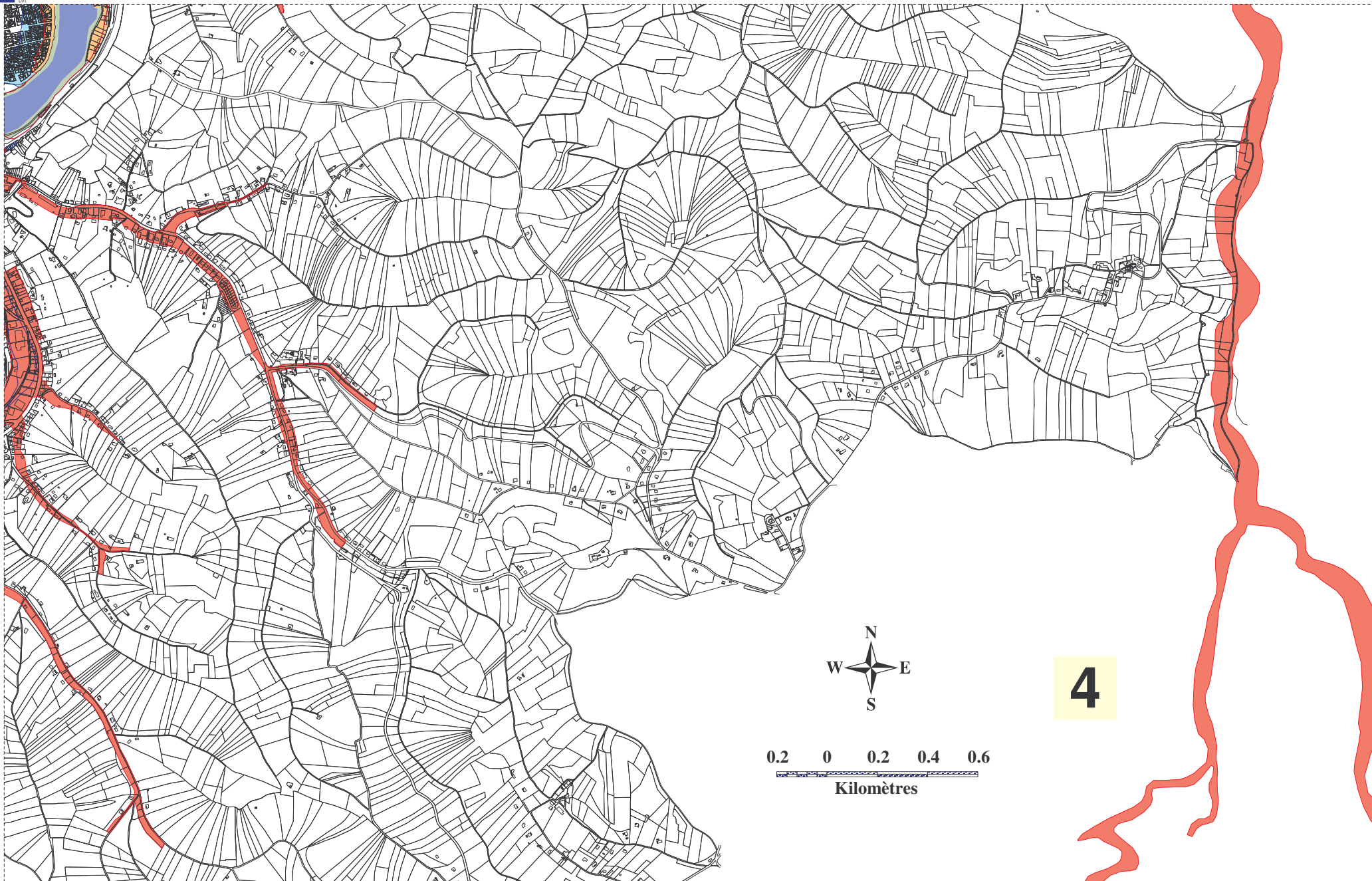
2



**INFORMATION DES ACQUEREURS ET LOCATAIRES
EXTRAIT DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES INONDATIONS APPROUVE LE 12 Janvier 2004
BASSIN DE CAHORS - COMMUNE DE CAHORS**



INFORMATION DES ACQUEREURS ET LOCATAIRES
EXTRAIT DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES INONDATIONS APPROUVE LE 12 Janvier 2004
BASSIN DE CAHORS - COMMUNE DE CAHORS





PREFECTURE DU LOT

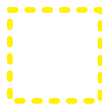
EXTRAITS CARTOGRAPHIQUES

du
Dossier communal d'information
sur les risques naturels et technologiques
à destination des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers

LABASTIDE MARNHAC

Les extraits cartographiques ci-joints ont été élaborés à partir du Plan de Prévention du Risque Inondation du bassin de Cahors approuvé le 12 janvier 2004 qui contient la réglementation applicable dans les différentes zones

LEGENDE



Limite commune



Limite zones aléa fort-aléa faible



Limite des Plus Hautes Eaux Connues
(mars 1927)



Lit ordinaire

V1

Zone verte V1 aléa fort

V2

Zone verte V2 aléa faible

O

Zone orange

B

Zone bleue

R

Zone rouge

INFORMATION DES ACQUEREURS ET LOCATAIRES

EXTRAIT DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES INONDATIONS APPROUVE LE 12 Janvier 2004

BASSIN DE CAHORS - COMMUNE DE LABASTIDE MARNHAC

 Limite zones aléa fort - aléa faible

 Limite des Plus Hautes (mars 1927)
Eaux Connues

 Lit ordinaire

V1 Zone verte V1
non urbanisée aléa fort

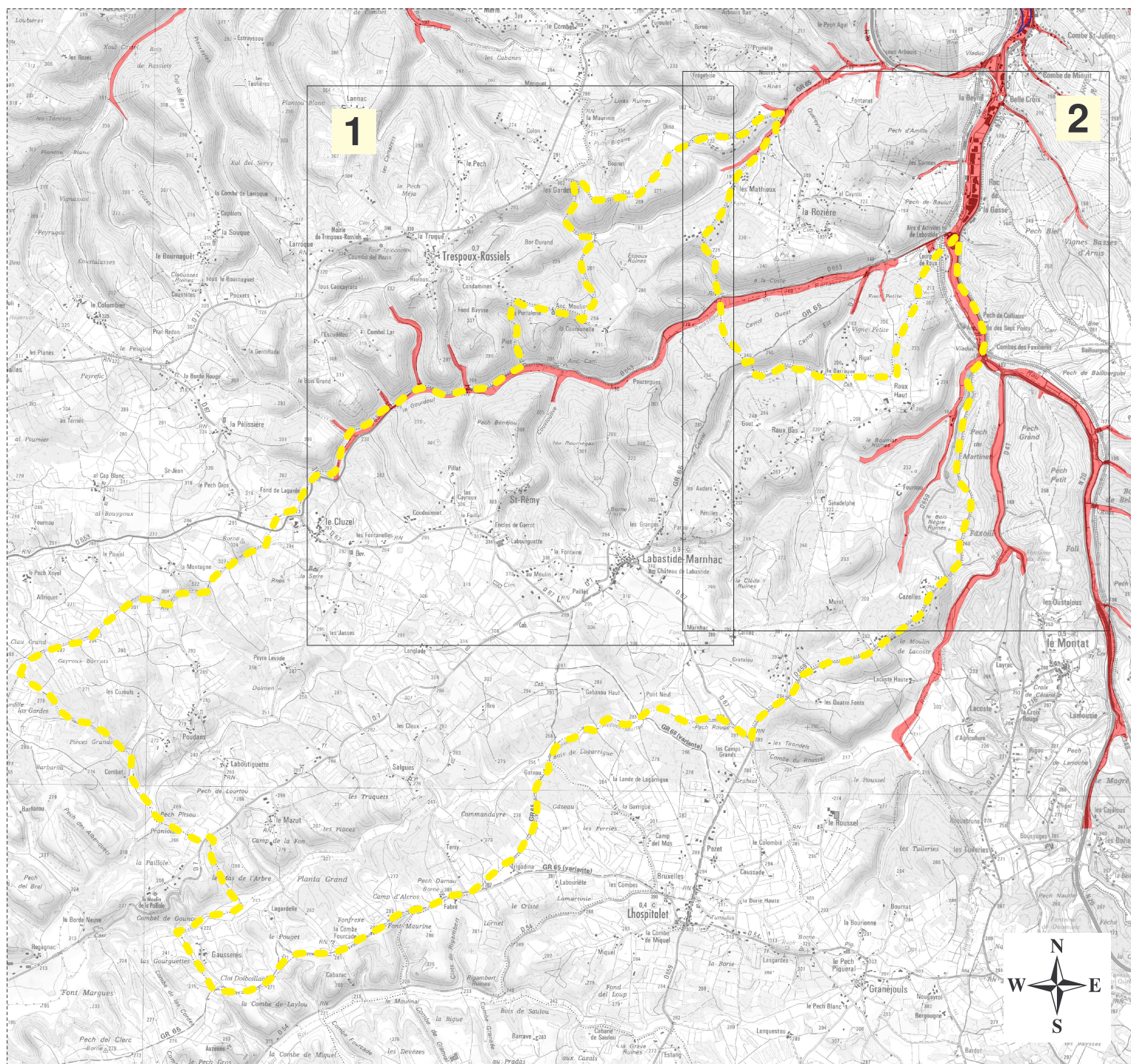
V2 Zone verte V2
non urbanisée aléa faible

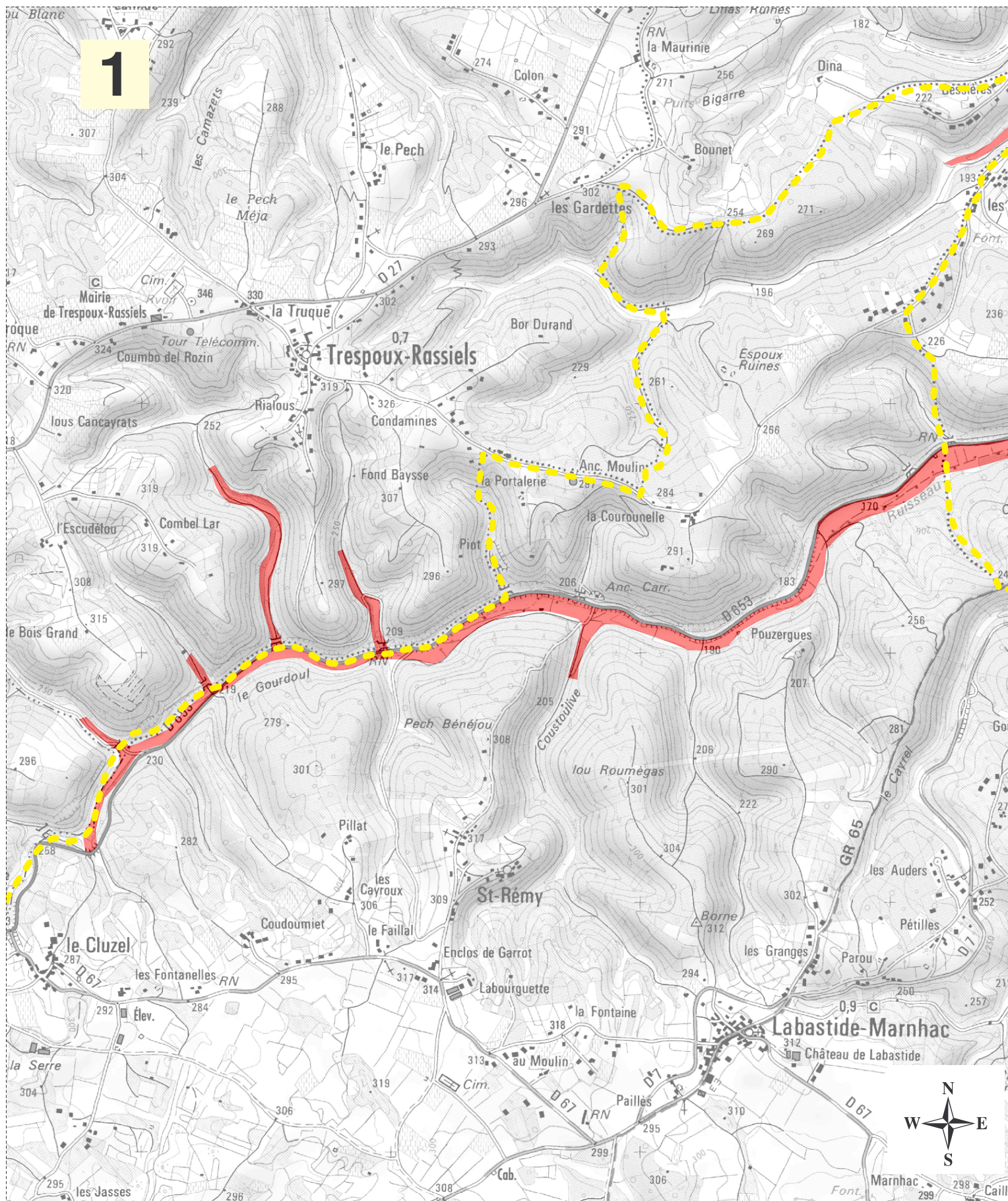
O Zone orange
urbanisée aléa fort

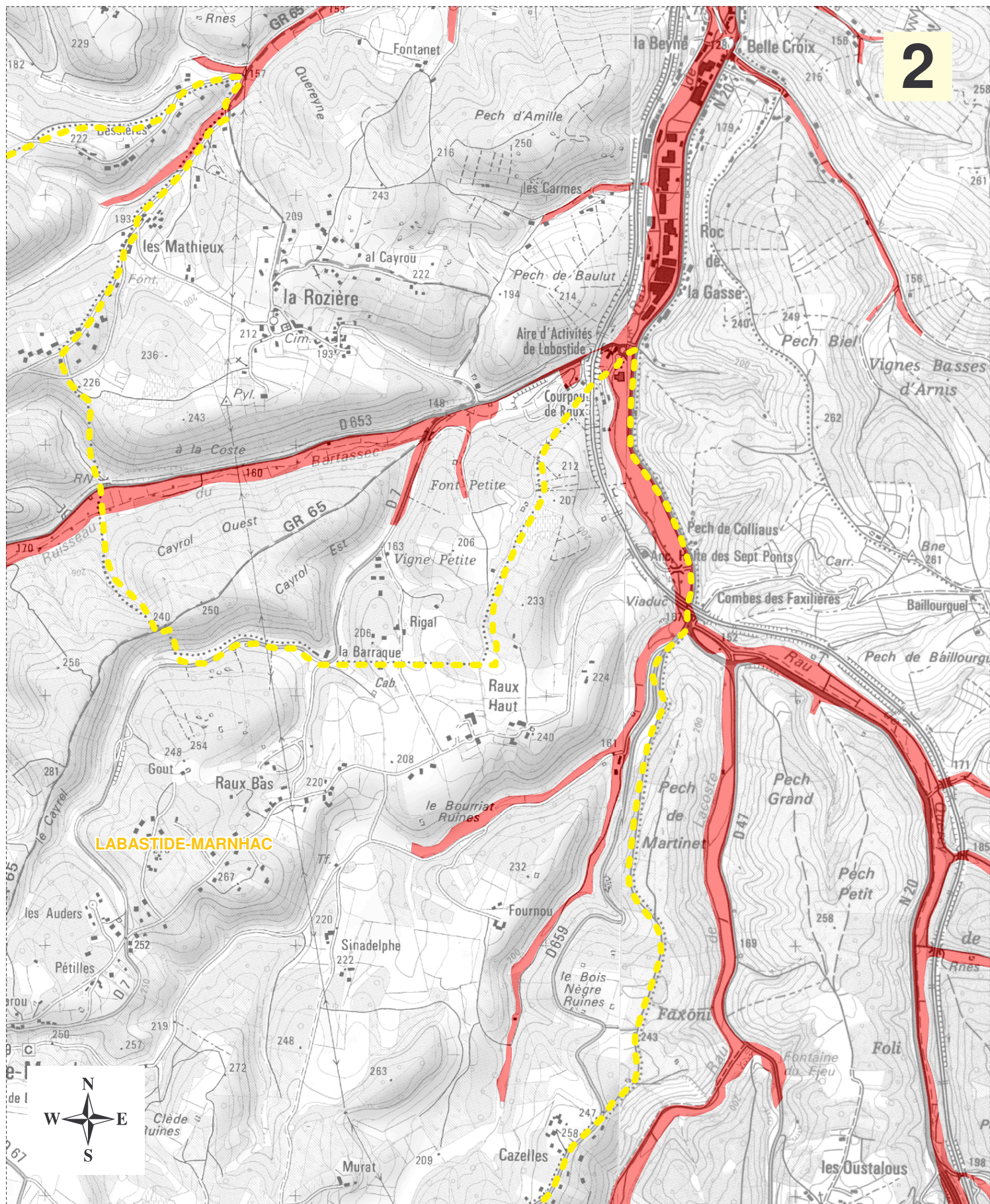
B Zone bleue
urbanisée aléa faible

R Zone rouge
petit bassin torrentiel

 Limite commune









PREFECTURE DU LOT

EXTRAITS CARTOGRAPHIQUES

du
Dossier communal d'information
sur les risques naturels et technologiques
à destination des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers

LAROQUE DES ARCS

Les extraits cartographiques ci-joints ont été élaborés à partir du Plan de Prévention du Risque Inondation du bassin de Cahors approuvé le 12 janvier 2004 qui contient la réglementation applicable dans les différentes zones

LEGENDE



Limite commune



Limite zones aléa fort-aléa faible



Limite des Plus Hautes Eaux Connues
(mars 1927)



Lit ordinaire



V1 Zone verte V1 aléa fort



V2 Zone verte V2 aléa faible



O Zone orange



B Zone bleue



R Zone rouge

INFORMATION DES ACQUEREURS ET LOCATAIRES EXTRAIT DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES INONDATIONS APPROUVE LE 12 Janvier 2004 BASSIN DE CAHORS - COMMUNE DE LAROQUE DES ARCS

	Limite zones aléa fort - aléa faible		V1 Zone verte V1 non urbanisée aléa fort		B Zone bleue urbanisée aléa faible
	Limite des Plus Hautes (mars 1927) Eaux Connues		V2 Zone verte V2 non urbanisée aléa faible		R Zone rouge petit bassin torrentiel
	Lit ordinaire		O Zone orange urbanisée aléa fort		Limite commune





PREFECTURE DU LOT

EXTRAITS CARTOGRAPHIQUES

du
Dossier communal d'information
sur les risques naturels et technologiques
à destination des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers

LE MONTAT

Les extraits cartographiques ci-joints ont été élaborés à partir du Plan de Prévention du Risque Inondation du bassin de Cahors approuvé le 12 janvier 2004 qui contient la réglementation applicable dans les différentes zones

LEGENDE



Limite commune



Limite zones aléa fort-aléa faible



Limite des Plus Hautes Eaux Connues
(mars 1927)



Lit ordinaire



Zone verte V1 aléa fort



Zone verte V2 aléa faible



Zone orange

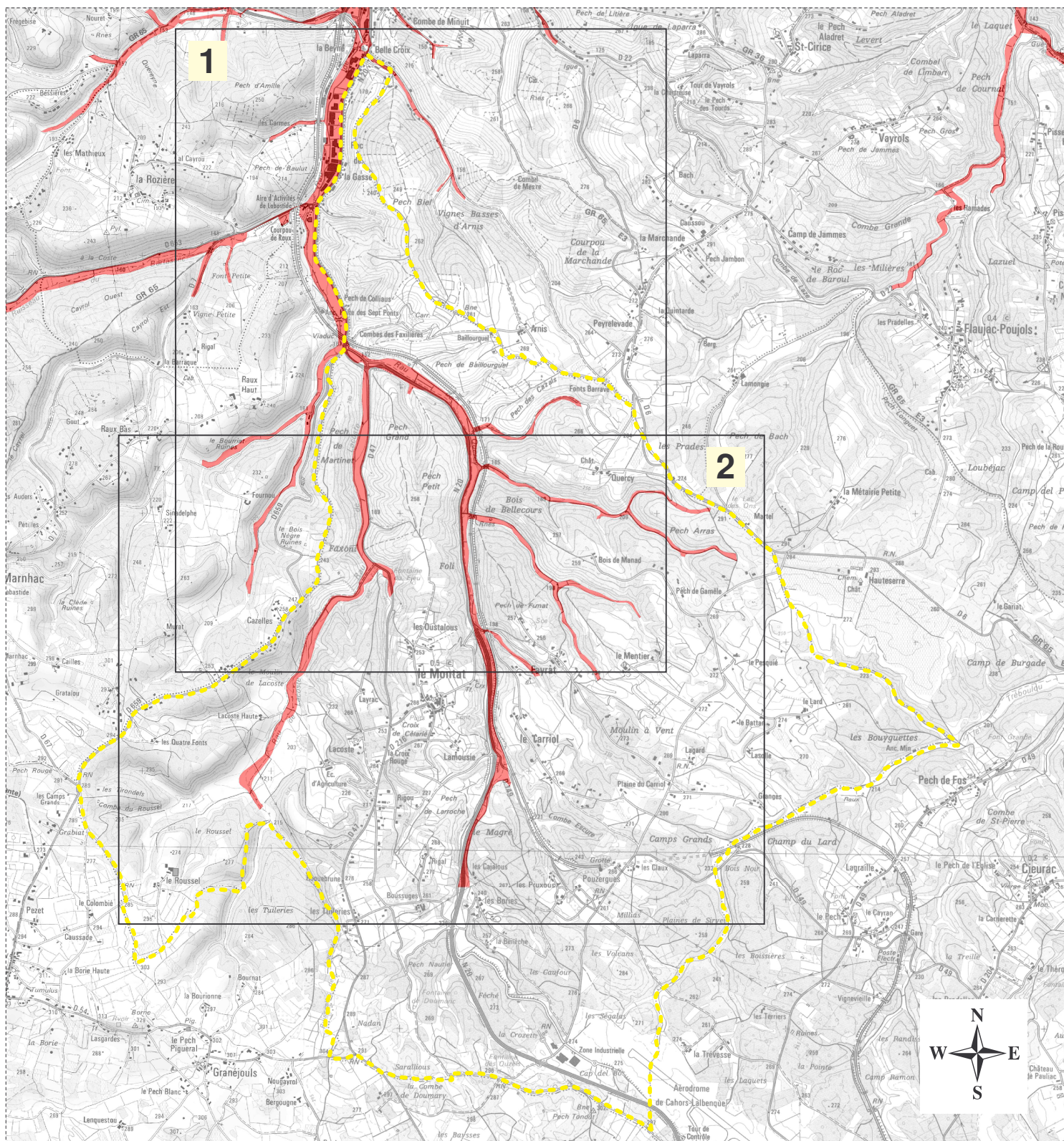


Zone bleue

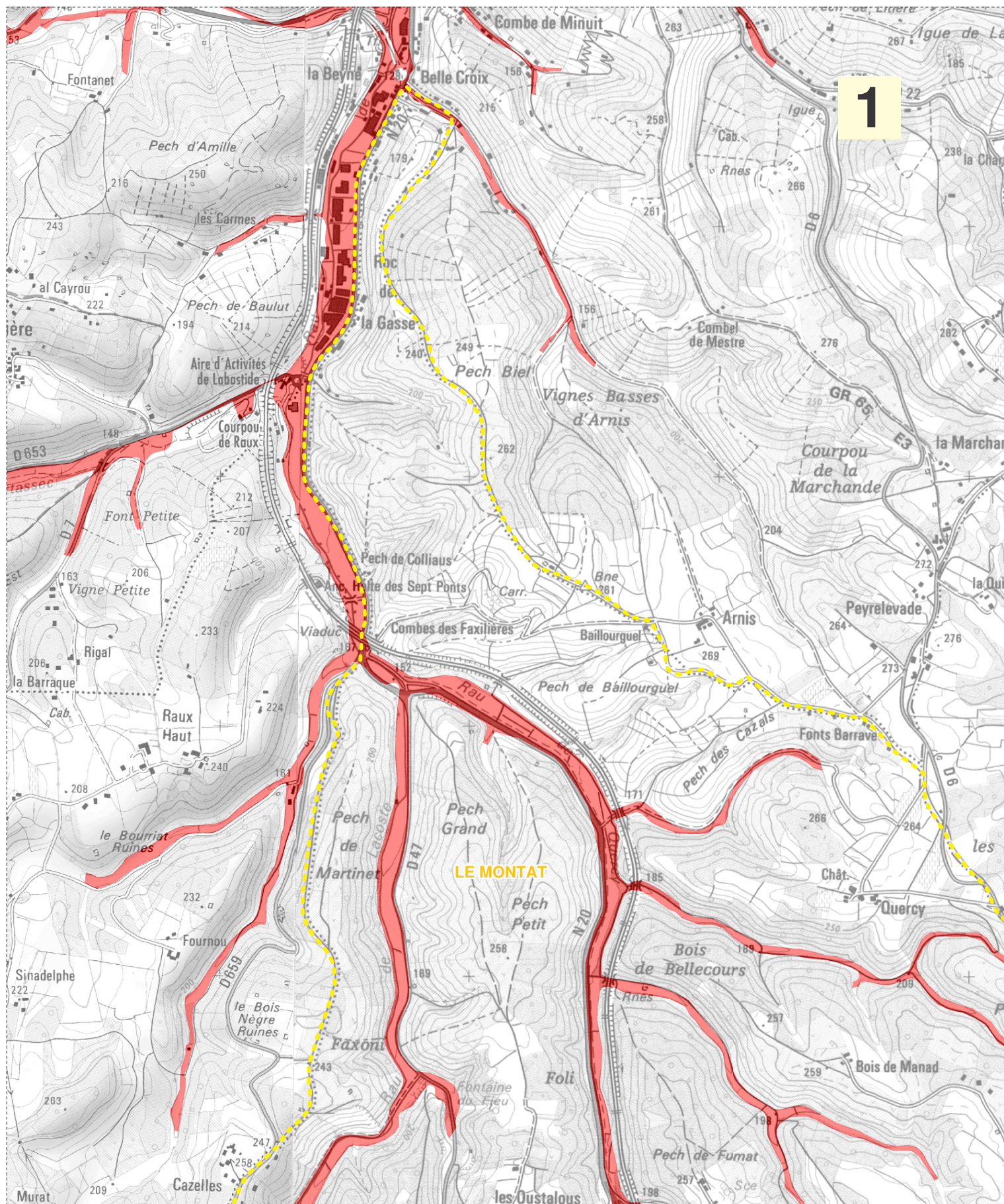


Zone rouge

INFORMATION DES ACQUEREURS ET LOCATAIRES EXTRAIT DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES INONDATIONS APPROUVE LE 12 Janvier 2004 BASSIN DE CAHORS - COMMUNE DE LE MONTAT

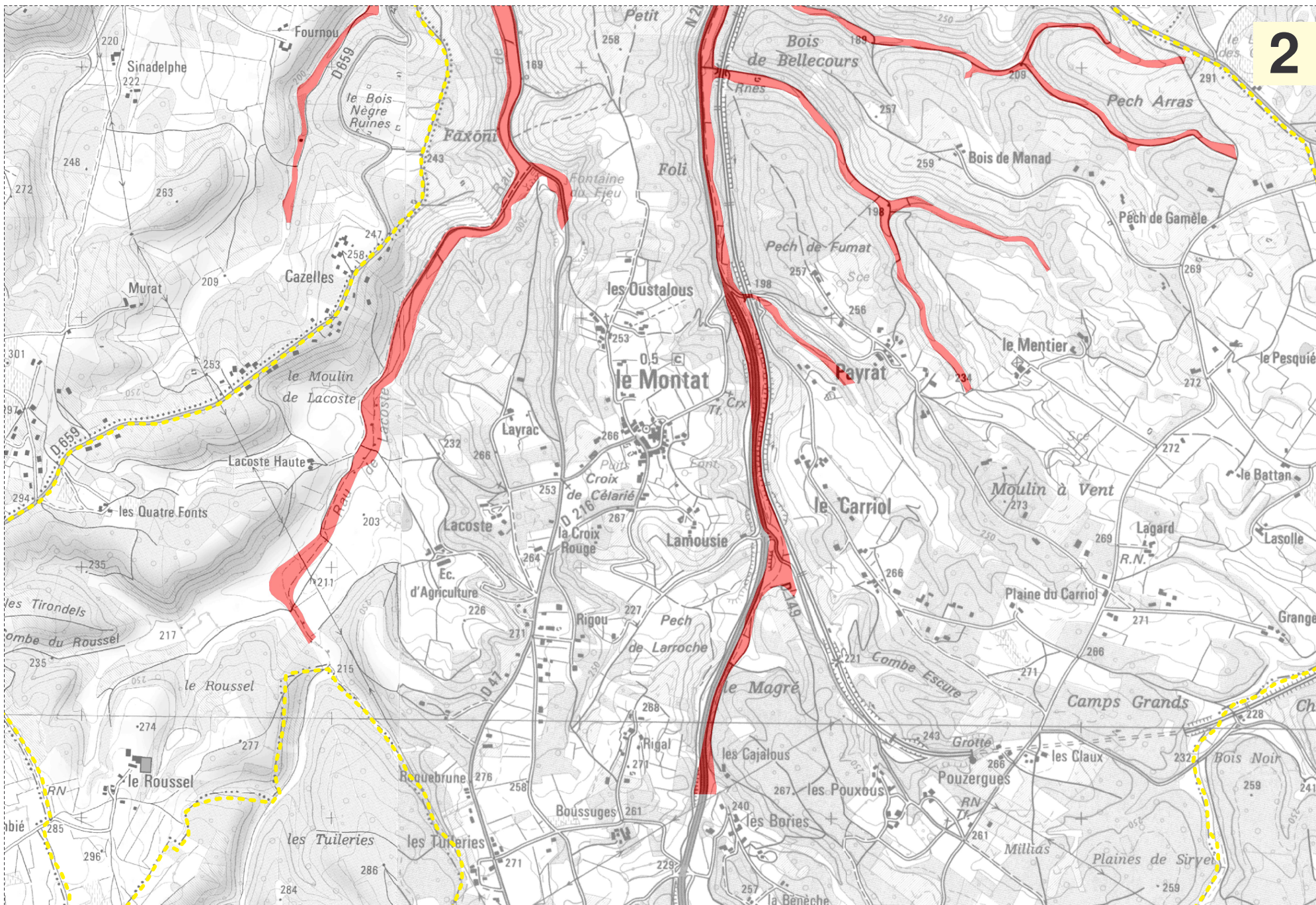


INFORMATION DES ACQUEREURS ET LOCATAIRES
EXTRAIT DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES INONDATIONS APPROUVE LE 12 Janvier 2004
BASSIN DE CAHORS - COMMUNE DE LE MONTAT



INFORMATION DES ACQUEREURS ET LOCATAIRES
EXTRAIT DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES INONDATIONS APPROUVE LE 12 Janvier 2004
BASSIN DE CAHORS - COMMUNE DE LE MONTAT

2





PREFECTURE DU LOT

EXTRAITS CARTOGRAPHIQUES

du
Dossier communal d'information
sur les risques naturels et technologiques
à destination des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers

PRADINES

Les extraits cartographiques ci-joints ont été élaborés à partir du Plan de Prévention du Risque Inondation du bassin de Cahors approuvé le 12 janvier 2004 qui contient la réglementation applicable dans les différentes zones

LEGENDE



Limite commune



Limite zones aléa fort-aléa faible



Limite des Plus Hautes Eaux Connues
(mars 1927)



Lit ordinaire

V1

Zone verte V1 aléa fort

V2

Zone verte V2 aléa faible

O1



O2

Zone orange

B

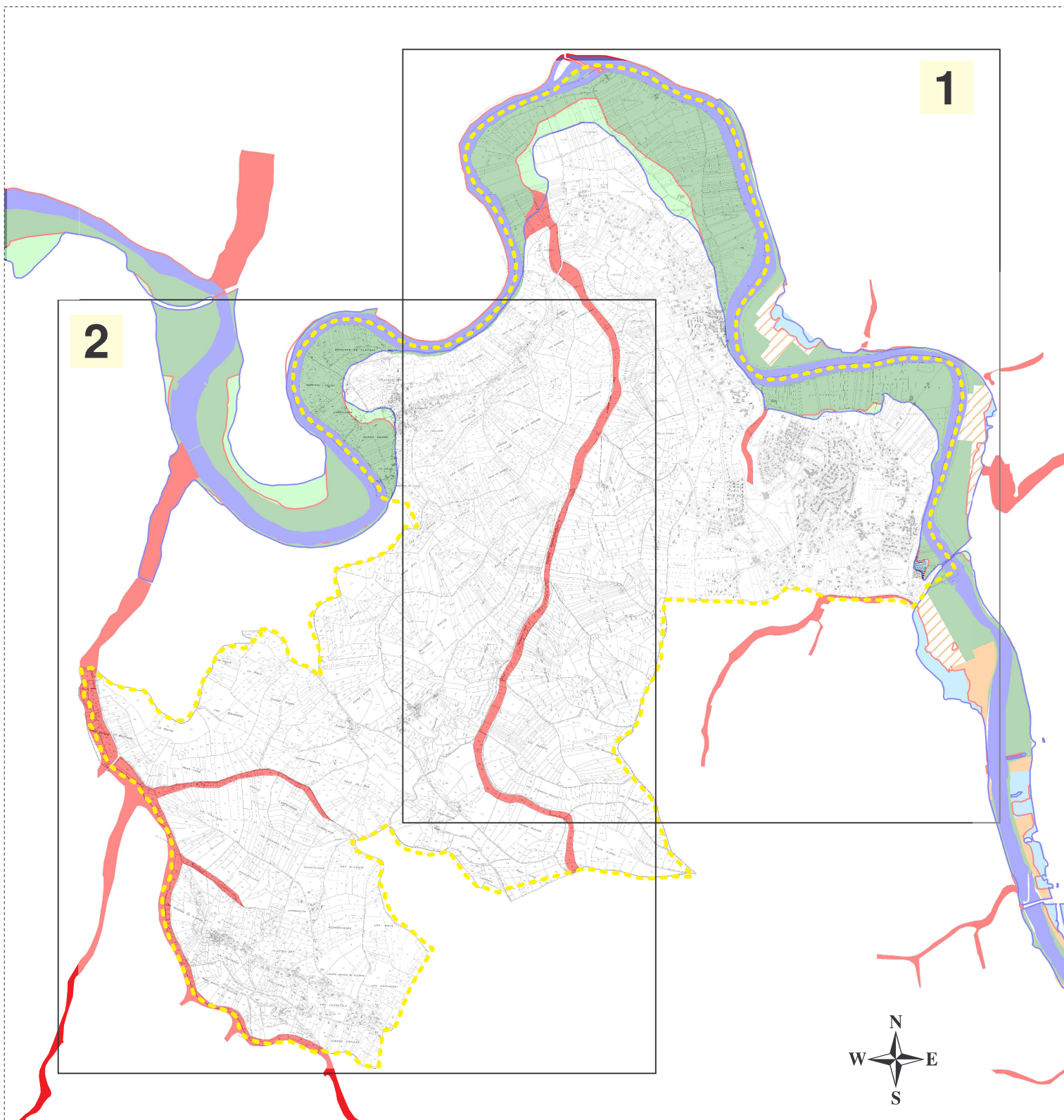
Zone bleue

R

Zone rouge

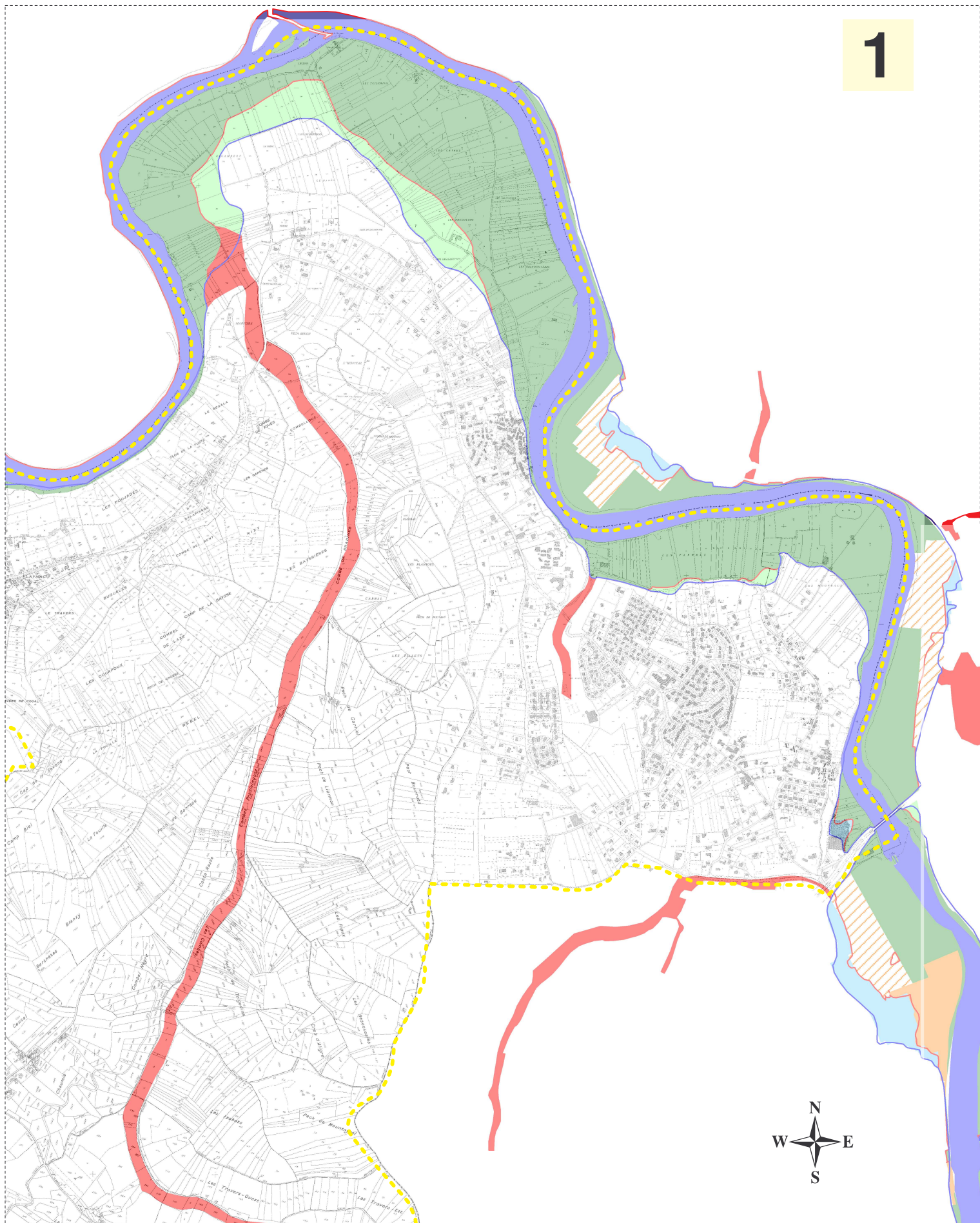
INFORMATION DES ACQUEREURS ET LOCATAIRES
EXTRAIT DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES INONDATIONS APPROUVE LE 12 Janvier 2004
BASSIN DE CAHORS - COMMUNE DE PRADINES

	Limite zones aléa fort - aléa faible		V1 Zone verte V1 non urbanisée aléa fort		B Zone bleue urbanisée aléa faible
	Limite des Plus Hautes (mars 1927) Eaux Connues		V2 Zone verte V2 non urbanisée aléa faible		R Zone rouge petit bassin torrentiel
	Lit ordinaire		O Zone orange urbanisée aléa fort		Limite commune



**INFORMATION DES ACQUEREURS ET LOCATAIRES
EXTRAIT DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES INONDATIONS APPROUVE LE 12 Janvier 2004
BASSIN DE CAHORS - COMMUNE DE PRADINES**

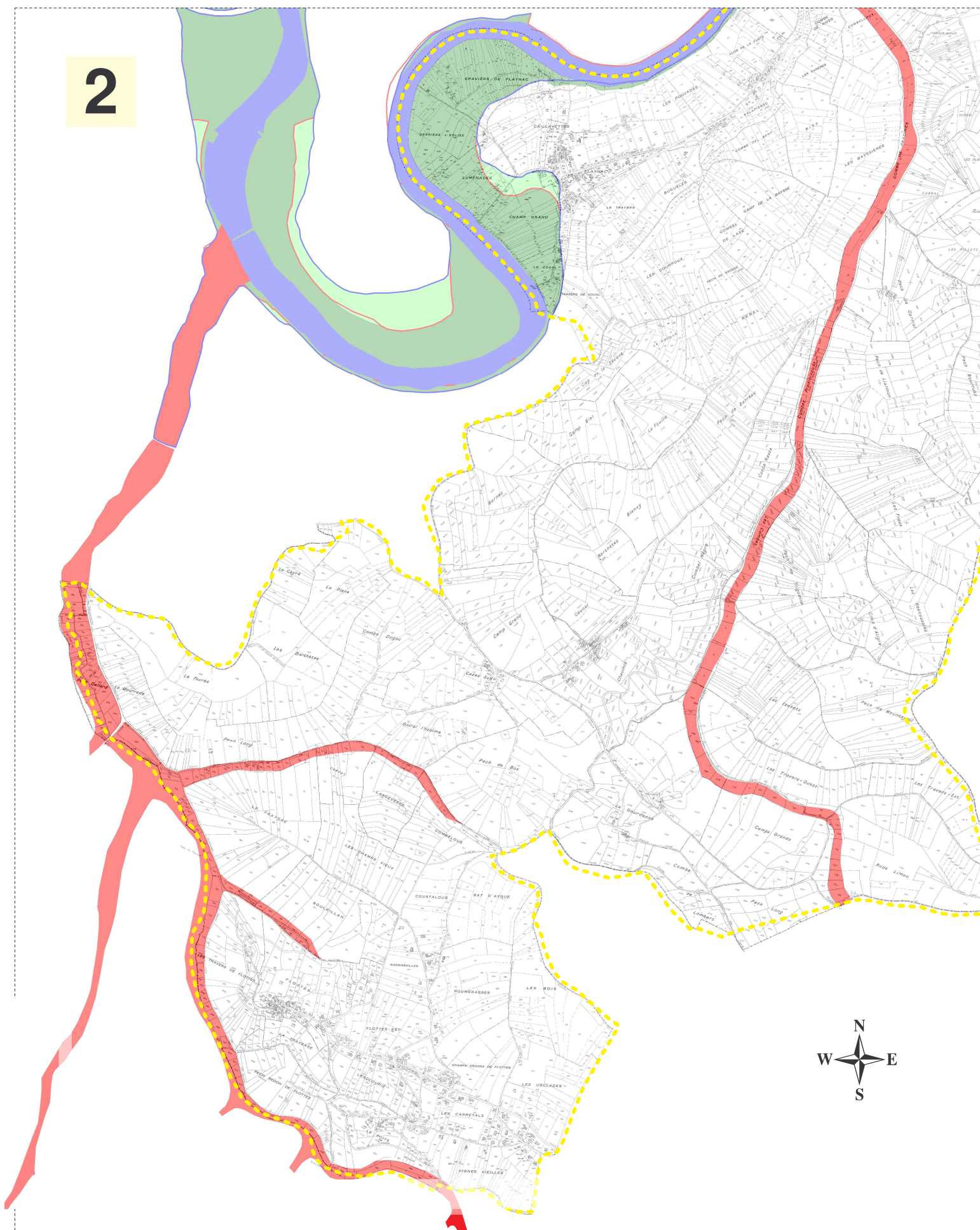
1



0.2 0 0.2 0.4 0.6
Kilomètres

**INFORMATION DES ACQUEREURS ET LOCATAIRES
EXTRAIT DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES INONDATIONS APPROUVE LE 12 Janvier 2004
BASSIN DE CAHORS - COMMUNE DE PRADINES**

2





PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS

RISQUE INONDATION

BASSIN DE CAHORS

NOTE DE PRESENTATION

Vu pour être annexé à l'arrêté du 12 JAN. 2004

Pour copie
certifiée conforme
Pour la Préfète
Le Chef du Service Interministériel
de Défense et de Protection Civile

La Préfète du Lot
Signé,
Chantal JOURDAN

Maryana MATTEI

Décembre 2003

LA DEMARCHE GLOBALE DE GESTION DES INONDATIONS

Dès le début des années 90 l'Etat et particulièrement la DDE s'est préoccupée de prendre en compte la gestion globale du risque inondation selon les principes suivants :

- **connaître le risque**
- **informer sur le risque**
- **Edicter et appliquer des règles d'urbanisme en cohérence avec le niveau du risque**

CONNAISSANCE DU RISQUE INONDATION

Une démarche de cartographie informative au 1/25 000^e a été initiée en 1992 avec le professeur LAMBERT de l'université Toulouse-le-Mirail sur le bassin de la Dordogne. Cette démarche a été relayée par la DIREN Midi-Pyrénées dans le cadre du programme de cartographie informative des zones inondables de l'ensemble des bassins versants de la région financé par le contrat Etat-région du XI^e plan.

Les atlas des bassins du LOT et de la DORDOGNE ont été adressés aux maires des communes concernées en janvier 2000.

INFORMATION PREVENTIVE

Sur les fondements de l'article 21 de la loi du 22 juillet 1987 et du décret du 11 octobre 1990 rappelés dans la circulaire Intérieur - Environnement du 13 décembre 1993, une Cellule d'Analyse des Risques et d'Information Préventive (CARIP) a été créée par arrêté préfectoral.

Un Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) a été élaboré en janvier 1995 et largement diffusé par les soins de la CARIP qui a initié un programme pluriannuel de Dossiers Communaux Synthétiques (DCS) afin de traiter dans les meilleurs délais les communes les plus exposées.

ELABORATION DES PPR

Dans le même temps, en application du titre II de la loi Barnier du 2 février 1995 et sur la base des circulaires du 24 janvier 1994 et du 24 avril 1996, un programme de PPR a été décidé sur tous les bassins versants où le niveau de risque et les enjeux le justifient.

LE PPR DU BASSIN DE CAHORS

Sur le bassin versant du LOT, le bassin de CAHORS a été jugé prioritaire du fait de l'importance du nombre de personnes et de la vulnérabilité des biens exposés.

Par ailleurs, les zones destinées à une urbanisation future mais constituant des espaces nécessaires à l'expansion des crues du LOT sur CAHORS représentaient des surfaces non négligeables.

Ce bassin de risque concerne donc les communes de LAROQUE-DES-ARCS - CAHORS - PRADINES - DOUELLE traversées par la rivière LOT mais nous avons également pris en compte tous les petits affluents et vallées sèches régulièrement soumis à des crues de type torrentiel. Ceci nous a amené à inclure dans le bassin de risque les communes de Le MONTAT et LABASTIDE-MARNHAC.

Le secteur géographique et le contexte hydrologique sont décrits de manière complète dans le dossier d'étude du bureau GEOSPHAIR de septembre 1999 annexé au PPR.

LES INONDATIONS PRISES EN COMPTE

Pour la rivière Lot, c'est la crue de mars 1927, très bien renseignée au niveau de l'information hydrologique et apparaissant dans la période de suivi hydrométrique comme la plus forte crue du siècle, qui a été retenue comme crue de référence pour déterminer les zones inondables en termes de hauteur et de vitesse.

C'est une crue de type océanique, générée par un abat d'eau touchant l'ensemble du bassin, et entretenue au cours de sa progression vers l'aval.

Pour les affluents du Lot, certaines informations ont permis de cerner des crues de type torrentiel sur des petits bassins constitués de vallées sèches ou drainées saisonnièrement.

Le Bartassec débouchant dans le Lot en face de la ville de Cahors, a connu le 10 janvier 1996 une de ses plus fortes crues, d'autant plus dévastatrice qu'une zone d'activité s'étale sur son lit d'inondation, remontant de la confluence vers l'amont sur près de 3 km.

Cette crue a pour origine une averse de forte intensité-durée centrée sur le sud-ouest du département du Lot et précisément sur le BV du Bartassec. Il est tombé plus de 100 mm le 9 janvier à Montcuq, et la station du Montat, dans le BV du Bartassec, a enregistré 5 mm/h pendant 10 heures dans la nuit du 9 au 10 janvier, avec une pointe à 11,5 mm/h entre 19 h et 20 h. Une averse extraordinaire donc, touchant des sols déjà saturés, des versants raides et peu boisés et des fonds de combes où l'on a repoussé le drain au pied d'un versant pour agrandir les parcelles cultivées en céréales. Des conditions aggravantes qui ont exacerbées la violence de la crue.

Fort de l'enseignement tiré de la crue du Bartassec, il était donc important de cartographier le risque partout où il existe, particulièrement dans les combes et vallées sèches soumises à l'urbanisation récente.

LE MODE DE QUALIFICATION DES ALEAS

L'étude réalisée par le bureau GEOSPHAIR contient :

- une carte hydrogéomorphologique
- une carte des hauteurs d'eaux pour la crue de référence du Lot
- une carte des champs de vitesse pour la crue de référence du Lot

Pour les zones inondées par le Lot en mars 1927, l'étude met en avant les corrélations entre les différentes cartes. La carte des hauteurs distingue quatre fourchettes de valeurs et des isocotes de la crue donnent l'altitude de la lame d'eau à l'étale.

La carte des champs de vitesse montre une distribution en relation avec le modelé de la plaine alluviale et la dynamique de l'inondation de 1927.

On a ainsi pu déterminer en croisant les critères hauteur et vitesse :

1. des zones d'aléas forts qui correspondent aux secteurs où :

- soit la hauteur d'eau était supérieure à 1 m
- soit la vitesse du courant était supérieure à 0.5 m/s

2 des zones d'aléas faibles qui correspondent aux secteurs où la hauteur d'eau était inférieure à 1m et la vitesse inférieure à 0.5 m/s

Pour les bassins secondaires affectés par des crues soudaines à caractère torrentiel, l'hydrologie des crues est inconnue en l'absence de stations de mesure.

La carte hydrogéomorphologique est donc le seul outil permettant d'apprécier le risque en donnant la zone d'extension des crues torrentielles. Les crues violentes et rapides avec des charges solides importantes sur des secteurs à forte pente font qu'il s'agit toujours d'un aléa fort lorsqu'un événement météorologique important survient.

LES ENJEUX POUR LES PERSONNES ET LES BIENS

L'évaluation des enjeux concernant les personnes, les biens et les activités à la date de la réalisation des études donne les résultats suivants :

Estimation de la population menacée sur le bassin de CAHORS → 6 000 habitants

Estimation des sols menacés (en ha) sur le bassin de CAHORS

	Surfaces urbanisées en zones d'aléa forts Vallée Lot	Surfaces des zones à caractères torrentiels	Surfaces urbanisées en zones d'aléa faible vallée du Lot	Espaces agricoles ou naturels vallée du Lot
CAHORS	55	149	55	213
PRADINES	0	50	1	185
LAROQUE des A	3	28	4	12
DOUELLE	0	29	0	120
LABASTIDE M	0	44	0	0
Le MONTAT	0	80	0	0
Total	58	380	60	530

Vulnérabilité économique

Etablissements à caractère commercial, artisanal ou industriel : entrée Sud de Cahors, zones d'Englandière et Regourd plaine de Labéraudie de Cabessut du Pal
Commerces de proximités dans les centres bourg.

Vulnérabilité des équipements publics

CAHORS : Ecoles : 5 + 1 IUFM Bâtiments administratifs 10 Hôpital de jour:2 Salles des fêtes: 2 Eglises :2 Gymnases :2 Terrains de sports:2 Piscines :2 Base nautique:2 Aire d'accueil gens du voyage:1 Zones commerciales, artisanales, industrielles : 5 Ateliers municipaux :1 Station d'épuration :1 LAROQUE des ARCS Eglise Ecole Terrain de sports Commerces	Le MONTAT Zone commerciale LABASTIDE MARNHAC Zone commerciale PRADINES Centre commercial:1 Terrain de sports Station d'épuration DOUELLE Mairie Ecole Eglise Commerces Camping Base nautique
--	---

LE ZONAGE ET LE REGLEMENT

Ils constituent le fondement juridique du PPR

Le zonage réglementaire résulte de la délimitation des niveaux d'aléas et des objectifs de gestion des zones inondables définies par les circulaires du 24 janvier 1994 et du 24 avril 1996.

Ainsi ont été définis plusieurs types de zones :

La zone verte (V) est une zone réservée à l'expansion des crues qu'il s'agisse des zones d'aléa fort (V1) ou d'aléa faible (V2). Elle est en général très peu urbanisée, l'activité agricole y est dominante.

La zone orange (O) est une zone équipée et urbanisée où, pour la crue de référence, les hauteurs de submersion sont supérieures à 1 m d'eau ou les vitesses de courant supérieures à 0,50 m/s (zones d'aléa fort). Elle comprend deux sous zones, O1 et O2.

O1 est une zone urbanisée de façon dense où, compte tenu, de la continuité du bâti et de la mixité des usages entre logements commerces et services, il est admis d'aménager les constructions existantes moyennant certaines prescriptions.

O2 est une zone équipée, où compte tenu des enjeux urbanistiques et économiques, des opérations de constructions nouvelles pour des usages particuliers et dans des conditions d'aménagement précises, pourront être admises.

La zone bleue (B) est une zone déjà urbanisée où, pour la crue de référence, les hauteurs de submersion sont inférieures ou égales à 1 m d'eau et les vitesses de courant inférieures ou égales à 0.50 m/s (zones d'aléa faible) dans laquelle il est possible, à l'aide de prescriptions, de préserver les biens et les personnes.

La zone rouge (R) comprend la totalité des zones submersibles des petits bassins versants à régime torrentiel où les pentes fortes et l'absence de plaine d'expansion contribuent à qualifier ces zones comme soumises à aléa fort

Contenu du règlement

Les mesures de prévention définies par le règlement sont destinées à préserver les champs d'expansion des crues, à favoriser leur libre écoulement et à limiter les dommages aux biens et activités existants ou futurs, conformément à l'article 5 du décret 95.1089 du 5 octobre 1995. Elles consistent soit en des interdictions visant l'occupation ou l'utilisation des sols, soit en des mesures de prévention destinées à réduire les dommages. Les cotes de plancher retenues pour chacune des zones correspondent à celles de la crue historique de mars 1927, majorées de 20 cm.

Ces mesures sont regroupées en quatre familles :

- dispositions d'urbanisme, contrôlées lors de la délivrance des autorisations visées au titre III et IV du Code de l'Urbanisme et aux articles L 214.1 et suivants du code de l'environnement ;
- règles de construction appliquées sous la seule responsabilité du maître d'ouvrage ;
- mesures relatives à la gestion des ouvrages en lit mineur dont l'ignorance peut engager la responsabilité du maître d'ouvrage concerné ;

- mesures préventives de protection, susceptibles d'être mises en œuvre par des collectivités territoriales ou par des associations syndicales de propriétaires.

LES CONSEQUENCES DU PPR

L'article L 121.1 du code de l'urbanisme stipule que : « les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales déterminent les conditions permettant d'assurer :...la prévention des risques naturels prévisibles... ».

L'article L 123.1 du code de l'urbanisme prévoit que : « les plans locaux d'urbanisme fixent les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols permettant d'atteindre les objectifs mentionnés à l'article L 121.1, qui peuvent notamment comporter l'interdiction de construire... ».

Le PPR approuvé doit donc être annexé au PLU en application des articles L 126.1 et R 126.1 du code de l'urbanisme par l'autorité responsable de la réalisation du PLU.

La mise en conformité du PLU avec les dispositions du PPR est nécessaire lorsque les documents divergent pour rendre cohérentes les règles d'occupation du sol et doit intervenir dans les meilleurs délais après l'approbation du PPR.

Un PPR peut être modifié ou révisé selon la même procédure et dans les mêmes conditions que son élaboration initiale. Mais la modification peut être partielle ce qui simplifie la procédure lorsque le PPR a été approuvé sur l'ensemble d'un bassin de risques.

Le dispositif de la modification ou révision partielle peut être adapté au cas des petits bassins versants annexes où des aménagements physiques et des dispositifs de prévention peuvent une fois réalisés, modifier les conditions de prise en compte du risque. Ainsi sur la base d'études hydrauliques et d'aménagements avec étude d'incidence sur l'ensemble du bassin, les niveaux d'aléas pourraient être revus et par voie de conséquence de nouvelles dispositions d'urbanisme arrêtées.

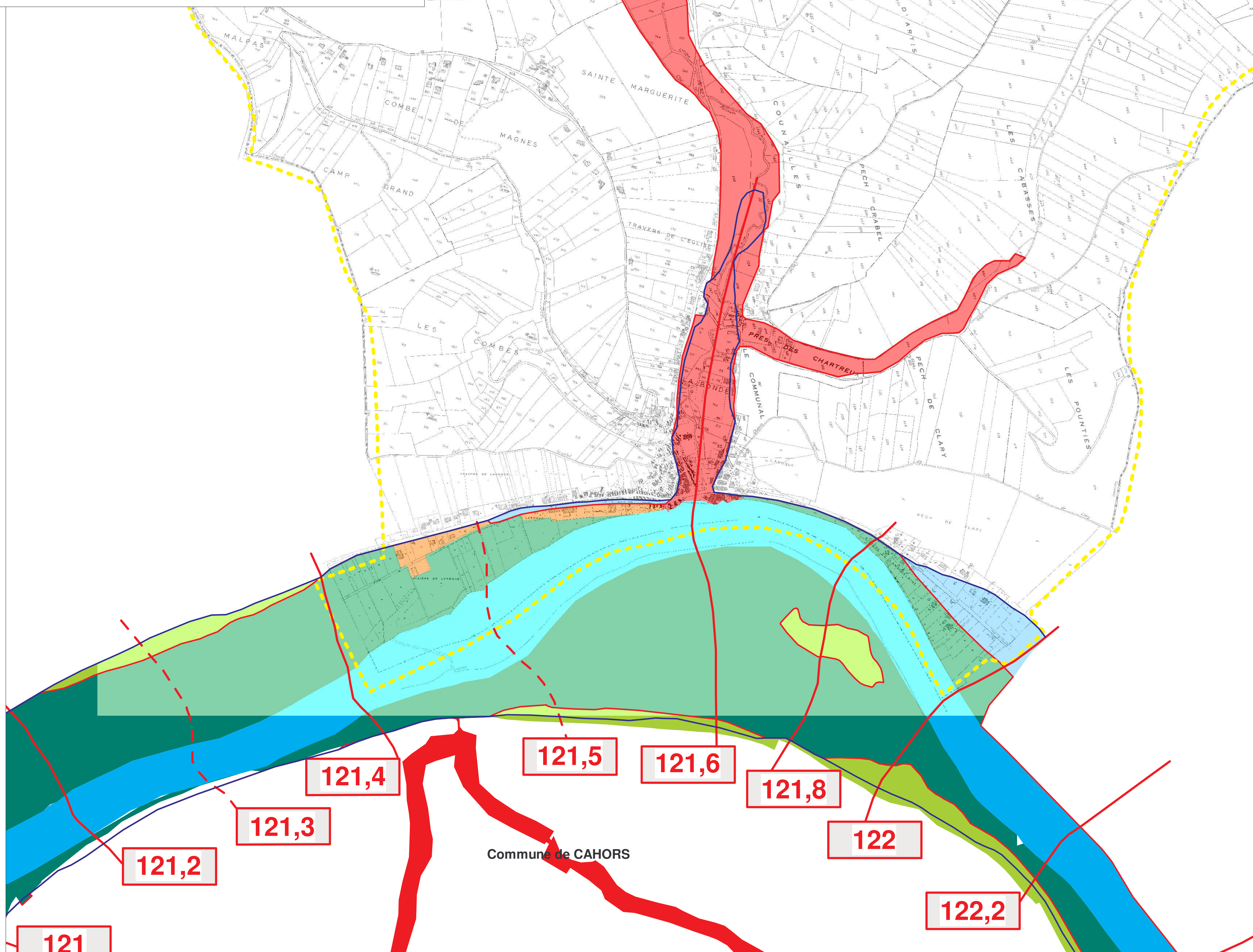
PPR du BASSIN DE CAHORS

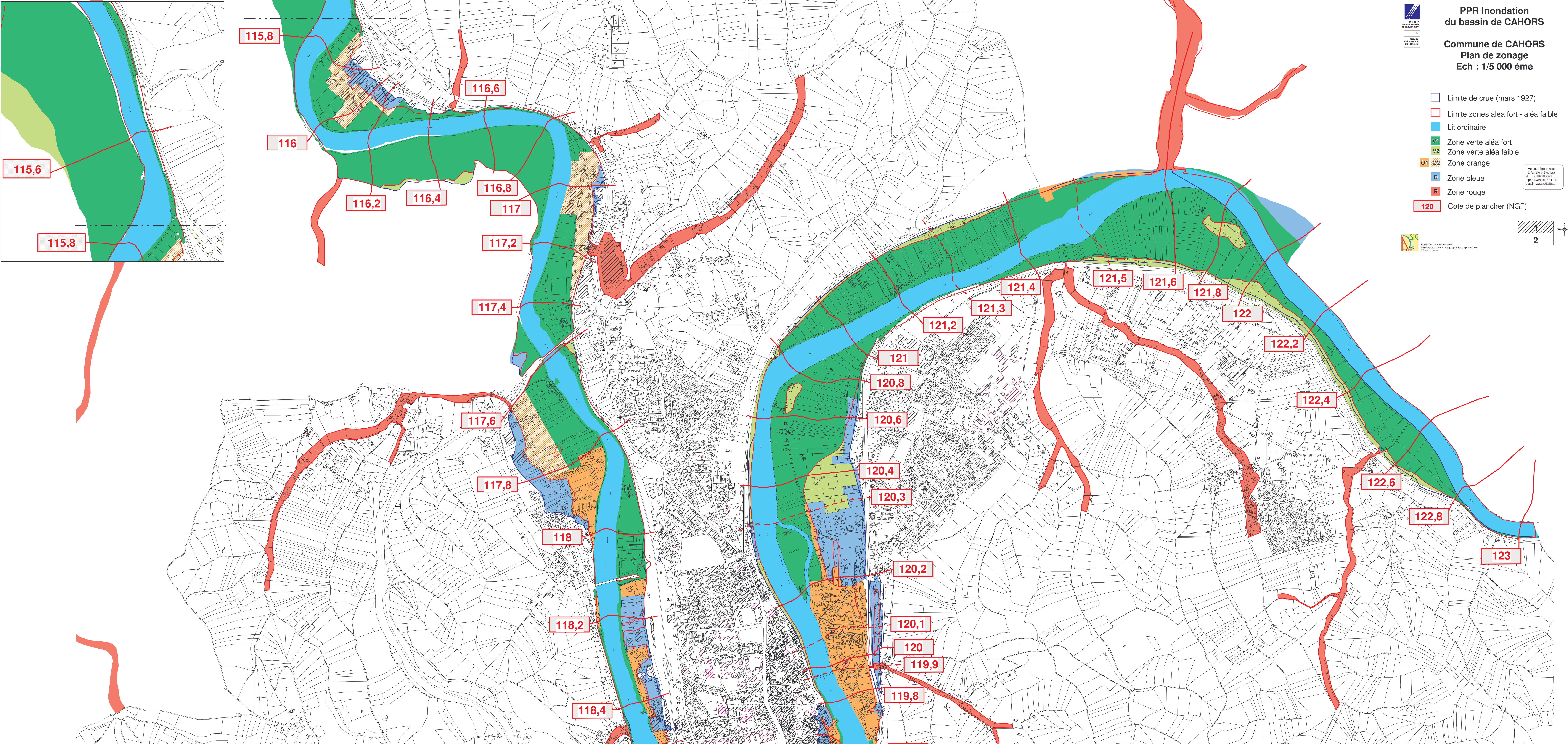
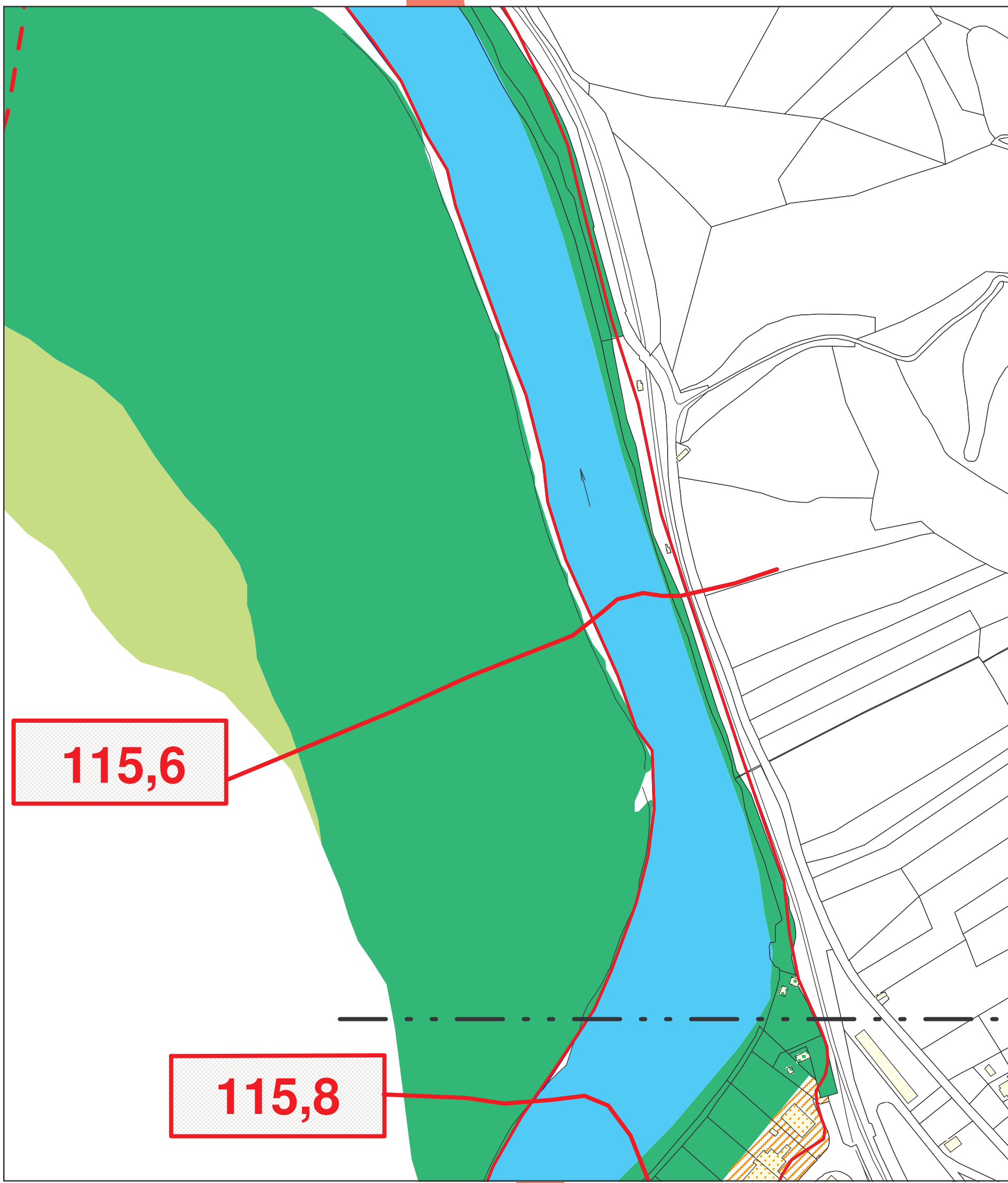
Commune de LAROQUE DES ARCS Plan de zonage Ech : 1/5 000 ème

- Limite de crue (mars 1927)
- Limite zones aléa fort - aléa faible
- Lit ordinaire
- V1 Zone verte aléa fort
- V2 Zone verte aléa faible
- O Zone orange
- B Zone bleue
- R Zone rouge

119 Cote de plancher (NGF)

Vu pour être annexé
à l'arrêté préfectoral
du ...
approuvant le PPR du
bassin ...







Lot
Département
Services
Aménagement
de Territoire

**PPR Inondation
du bassin de CAHORS**

Commune de CAHORS
Plan de zonage
Ech : 1/5 000 ème

Limite de crue (mars 1927)

Limite zones aléa fort - aléa faible

Lit ordinaire

V1

 Zone verte aléa fort

V2

 Zone verte aléa faible

O1 O2

 Zone orange

B

 Zone bleue

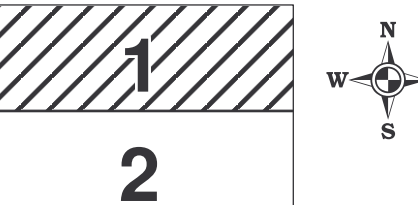
R

 Zone rouge

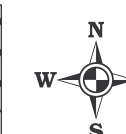
120

 Cote de plancher (NGF)

Vu pour être annexé
à l'arrêté préfectoral
du 12 janvier 2014
approuvant le PPRi du
bassin de CAHORS...



2





PPR du BASSIN DE CAHORS

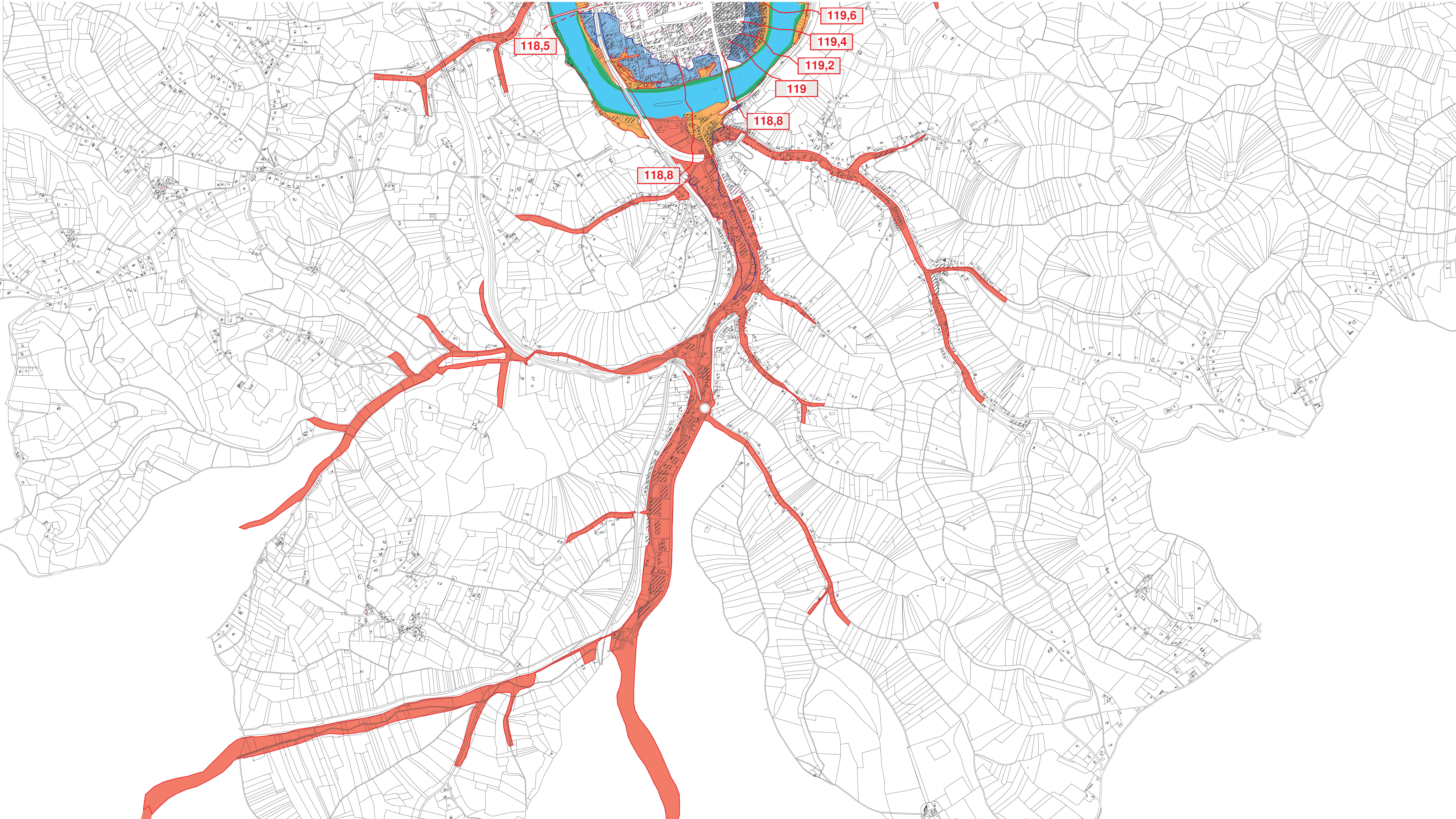
Commune de CAHORS
Plan de zonage
Ech : 1/5 000 ème

- Limite de crue (mars 1927)
- Limite zones aléa fort - aléa faible
- Lit ordinaire
- Zone verte aléa fort
- Zone verte aléa faible
- Zones oranges
- Zone bleue
- Zone rouge
- Cote de plancher (NGF)

Vu pour être annexé
à l'arrêté préfectoral
du 15 juillet 2004 ...
approuvant le PPRi du
bassin de Cahors...



Territoire Départemental
PPR Cahors-Cahors zone en page 2/2
Document 2011



Service
Département
de l'Équipement

Lit

Service
Aménagement
du Territoire

PPR du BASSIN DE CAHORS

Commune de PRADINES

Plan de zonage

Ech : 1/5 000 ème

Limite de crue (mars 1927)

Limite zones aléa fort - aléa faible

Lit ordinaire

V1

Zone verte aléa fort

V2

Zone verte aléa faible

O

Zone orange

B

Zone bleue

R

Zone rouge

119

Cote de plancher (NGF)

Vu pour être annexé
à l'arrêté préfectoral
du ...12/05/2015
approuvant le PPRi du
bassin ...du Gers...

SIG

Travaux Départementaux
Préfecture de Cahors
Département de Lot
Janvier 2015

N
E

This detailed map of Pradines illustrates the flood risk zones defined by the PPRi. The map features several color-coded areas: green for 'Zone verte aléa fort' (V1) and 'Zone verte aléa faible' (V2), orange for 'Zone orange' (O), blue for 'Zone bleue' (B), and red for 'Zone rouge' (R). Elevation contours are marked with red boxes containing values such as 112,2, 112,4, 112,6, 112,8, 113,2, 113,4, 113,6, 113,8, 114, 114,2, 114,4, 114,6, 114,8, 115, 115,2, 115,4, 115,5, 115,6, 115,8, 116, 116,2, 116,4, 116,6, 117, 117,2, 117,4, and 117,6. The map also shows the 'Lit ordinaire' (ordinary bed) and the 'Limite de crue (mars 1927)' (flood limit of March 1927). A legend in the top left corner explains the symbols and colors used. A note indicates that the map was approved by the prefectural decree of May 12, 2015, for the PPRi of the Gers basin. The map is titled 'PPR du BASSIN DE CAHORS' and 'Commune de PRADINES Plan de zonage Ech : 1/5 000 ème'.

This simplified map of Pradines shows only the 'Zone rouge' (red) and the yellow dashed boundary lines. The map is a simplified version of the detailed map on the left, focusing on the red zones and the yellow dashed lines. The map shows the same geographical area as the detailed map, but with a reduced level of detail. The red zones are clearly visible, and the yellow dashed lines define the boundaries of the mapped area. The map is titled 'PPR du BASSIN DE CAHORS' and 'Commune de PRADINES Plan de zonage Ech : 1/5 000 ème'.



direction
départementale
de l'Équipement
Lot

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS

RISQUE INONDATION

BASSIN DE CAHORS

----- REGLEMENT

vu pour être annexé à l'arrêté du 12 JAN. 2004

La Préfète du Lot
Signé,
Chantal JOURDAN

Pour copie
certifiée conforme
Pour la Préfète
Le Chef du Service Interministériel
de Défense et de Protection Civile

Décembre 2003



Manana MATTEI

REGLEMENT PPR

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

Article 1-1 - Champ d'application territorial

Article 1-2 - Régime d'autorisation

Article 1-3 - Effets du PPR

Article 1-4 - Zonage

Article 1-5 - Contenu du règlement

Article 1-6 - Infractions

TITRE II - DISPOSITIONS D'URBANISME

Chapitre 2-1 - Dispositions applicables en zone verte

Chapitre 2-2 - Dispositions applicables en zone orange

Chapitre 2-3 - Dispositions applicables en zone bleue

Chapitre 2-4 - Dispositions applicables en zone rouge

TITRE III - REGLES DE CONSTRUCTION

TITRE IV - GESTION DES OUVRAGES

TITRE V - MESURES PREVENTIVES DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

Article 1-1 - Champ d'application territorial

Le présent règlement s'applique au secteur du Lot dénommé « **bassin de Cahors** » et intégrant les communes de **Cahors, Douelle, Labastide Marnhac, Laroque des Arcs, Le Montat et Pradines**.

Il détermine les mesures d'interdiction ou de prévention à mettre en œuvre pour répondre aux objectifs arrêtés par le Gouvernement en matière de gestion des zones inondables, à savoir :

- interdire les implantations humaines dans les zones les plus exposées où quels que soient les aménagements, la sécurité des personnes ne peut pas être garantie intégralement et les limiter dans les autres zones ;
- préserver les capacités d'écoulement et d'expansion des crues pour ne pas aggraver les risques pour les zones situées en amont et en aval ;
- sauvegarder l'équilibre des milieux dépendant des petites crues et la qualité des paysages souvent remarquable du fait de la proximité de l'eau et du caractère naturel des vallées concernées.

La rivière Lot est couverte par un système d'annonce des crues. Deux stations sont implantées sur la partie lotoise du cours d'eau : Capdenac et Cahors.

Sur le territoire inclus dans le périmètre du plan de prévention des risques naturels prévisibles ont donc été délimitées :

- les zones d'expansion de crues à préserver, qui sont les secteurs non urbanisés ou peu urbanisés et peu aménagés, où la crue peut stocker un volume d'eau comme les terres agricoles, espaces verts, terrains de sport ...
- les zones d'aléas les plus forts, déterminés en fonction des hauteurs d'eau atteintes par une crue de référence qui est la plus forte connue ou si cette crue était plus faible qu'une crue de fréquence centennale, cette dernière.

En application de la loi du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, la protection de la forêt contre l'incendie et la prévention des risques majeurs, notamment ses articles 40-1 à 40-7, le présent règlement fixe les dispositions applicables aux biens et activités existants ainsi qu'à l'implantation de toutes constructions ou installations nouvelles, à l'exécution de tous travaux et à l'exercice de toutes activités, sans préjudice de l'application des autres législations ou réglementations en vigueur (règlement d'urbanisme et règlement de construction).

Article 1-2 - Régime d'autorisation

Les dispositions du présent règlement s'appliquent à tous travaux, ouvrages, installations et occupations du sol entrant ou non dans le champ d'application des autorisations prévues par le code de l'urbanisme ou le code de l'environnement.

Article 1-3 - Effets du plan de prévention des risques naturels prévisibles

La nature et les conditions d'exécution des mesures de prévention prises pour l'application du présent règlement sont définies et mises en œuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage et du propriétaire du bien et du maître d'œuvre concernés par les constructions, travaux et installations visés. Ceux-ci sont également tenus d'assurer les opérations de gestion et d'entretien nécessaires pour maintenir la pleine efficacité de ces mesures.

Le plan de prévention des risques naturels prévisibles vaut servitude d'utilité publique. A ce titre, il doit être annexé aux Plans Locaux d'Urbanisme, conformément à l'article L 126-1 du Code de l'Urbanisme.

Le respect des dispositions du plan de prévention des risques naturels prévisibles peut conditionner la possibilité pour l'assuré de bénéficier de la réparation des dommages matériels directement occasionnés par l'intensité normale d'un agent naturel, lorsque l'état de la catastrophe naturelle sera constaté par arrêté ministériel, et si les biens endommagés étaient couverts par un contrat d'assurance dommages.

Pour les biens et activités implantés antérieurement à la publication de l'acte approuvant ce plan, le propriétaire ou l'exploitant dispose d'un délai de cinq ans pour réaliser les mesures de prévention prévues par le présent règlement. A défaut de mise en conformité dans le délai prescrit, le Préfet peut, après mise en demeure non suivie d'effet, ordonner la réalisation de ces mesures aux frais du propriétaire, de l'exploitant ou de l'utilisateur. Les travaux qui seraient imposés à des biens régulièrement construits ou aménagés ne peuvent porter que sur des aménagements limités et ne peuvent entraîner un coût supérieur à 10 % de la valeur vénale des biens concernés.

Article 1-4 - Zonage

1-4-1 **La zone verte (V)** est une zone réservée à l'expansion des crues qu'il s'agisse des zones d'aléa fort (V1) ou d'aléa faible (V2). Elle est en général très peu urbanisée, l'activité agricole y est dominante.

1-4-2 **La zone orange (O)** est une zone équipée et urbanisée où, pour la crue de référence, les hauteurs de submersion sont supérieures à 1 m d'eau ou les vitesses de courant supérieures à 0,50 m/s (zones d'aléa fort). Elle comprend deux sous zones, O1 et O2.

O1 est une zone urbanisée de façon dense où, compte tenu, de la continuité du bâti et de la mixité des usages entre logements commerces et services, il est admis d'aménager les constructions existantes moyennant certaines prescriptions.

O2 est une zone équipée, où compte tenu des enjeux urbanistiques et économiques, des opérations de constructions nouvelles pour des usages particuliers et dans des conditions précises d'aménagement, pourront être admises.

1-4-3 **La zone bleue (B)** est une zone déjà urbanisée où, pour la crue de référence, les hauteurs de submersion sont inférieures ou égales à 1 m d'eau et les vitesses de courant inférieures ou égales à 0,50 m/s, (zones d'aléa faible) dans laquelle il est possible, à l'aide de prescriptions, de préserver les biens et les personnes.

1-4-4 **La zone rouge (R)** comprend la totalité des zones submersibles des petits bassins versants à régime torrentiel considérées comme zones d'aléa fort où l'inconstructibilité est la règle.

Article 1-5 - Contenu du règlement

Les mesures de prévention définies par le règlement sont destinées à préserver les champs d'expansion des crues, à favoriser leur libre écoulement et à limiter les dommages aux biens et activités existants ou futurs, conformément à l'article 5 du décret 95-1089 du 5 octobre 1995. Elles consistent soit en des interdictions visant l'occupation ou l'utilisation des sols, soit en des mesures de prévention destinées à réduire les dommages. Les cotes de plancher retenues pour chacune des zones correspondent à celles de la crue historique (la plus forte connue) majorée de 20 cm, ou si cette crue était plus faible qu'une crue centennale, cette dernière majorée de 20 cm.

Ces mesures sont regroupées en quatre familles :

- dispositions d'urbanisme, contrôlées lors de la délivrance des autorisations visées aux livres troisième et quatrième du Code de l'Urbanisme et aux articles L 214.1 et suivants du code de l'environnement ;
- règles de construction appliquées sous la seule responsabilité du maître d'ouvrage ;
- mesures relatives à la gestion des ouvrages en lit mineur dont l'ignorance peut engager la responsabilité du maître d'ouvrage concerné ;
- mesures préventives de protection susceptibles d'être mises en œuvre par des collectivités territoriales ou par des associations syndicales de propriétaires.

Article 1-6 Infractions

Le fait de construire ou d'aménager un terrain dans une zone interdite par un plan de prévention de risques ou de ne pas respecter les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation prescrites par ce plan est puni des peines prévues à l'article L 480-4 du Code de l'Urbanisme et aux articles L 216.1 et suivants du code de l'environnement.

TITRE II - DISPOSITIONS D'URBANISME

Les dispositions contenues dans le présent titre ont valeur de dispositions d'urbanisme opposables notamment aux autorisations d'occupation du sol visées par les livres III et IV du Code de l'Urbanisme.

Elles visent également les dispositions contenues dans le code de l'environnement pour le régime des autorisations ou déclarations.

Elles peuvent justifier des refus d'autorisation ou des prescriptions subordonnant leur délivrance.

Chapitre 2-1 - Dispositions applicables en zone verte

La zone verte (V) est une zone réservée à l'expansion des crues qu'il s'agisse des **zones d'aléa fort (V1)** ou **d'aléa faible (V2)** Elle est en général très peu urbanisée, l'activité agricole y est dominante.

Zone V1 -

Article 2-1-1 V1- Sont interdits :

Toutes constructions et installations nouvelles ainsi que tous travaux et ouvrages dans le lit majeur des cours d'eau tendant à réduire le champ d'inondation, à l'exception de celles prévues à l'article 2.1.2 V1

- Pour les constructions, installations et ouvrages existants, toutes adaptations, modifications ou extensions :

. qui risquent de gêner de façon significative l'écoulement de la crue, notamment remblais, murs ou clôtures pouvant constituer un obstacle à l'écoulement des eaux, extension d'emprise des constructions.

. qui risquent de polluer l'eau en cas de crue, notamment stockage en dessous du niveau de la crue de référence d'hydrocarbures ou produits pouvant polluer l'eau ...

. qui augmentent le nombre de personnes ou de biens exposés, notamment la création de planchers utiles en dessous de la côte de référence, le stationnement isolé des caravanes, la création de logements nouveaux, l'extension des terrains de camping et caravanage, des parcs résidentiels de loisirs, des villages de vacances...

. qui augmentent le risque de création d'embâcle en cas de crue, notamment stockage de matériaux pouvant être entraînés par la crue ...

Article 2-1-2 V1- Sont soumis à des conditions particulières :

- Les constructions et installations nécessaires à l'activité agricole avec éléments justificatifs sur l'impossibilité de les réaliser ailleurs au regard du type de production et de la structure des exploitations concernées et sous réserve :

- qu'elles ne gênent pas l'écoulement de la crue
- qu'elles ne présentent aucun risque de pollution en cas de crue

- Les constructions et installations directement liées à l'utilisation du cours d'eau après vérification qu'elles n'aggravent pas le risque de façon significative par rapport à l'ensemble de la zone, notamment : prises d'eau, passes, écluses, quais, pontons, micro centrales, constructions ou installations liées à la navigation et aux loisirs nautiques...

- Les constructions de superstructures indispensables au fonctionnement d'activités sportives ou de loisirs de plein air, à l'exclusion de tout bâtiment à usage résidentiel et après vérification qu'elles n'aggravent pas le risque de façon significative par rapport à l'ensemble de la zone.

- Les constructions et installations directement liées à la pratique du jardinage à caractère familial ou ouvrier et limitées à 6m² de SHOB par parcelle d'usage afin de ne pas aggraver le risque de façon significative par rapport à l'ensemble de la zone...

- Les travaux d'infrastructures et équipements techniques publics sous réserve d'impératifs techniques et après vérification qu'ils n'aggravent pas le risque de façon significative par rapport à l'ensemble de la zone, notamment : infrastructures de transports terrestres, espaces publics, aires de stationnement ouvrages de distribution d'énergie, d'alimentation en eau potable, d'assainissement, de télécommunication ...

- Les travaux visant à la mise en sécurité des personnes, notamment : plate forme, voirie ou escalier ou passage hors d'eau destinés à faciliter l'évacuation sous réserve de limiter au mieux l'encombrement à l'écoulement des eaux ...

- Les changements de destination sous réserve de mise hors d'eau du premier niveau de plancher, à l'exception des transformations en logement ou établissement recevant du public de type O (hôtels ou pensions de famille), R (crèches, maternelles, jardins d'enfants, haltes garderies, autres établissements d'enseignement internats ; colonies de vacances), U avec hébergement (établissements de soins).

- les adaptations, modifications ou extensions de constructions existantes sous réserve :

- Qu'elles ne gênent pas de façon significative l'écoulement de la crue
- Qu'elles ne risquent pas de polluer l'eau en cas de crue
- Qu'elles n'augmentent pas le risque de création d'embâcle en cas de crue
- Qu'elles n'augmentent pas le nombre de personnes ou de biens exposés

Zone V2

Article 2-1-1 V2 : sont interdits :

- **Toutes constructions et installations nouvelles**, ainsi que tous travaux et ouvrages dans le lit majeur des cours d'eau tendant à réduire le champ d'inondation, à l'exception de celles visées à l'article 2-1-2 V2 ci dessous

- **Pour les constructions et installations existantes, toutes adaptations ou modifications :**

. **qui risquent de gêner de façon significative l'écoulement de la crue**, notamment remblais, murs ou clôtures pouvant constituer un obstacle à l'écoulement des eaux...

. **qui risquent de polluer l'eau en cas de crue**, notamment stockage en dessous du niveau de la crue de référence d'hydrocarbures ou produits pouvant polluer l'eau ...

. **qui augmentent de façon significative le nombre de personnes ou de biens exposés**, notamment la création de planchers utiles en dessous de la cote de référence, le stationnement isolé de caravanes,

. **qui augmentent le risque de création d'embâcle en cas de crue**, notamment stockage de matériaux... pouvant être entraînés par la crue.

Article 2-1-2 V2 : sont soumis à des conditions particulières :

- **Les constructions et installations nécessaires à l'activité agricole, aux activités de loisirs, à l'extension de terrains de camping et de caravanage, de parc résidentiel de loisirs, de village de vacances, sous réserve :**

- qu'elles ne gênent pas l'écoulement de la crue
- que les planchers soient situés au dessus de la cote de plancher figurant au plan de zonage
- qu'elles ne présentent aucun risque de pollution en cas de crue

- **Les constructions et installations directement liées à l'utilisation du cours d'eau après vérification qu'elles n'aggravent pas le risque de façon significative par rapport à l'ensemble de la zone**, notamment : prises d'eau, passes, écluses, quais, pontons, micro centrales, constructions ou installations liées à la navigation et aux loisirs nautiques...

- **Les constructions et installations directement liées à la pratique du jardinage à caractère familial ou ouvrier et limitées à 6m² de SHOB par parcelle d'usage afin de ne pas aggraver le risque de façon significative par rapport à l'ensemble de la zone...**

- **Les travaux d'infrastructures et équipements techniques publics sous réserve d'impératifs techniques et après vérification qu'ils n'aggravent pas le risque de façon significative par rapport à l'ensemble de la zone**, notamment : infrastructures de transports terrestres, espaces publics, aires de stationnement, ouvrages de distribution d'énergie, d'alimentation en eau potable, d'assainissement, de télécommunication ...

- **Les travaux visant à la mise en sécurité des personnes**, notamment : plate forme, voirie ou escalier ou passage hors d'eau destinés à faciliter l'évacuation sous réserve de limiter au mieux l'encombrement à l'écoulement des eaux ...

- **Les changements de destination sous réserve de mise hors d'eau du premier niveau de plancher.**

- **les adaptations, modifications ou extensions de constructions existantes sous réserve :**

- Q'elles ne gênent pas de façon significative l'écoulement de la crue
- Qu'elles ne risquent pas de polluer l'eau en cas de crue
- Qu'elles n'augmentent pas le risque de création d'embâcle en cas de crue
- Qu'elles n'augmentent pas le nombre de personnes ou de bien exposés

Chapitre 2-2 - Dispositions applicables en zone orange

La zone orange (0) est une zone d'aléa fort équipée et urbanisée qui comprend deux secteurs O1 et O2

O1 . est une zone urbanisée où compte tenu d'une occupation du sol importante, de la continuité du bâti et de la mixité des usages entre logements commerces et services, il convient d'y laisser quelques possibilités d'aménagement des constructions moyennant prescriptions.

Pour le secteur O2 il convient d'admettre la réalisation de constructions nouvelles pour des usages particuliers et dans des conditions d'aménagement précises.

Article 2-2-1 - sont interdits :

- **Toutes constructions et installations nouvelles** ainsi que tous travaux et ouvrages dans le lit majeur des cours d'eau tendant à réduire le champ d'inondation, à l'exception de celles visées à l'article 2-2-2 ci dessous

- **Pour les constructions et installations existantes, toutes adaptations ou modifications ou extensions:**

. **qui risquent d'augmenter la gêne à l'écoulement de la crue**, notamment remblais, murs ou clôtures pouvant constituer un obstacle à l'écoulement des eaux,

. **qui risquent de polluer l'eau en cas de crue**, notamment stockage en dessous du niveau de la crue de référence d'hydrocarbures ou produits pouvant polluer l'eau ...

. **qui augmentent de façon significative le nombre de personnes ou de biens exposés**, notamment la création de planchers utiles en dessous de la cote de référence, le stationnement isolé de caravanes, l'extension des terrains de camping et de caravanage, des parcs résidentiels de loisirs, des villages de vacances...

. **qui augmentent le risque de création d'embâcle en cas de crue**, notamment stockage de matériaux pouvant être entraînés par la crue ...

Article 2-2-2 - Sont soumis à des conditions particulières :

- **Les constructions et installations directement liées à l'utilisation du cours d'eau après vérification qu'elles n'aggravent pas le risque de façon significative par rapport à l'ensemble de la zone**, notamment : prises d'eau, passes, écluses, quais, pontons, micro centrales constructions ou installations liées à la navigation et aux loisirs nautiques..

- **Les constructions et installations directement liées à la pratique du jardinage à caractère familial ou ouvrier et limitées à 6m² de SHOB par parcelle d'usage afin de ne pas aggraver le risque de façon significative par rapport à l'ensemble de la zone...**

- **Les travaux d'infrastructures et équipements techniques publics sous réserve d'impératifs techniques et après vérification qu'ils n'aggravent pas le risque de façon significative par rapport à l'ensemble de la zone**, notamment : infrastructures de transports terrestres, espaces publics, aires de stationnement, ouvrages de distribution d'énergie, d'alimentation en eau potable, d'assainissement, de télécommunication ...

- **Les travaux visant à la mise en sécurité des personnes**, notamment : plate forme, voirie ou escalier ou passage hors d'eau destinés à faciliter l'évacuation sous réserve de limiter au mieux l'encombrement à l'écoulement des eaux ...

- **Les changements de destination sous réserve de mise hors d'eau du premier niveau de plancher, à l'exception des transformations en établissement recevant du public de type O** (hôtels ou pensions de famille), **R** (crèches, maternelles, jardins d'enfants, haltes garderies, autres établissements d'enseignement internats ; colonies de vacances), **U avec hébergement** (établissements de soins).

- **Dans le secteur O2**, les constructions liées à une activité commerciale, artisanale ou industrielle s'inscrivant dans la logique d'aménagement du PLU et respectant les conditions suivantes :

- cote du 1^{er} plancher au niveau indiqué au plan de zonage
- surface au sol des constructions et installations (rampe d'accès, quai...) limitée à 15% du terrain d'assiette contenu dans la zone O2
- dispositions constructives imposées, pilotis ou vide sanitaire ouvert

Chapitre 2-3 - Dispositions applicables en zone bleue

La zone bleue (B) est une zone urbaine, où l'aléa de la crue de référence est faible. C'est une zone dans laquelle il est possible à l'aide de prescriptions de préserver les biens et les personnes.

Article 2-3-1 : est interdite :

- la création de terrains de camping et de caravanage.

Article 2-3-2 : sont soumis à des conditions particulières :

- Les constructions et installations nouvelles, les adaptations ou modifications des constructions ou installations existantes :

.qui n'augmentent pas de façon significative la gêne à l'écoulement de la crue, notamment annexes, mur ou clôture, serres...

.qui n'augmentent pas de façon significative le nombre de personnes ou de biens exposés. En particulier, le premier niveau de plancher utile devra être aménagé au-dessus de la cote de plancher figurant au plan de zonage,

. qui ne présentent pas de risque de pollution en cas de crue,

. sous réserve que la surface au sol des constructions ou de leurs supports et des installations ne dépasse pas 30% de la surface du terrain d'assiette contenu dans la zone bleue.

- Les constructions et installations directement liées à l'utilisation du cours d'eau après vérification qu'elles n'aggravent pas le risque de façon significative par rapport à l'ensemble de la zone, notamment : prises d'eau, passes, écluses, quais, pontons, micro centrales constructions ou installations liées à la navigation et aux loisirs nautiques...

- Les travaux d'infrastructures et équipements techniques publics sous réserve d'impératifs techniques et après vérification qu'ils n'aggravent pas le risque de façon significative par rapport à l'ensemble de la zone, notamment : infrastructures de transports terrestres, espaces publics, aires de stationnement, ouvrages de distribution d'énergie, d'alimentation en eau potable, d'assainissement, de télécommunication...

- Les travaux visant à la mise en sécurité des personnes, notamment : plate forme, voirie ou escalier ou passage hors d'eau destinés à faciliter l'évacuation sous réserve de limiter au mieux l'encombrement à l'écoulement des eaux.

- Les changements de destination sous réserve de mise hors d'eau du premier niveau de plancher.

Chapitre 2-4 - Dispositions applicables en zone rouge

La zone rouge (R) comprend la totalité des zones submersibles des petits bassins à régime torrentiel où l'inconstructibilité est la règle.

Article 2-4-1 - Sont interdits :

- **Toutes constructions et installations nouvelles** ainsi que tous travaux et ouvrages dans le lit majeur des cours d'eau visant à réduire le champ d'inondation, à l'exception de celles prévues à l'article 2-4-2 ci dessous

- **Pour les constructions, installations et ouvrages existants, toutes adaptations, modifications ou extensions:**

. **qui risquent d'augmenter la gêne à l'écoulement de la crue**, notamment remblais, murs ou clôtures pouvant constituer un obstacle à l'écoulement des eaux,

. **qui risquent de polluer l'eau en cas de crue**(notamment stockage d'hydrocarbures ou produits pouvant polluer l'eau en dessous du niveau de la crue de référence quand elle existe,

. **qui augmentent le nombre de personnes ou de biens exposés**, notamment la création de planchers utiles en dessous de la cote de référence quand elle existe, la création de logements nouveaux, le stationnement isolé de caravanes, l'extension des terrains de camping et de caravanage, des parcs résidentiels de loisirs, des villages de vacances...

. **qui augmentent le risque de création d'embâcle en cas de crue**, notamment stockage de matériaux pouvant être entraînés par la crue.

Article 2-4-2 - Sont soumis à des conditions particulières :

- **Les constructions et installations directement liées à l'utilisation du cours d'eau après vérification qu'elles n'aggravent pas le risque de façon significative par rapport à l'ensemble de la zone**, notamment : prises d'eau, passes, micro centrales, constructions ou installations liées aux loisirs nautiques ...

- **Les travaux d'infrastructures et équipements techniques publics sous réserve d'impératifs techniques et après vérification qu'ils n'aggravent pas le risque de façon significative par rapport à l'ensemble de la zone**, notamment : infrastructures de transports terrestres, espaces publics, aires de stationnement, ouvrages de distribution d'énergie, d'alimentation en eau potable, d'assainissement, de télécommunication ...

- **Les travaux visant à la mise en sécurité des personnes**, notamment : plate forme, voirie ou escalier ou passage hors d'eau destinés à faciliter l'évacuation sous réserve de limiter au mieux l'encombrement à l'écoulement des eaux ...

- **Les changements de destination sous réserve de mise hors d'eau du premier niveau de plancher**, à l'exception des transformations en logement ou établissement recevant du public.

TITRE III : REGLES DE CONSTRUCTION

Les règles du présent titre valent règles de construction au sens du Code de la Construction et de l'habitation et figurent au nombre de celles que le Maître d'ouvrage s'engage à respecter lors de la demande d'autorisation d'urbanisme.

Leur non respect, outre le fait qu'il constitue un délit, peut justifier une non indemnisation des dommages causés en cas de crue (article L 125-6 du Code des Assurances). Elles sont applicables dans toutes les zones.

Article 3-1 : Dispositions applicables aux biens et activités futurs

- Toutes les constructions et installations doivent être édifiées sur des piliers isolés ou sur vide sanitaire, à l'exception des parties annexes qui pourront reposer sur un plancher dit en terre plein, au niveau du terrain naturel,
- Toutes les constructions et installations doivent être fondées dans le bon sol de façon à résister à des affouillements, à des tassements ou à des érosions localisées,
- Les fondations, murs et parties de la structure situés au-dessous de la cote de plancher doivent comporter une arase étanche,
- Les parties de constructions ou installations situées au dessous de la cote de plancher doivent être réalisés avec des matériaux étanches aux infiltrations,
- Les revêtements de sols et de murs, les protections phoniques et thermiques situés au-dessous de la cote de plancher doivent être réalisés avec des matériaux insensibles à l'eau,
- les compteurs électriques doivent être placés à la cote égale à la crue de référence majorée de 50 cm,
- Les équipements électriques, électroniques, micro mécaniques et les appareils électroménagers doivent être placés au-dessus de la cote de plancher,
- Le mobilier d'extérieur de toute nature, doit être fixé de façon à résister aux effets d'entraînement de la crue de référence,
- Les réseaux de chaleur doivent être équipés d'une protection thermique hydrophobe,
- Les voies d'accès, les parkings, les aires de stationnement doivent être arasés au niveau du terrain naturel et comporter une structure de chaussée insensible à l'eau,
- S'il est nécessaire que le profil en long des voies d'accès se situe au-dessus de la cote de référence, ces voies doivent être équipées d'ouvrage de décharge dont l'ouverture permettra l'écoulement de la crue. Elles doivent être protégées de l'érosion et comporter une structure de chaussée insensible à l'eau.

Article 3-2 : Dispositions applicables aux biens et activités existants

Dispositions à mettre en oeuvre à l'occasion de travaux de rénovation ou remise en état après une inondation dans les limites fixées par l'article 5 du décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 :

1°) Les menuiseries (portes, fenêtres, vantaux ...), les revêtements de sols et murs, les protections phoniques et thermiques situées au-dessous de la cote de la crue de référence seront reconstitués avec des matériaux insensibles à l'eau.

2°) Les compteurs électriques seront remplacés à une cote égale à la crue de référence majorée de 50 cm.

3°) Les réseaux électriques intérieurs seront dotés d'un dispositif de mise hors service automatique ou rétablis au-dessus de la cote de plancher.

Dans la mesure où ils peuvent être déplacés sans la réalisation de travaux importants, les équipements électriques, électroniques, micro mécaniques et les appareils électroménagers doivent être placés au-dessus de la cote de plancher.

Article 3-3 : Mesures individuelles de prévention

Pour les constructions existantes, sous réserve de faire vérifier par un homme de l'Art, la résistance des planchers et des murs anciens, des dispositifs d'étanchement des ouvertures devront permettre de se protéger jusqu'à au moins 1 m de hauteur par rapport au terrain naturel.

TITRE IV : GESTION DES OUVRAGES EN RIVIERE

Les ouvrages installés dans les cours d'eaux présentent une grande variété de situations liées à :

- leurs vocations (usage hydroélectrique, retenue de prise d'eau, loisir, aménagement hydraulique, passe à poissons, ouvrage désaffecté, etc. ...),
- leur structure et leur dimensionnement : chaussées de moulins, seuils, épis de protection de berges, digues, vannes clapets, barrages poids, barrages voûte, canaux),

Les ouvrages d'art (pont routier, pont ferroviaire, pont canal, etc ...) influencent également le libre écoulement des eaux, lors des crues (profil des piles, section hydraulique, remblais et ouvrages de décharge en lit majeur).

Les conséquences d'un défaut d'entretien des ouvrages, et de leurs débouchés hydrauliques, peuvent conduire, par la présence d'embâcles, à l'exhaussement des eaux en amont de l'aménagement, et à une modification locale de la zone inondable.

Des embâcles peuvent modifier la propagation de l'onde de crue et conduire jusqu'à la ruine complète de certains ouvrages.

L'entretien courant, ainsi que les opérations (ex : enlèvement des embâcles) devant garantir la pérennité d'un ouvrage et le maintien de son débouché, sont à la charge du maître d'ouvrage et sous sa responsabilité.

L'évacuation des matériaux résultant de l'entretien des ouvrages (terre, gravats, végétaux, bois mort, souche, etc...) pour assurer un débouché hydraulique nominal, s'effectuera par voie terrestre (route, voies ferrées).

Le service déconcentré de l'Etat, en charge de la police des eaux, sera amené à veiller à la bonne conduite de ces travaux d'entretien et à dresser procès-verbal en cas de non respect des règles de gestion édictées par le présent plan de prévention des risques naturels prévisibles.

TITRE V : MESURES PREVENTIVES DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE

Il s'agit de mesures d'ensemble qui doivent être prises par les collectivités publiques, en respectant les compétences qui leur sont dévolues ou incomber aux particuliers éventuellement regroupés en associations syndicales.

Elles sont notamment destinées à assurer la sécurité des personnes et à faciliter l'organisation des secours.

Travaux de prévention ou de protection :

Sur le bassin du Bartassec à Cahors où la crue de janvier 1996 a provoqué d'importants dégâts, un certain nombre d'études dont certaines déjà réalisées devraient déboucher sur un programme de travaux qu'il sera important de mener à bien dans les meilleurs délais.

La même démarche mériterait d'être conduite sur d'autres petits bassins de l'agglomération de Cahors où le risque humain n'est pas négligeable : combe de Payrolis, combe du Paysan.

Elaboration de plan de secours communaux :

Partout où des enjeux humains existent, il conviendra que les communes indépendamment des dossiers d'information communaux sur les risques majeurs (DICRIM) à établir dans le cadre de l'information préventive, élaborent des plans de secours et d'évacuation pour les quartiers concernés.

Les communes de CAHORS, LAROQUE des ARCS et DOUELLE devront engager cette démarche dans les meilleurs délais.

Arrête préfectoral portant approbation du Plan de Prévention des Risques Inondation du bassin du Lot aval, Vert et Masse

direction
départementale
de l'Équipement et de
l'Agriculture

Service eau Forêt
Environnement
Risques

Unité Risques Domaine
Public Fluvial
Navigation

La Préfète du Lot,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le code de l'environnement notamment ses articles L 562-1 et suivants ;
- VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et notamment son article 16 modifié ;
- VU la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement et notamment son titre II ;
- VU la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 sur les risques naturels et technologiques ;
- VU la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;
- VU le décret n° 90-918 du 11 octobre 1990 relatif à l'exercice du droit à l'information sur les risques majeurs ;
- VU le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux Plans de Prévention des Risques Naturels Prévisibles ;
- VU le décret n° 2005-3 du 4 janvier 2005 modifiant le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 10 juillet 2003 modifié le 15 juin 2004 prescrivant l'établissement d'un Plan de Prévision des Risques Naturels – Inondation – sur le bassin du Lot aval, Vert et Masse pour les communes de ALBAS, ANGLARS JUILLAC, BELAYE, BOISSIERES, CAILLAC, CASTELFRANC, CATUS, DURAVEL, GIGOUZAC, GREZELS, LES JUNIES, LABASTIDE DU VERT, LAGARDELLE, LUZECH, MAUROUX, MECHMONT, MERCUES, PARNAC, PESCADOIRES, PONTCIRQ, PRAYSSAC, PUY L'EVEQUE, SAINT DENIS CATUS, SAINT MEDARD, SAINT VINCENT RIVE D'OLT, SOTURAC, TOUZAC et VIRE SUR LOT.

VU la saisine, en date du 25 juin 2004, des maires des communes susvisées en vue de recueillir l'avis des conseils municipaux respectifs sur le projet de Plan de Prévention des Risques d'inondation et les avis reçus en réponse des conseils municipaux de ALBAS, ANGLARS JUILLAC, CAILLAC, CASTELFRANC, CATUS, DURAVEL, LUZECH, MAUROUX, MERCUES, PARNAC, PESCADOIRES, PRAYSSAC, PUY L'EVEQUE, SAINT DENIS CATUS, SOTURAC et VIRE SUR LOT.

VU la saisine, en date du 25 juin 2004, de la Chambre d'Agriculture du Lot et son avis en réponse, en date du 17 septembre 2004 ;

VU la saisine, en date du 25 juin 2004, du Centre Régional de la Propriété Forestière et son avis en réponse, en date du 9 août 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 6 décembre 2006, portant ouverture d'une enquête publique sur le projet de Plan de Prévention des Risques d'inondation du bassin du Lot aval Vert Masse ;

VU le rapport de la commission d'enquête, transmis à la préfecture du Lot le 14 mars 2007 donnant un avis favorable au Plan de Prévention de Risques Naturels Prévisibles, risque inondation du bassin Lot aval, Vert et Masse, assorti de recommandations,

VU les modifications apportées au projet de Plan de Prévention des Risques Naturels à l'issue de l'enquête publique et des concertations engagées suite aux recommandations de la commission d'enquête publique,

SUR PROPOSITION du Directeur Départemental de l'Équipement et de l'Agriculture du Lot,

ARRETE

Article 1^{er} :

Le Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles – Inondation – sur le bassin du Lot aval, Vert et Masse, est approuvé tel qu'il est annexé au présent arrêté.

Article 2 :

Le plan de Prévention des Risques Naturels prévisibles - inondation - comprend, pour chaque commune :

- **Une note de présentation**, indiquant les secteurs géographiques concernés, la nature des phénomènes naturels pris en compte et leurs conséquences possibles compte tenu de l'état des connaissances,
- **un plan de zonage**, délimitant les différentes zones, en fonction de l'aléa et du degré d'urbanisation constaté,
- **un règlement**, définissant les prescriptions applicables en matière d'urbanisation dans chacune de ces zones.

Article 3 :

Le plan de Prévention des Risques naturels prévisibles vaut servitude d'utilité publique conformément à l'article L 562-4 du code de l'environnement.

Il sera annexé aux plans locaux d'urbanisme (P.L.U.) des communes concernées, conformément à l'article L 126-1 du code de l'urbanisme.

Article 4 :

Ce Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles sera tenu à la disposition du public :

- dans les mairies des communes de ALBAS, ANGLARS JUILLAC, BELAYE, BOISSIERES, CAILLAC, CASTELFRANC, CATUS, DURAVEL, GIGOUZAC, GREZELS, LES JUNIES, LABASTIDE DU VERT, LAGARDELLE, LUZECH, MAUROUX, MECHMONT, MERCUES, PARNAC, PESCADOIRES, PONTCIRQ, PRAYSSAC, PUY L'EVEQUE, SAINT DENIS CATUS, SAINT MEDARD, SAINT VINCENT RIVE D'OLT, SOTURAC, TOUZAC et VIRE SUR LOT,
- à la préfecture du Lot (Service de la Sécurité, bureau interministériel de la sécurité civile),
- à la direction départementale de l'Equipeement et de l'Agriculture du Lot (Service Eau Forêt Environnement Risques, Unité Risques Domaine Public Fluvial Navigation).

Article 5 :

Le secrétaire général de la préfecture du Lot, le directeur départemental de l'Equipeement et de l'Agriculture du Lot, les maires des communes de ALBAS, ANGLARS JUILLAC, BELAYE, BOISSIERES, CAILLAC, CASTELFRANC, CATUS, DURAVEL, GIGOUZAC, GREZELS, LES JUNIES, LABASTIDE DU VERT, LAGARDELLE, LUZECH, MAUROUX, MECHMONT, MERCUES, PARNAC, PESCADOIRES, PONTCIRQ, PRAYSSAC, PUY L'EVEQUE, SAINT DENIS CATUS, SAINT MEDARD, SAINT VINCENT RIVE D'OLT, SOTURAC, TOUZAC et VIRE SUR LOT,

sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture, mentionné dans deux journaux régionaux ou locaux, diffusés dans le département et affiché dans les mairies des communes précitées, durant un mois au minimum.

Fait à Cahors, le
la Préfète du Lot

9 JUIN 2008

Marcelle PIERROT

Délais et voies de recours

Toute personne ayant un intérêt à agir peut exercer un recours devant le tribunal administratif compétent dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'arrêté approuvant le PPR. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'environnement. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).



BASSIN DU LOT AVAL - VERT - MASSE PPR INONDATION

Commune de BOISSIERES

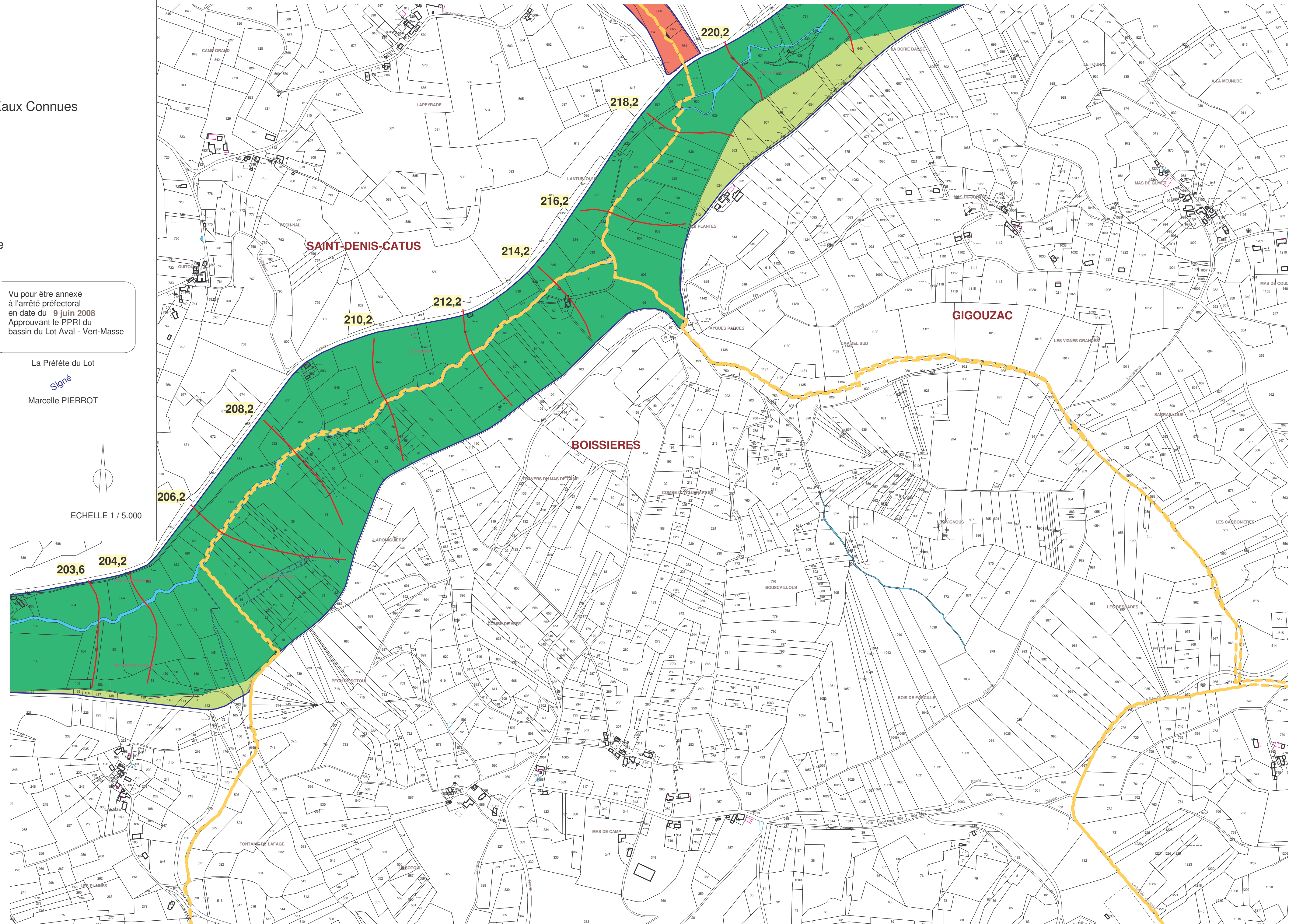
Plan de zonage

- Limite commune
- Limite des Plus Hautes Eaux Connues
- Lit ordinaire
- V1** Zone verte V1 aléa fort
- V2** Zone verte V2 aléa faible
- O** Zone orange
- B** Zone bleue
- R** Zone rouge
- 230.20** Cote de plancher (NGF)
- 230.20** Cote de plancher (NGF)

Vu pour être annexé
à l'arrêté préfectoral
en date du 9 juin 2008
Approuvant le PPRI du
bassin du Lot Aval - Vert-Masse

La Préfète du Lot
signé
Marcelle PIERROT

ECHELLE 1 / 5.000



SEFER
Risques/
Navigations/
QPR

Travail/Departement/risques/Bassin Lot aval/lot aval/
/NdgI Boissieres zonage PPR Ap.WOR
Déc. 2007



BASSIN DU LOT AVAL - VERT - MASSE
PPR INONDATION

Commune de CAILLAC

Plan de zonage

- Limite commune
- Limite des Plus Hautes Eaux Connues
- Lit ordinaire
- V1 Zone verte V1 aléa fort
- V2 Zone verte V2 aléa faible
- O Zone orange
- B Zone bleue
- R Zone rouge
- 230.20 Cote de plancher (NGF)

Vu pour être annexé
à l'arrêté préfectoral
en date du 9 juin 2008
Approuvant le PPRi du
bassin du Lot Aval - Vert-Masse

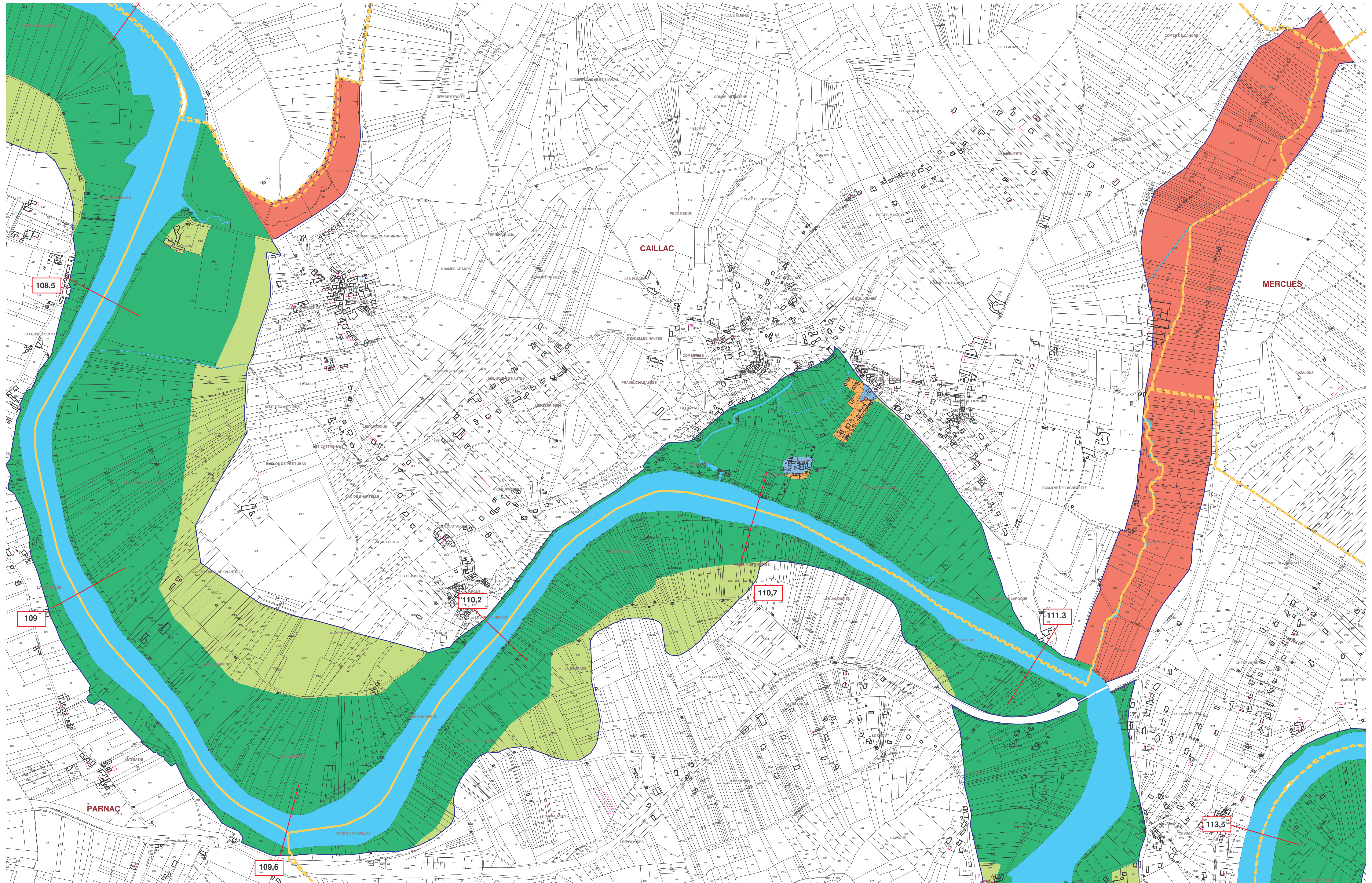
La Préfète du Lot
Signé
Marcelle PIERROT



SEPER

Risques/
Navigation/
PPR

Travail/Département/risques/Bassin Lot aval/lot aval/
Ndyj Caillac zonage PPR Ap.WOR
Déc. 2007





BASSIN DU LOT AVAL - VERT - MASSE PPR INONDATION

Commune de CATUS

Plan de zonage

- Limite commune
- Limite des Plus Hautes Eaux Connues
- Lit ordinaire
- V1 Zone verte V1 aléa fort
- V2 Zone verte V2 aléa faible
- O Zone orange
- B Zone bleue
- R Zone rouge

230.20 Cote de plancher (NGF)
230.20 Cote de plancher (NGF)

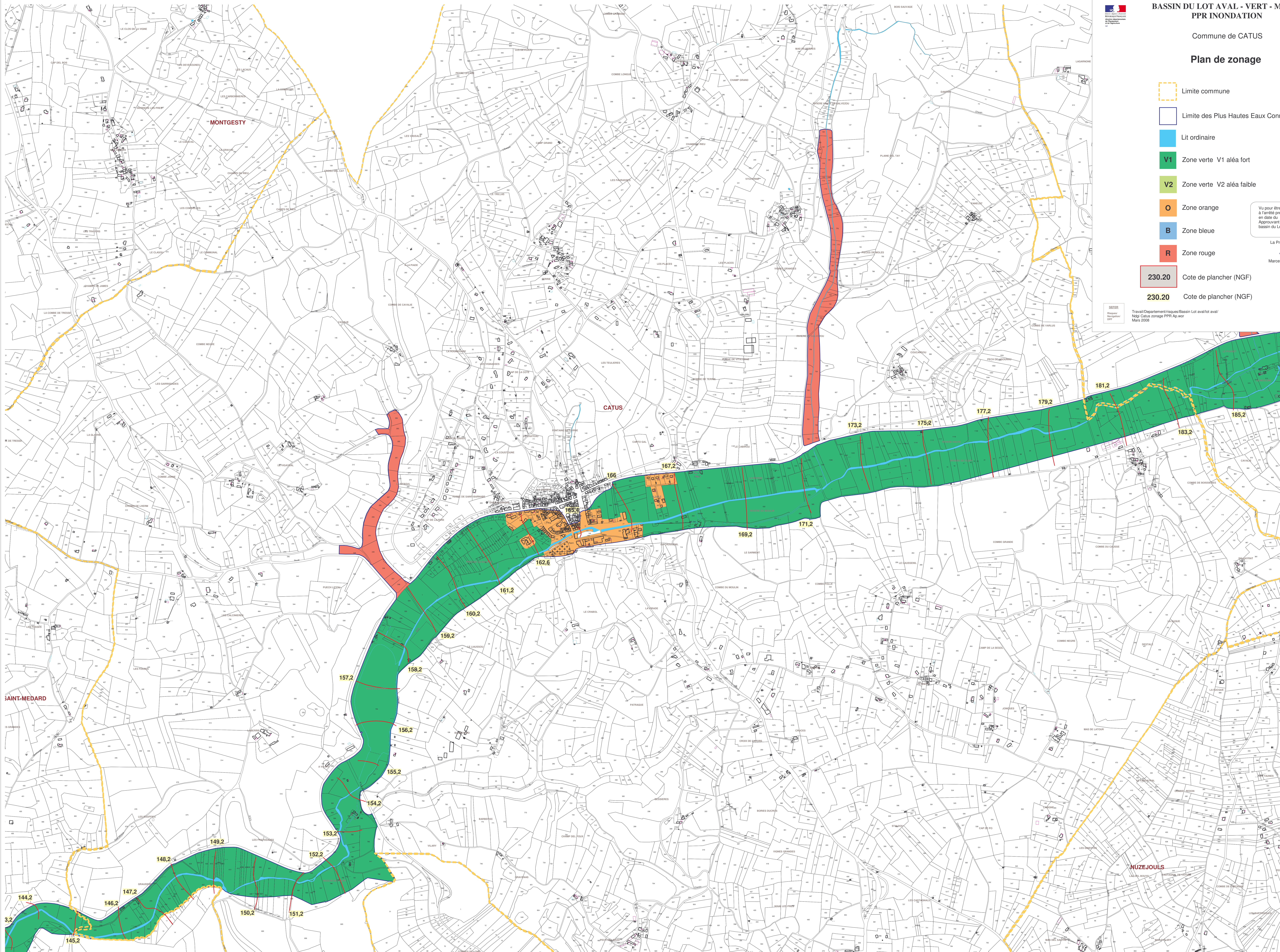
Vu pour être annexé
à l'arrêté préfectoral
en date du 9 juin 2008
Approuvant le PPRI du
bassin du Lot Aval - Vert-Masse

La Préfète du Lot
signe
Marcelle PIERROT

SEER
Région
Néop
DPP

Travail/Departement/Region/Bassin Lot aval/lot aval/
Néop Catus zonage PPR Ap-wor
Mars 2008

ECHELLE 1 / 5 000







BASSIN DU LOT AVAL - VERT - MASSE PPR INONDATION

Commune de LABASTIDE DU VERT

Plan de zonage

- Limite commune
- Limite des Plus Hautes Eaux Connues
- Lit ordinaire
- V1** Zone verte V1 aléa fort
- V2** Zone verte V2 aléa faible
- O** Zone orange
- B** Zone bleue
- R** Zone rouge

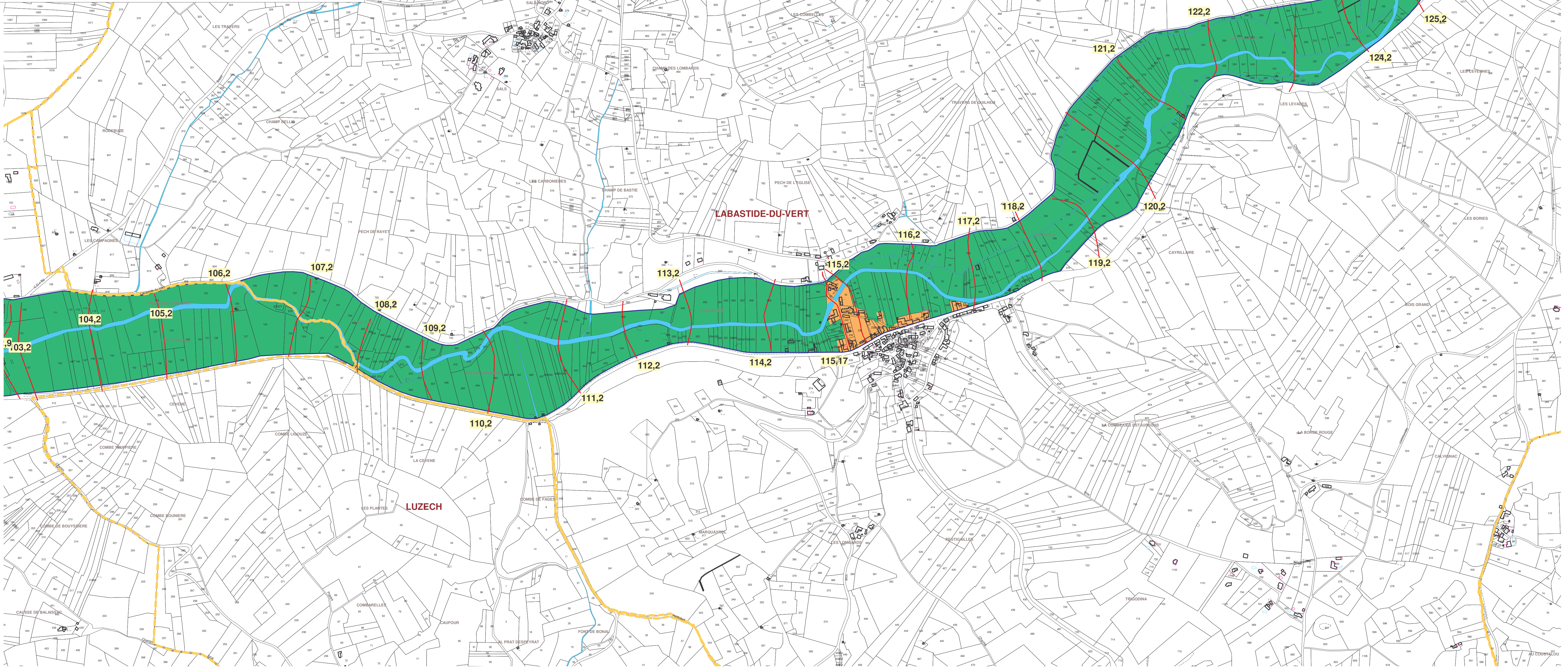
230.20 Cote de plancher (NGF)

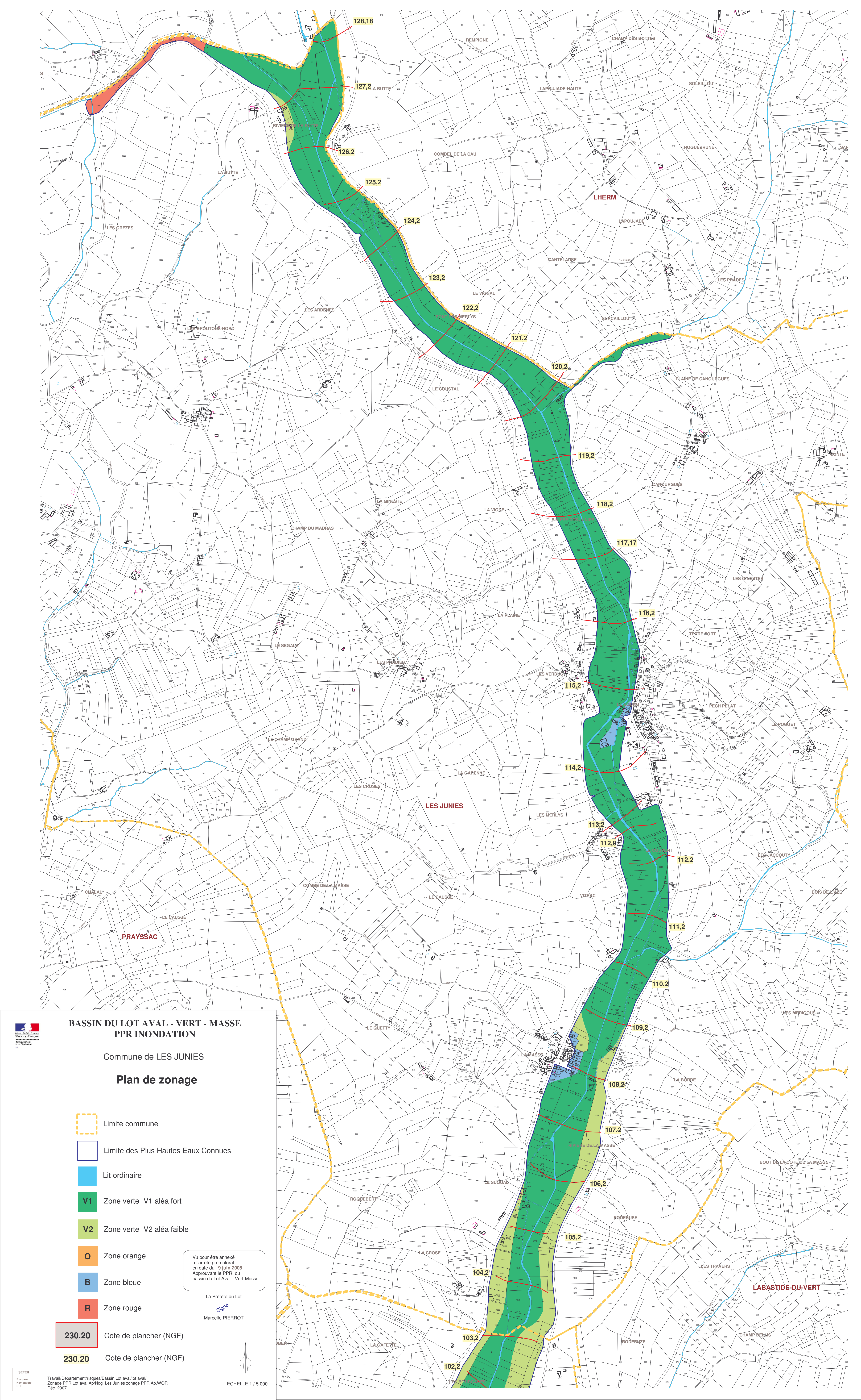
230.20 Cote de plancher (NGF)

Vu pour être annexé
à l'arrêté préfectoral
en date du 9 juin 2008
Approuvant le PPRi du
bassin du Lot Aval - Vert-Masse

La Préfète du Lot
Signé
Marcelle PIERROT

ECHELLE 1 / 5.000





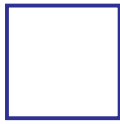
BASSIN DU LOT AVAL - VERT - MASSE
PPR INONDATION

Commune de MECHMONT

Plan de zonage



Limite commune



Limite des Plus Hautes Eaux Connues



Lit ordinaire



V1 Zone verte V1 aléa fort



V2 Zone verte V2 aléa faible



O Zone orange



B Zone bleue



R Zone rouge



230.20 Cote de plancher (NGF)

230.20

Cote de plancher (NGF)

SEFER

Risques/
Navigation/
DDF

Travail/Departement/risques/Bassin Lot aval/lot aval/
Zonage PPR Lot aval Ap/Ndgi Mechmont zonage PPR Ap.WOR
Déc. 2007

Vu pour être annexé
à l'arrêté préfectoral
en date du 9 juin 2008
Approuvant le PPRI du
bassin du Lot Aval - Vert-Masse

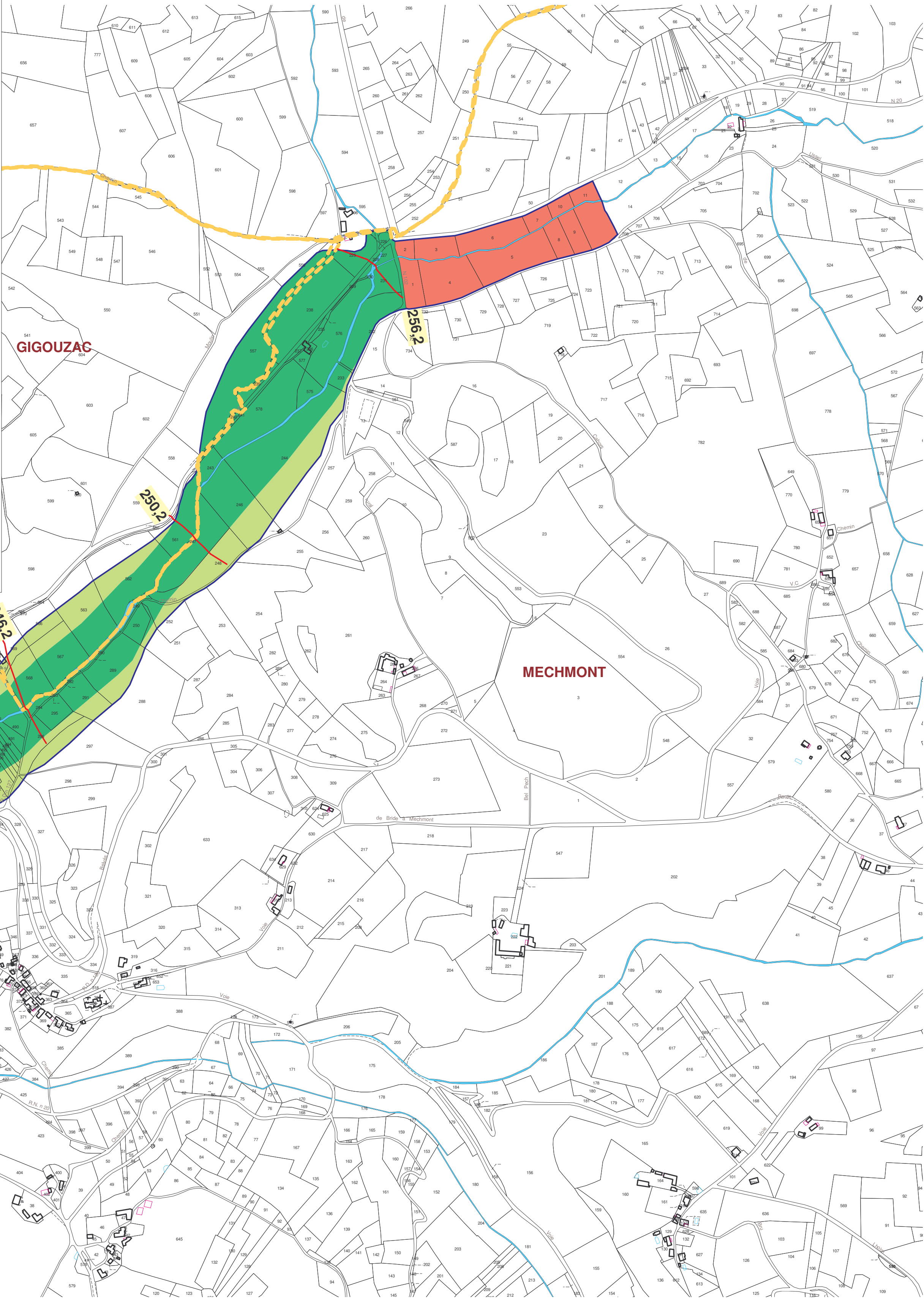
La Préfète du Lot

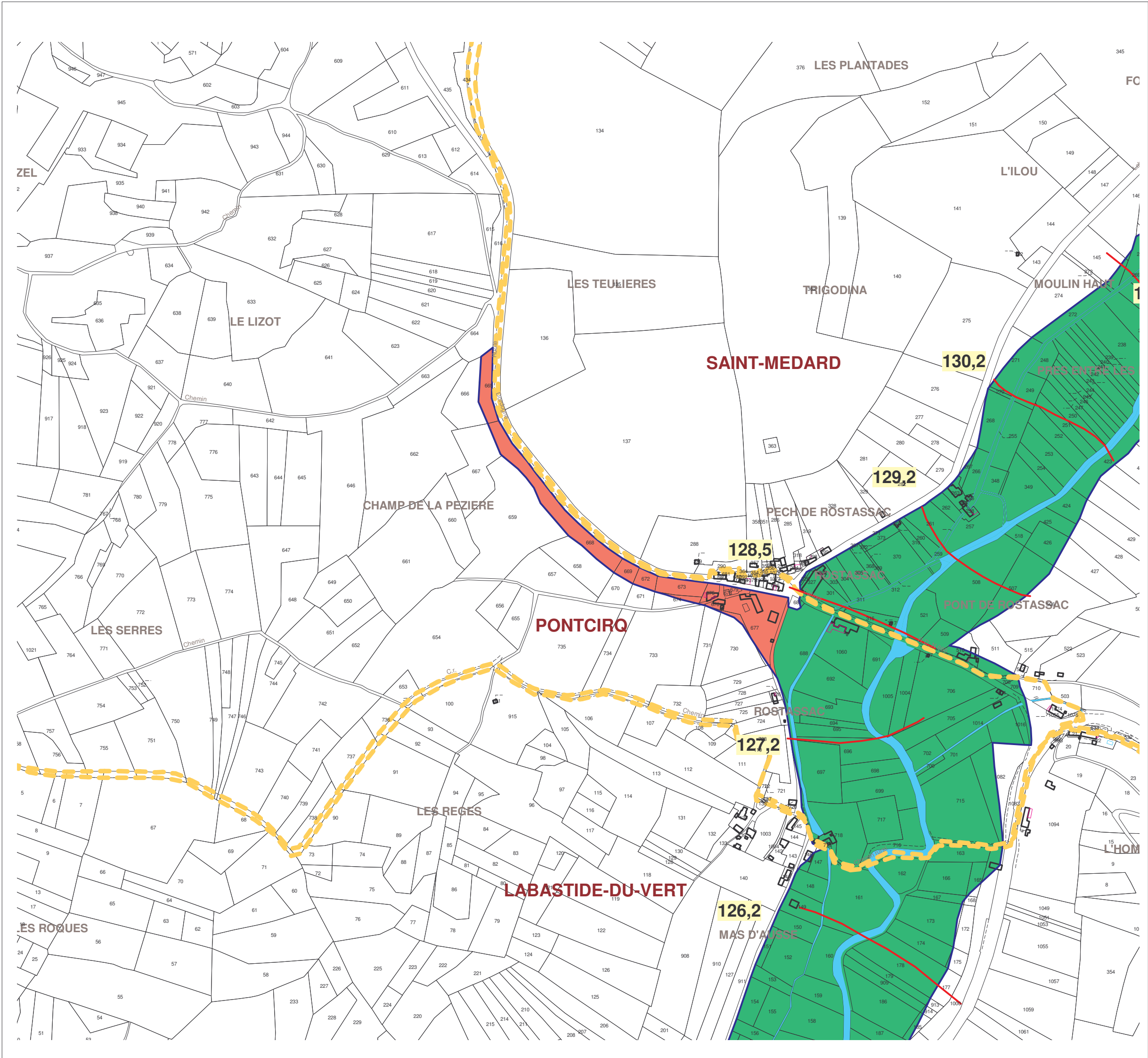
signé

Marcelle PIERROT



ECHELLE 1 / 5.000





BASSIN DU LOT AVAL - VERT - MASSE
PPR INONDATION

Commune de PONTCIRQ

Plan de zonage



Limite commune



Limite des Plus Hautes Eaux Connues



Lit ordinaire



Zone verte V1 aléa fort



Zone verte V2 aléa faible



Zone orange



Zone bleue



Zone rouge



Cote de plancher (NGF)

230.20

Cote de plancher (NGF)

Vu pour être annexé
à l'arrêté préfectoral
en date du **9 juin 2008**
Approuvant le PPRI du
bassin du Lot Aval - Vert-Masse

La Préfète du Lot

Signé

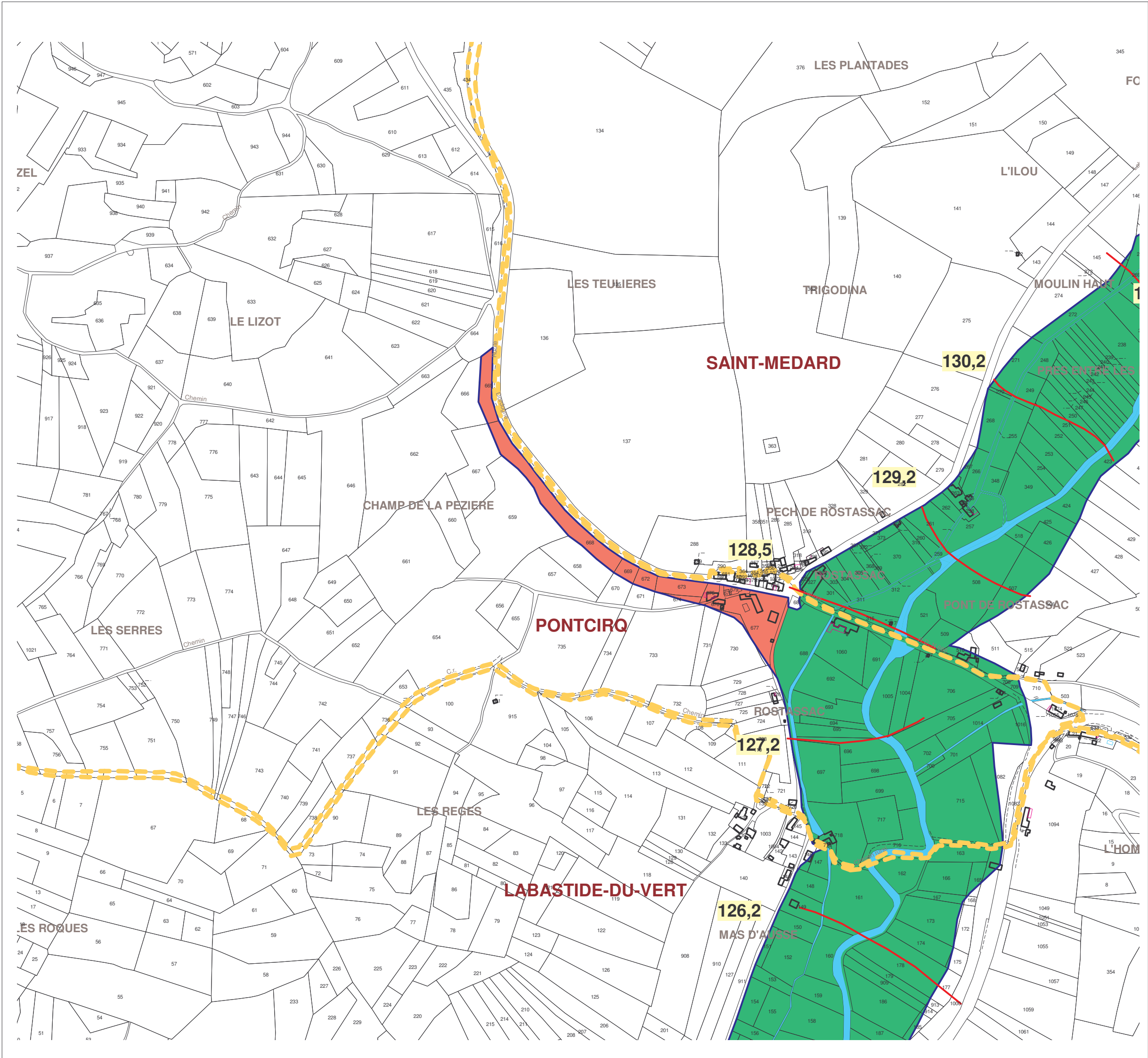
Marcelle PIERROT



ECHELLE 1 / 5.000

SEFER
Risques/
Navigation/
DPF

Travail/Departement/risques/Bassin Lot aval/lot aval/
Zonage PPR Lot aval Ap/Ndgi pontcirq zonage PPR Ap.WOR
Déc. 2007



BASSIN DU LOT AVAL - VERT - MASSE PPR INONDATION

Commune de PONTCIRQ

Plan de zonage



Limite commune



Limite des Plus Hautes Eaux Connues



Lit ordinaire



Zone verte V1 aléa fort



Zone verte V2 aléa faible



Zone orange



Zone bleue



Zone rouge



Cote de plancher (NGF)

230.20

Cote de plancher (NGF)



Travail/Departement/risques/Bassin Lot aval/lot aval/
Zonage PPR Lot aval Ap/Ndgi pontcirq zonage PPR Ap.WOR
Déc. 2007

Vu pour être annexé
à l'arrêté préfectoral
en date du 9 juin 2008
Approuvant le PPRI du
bassin du Lot Aval - Vert-Masse

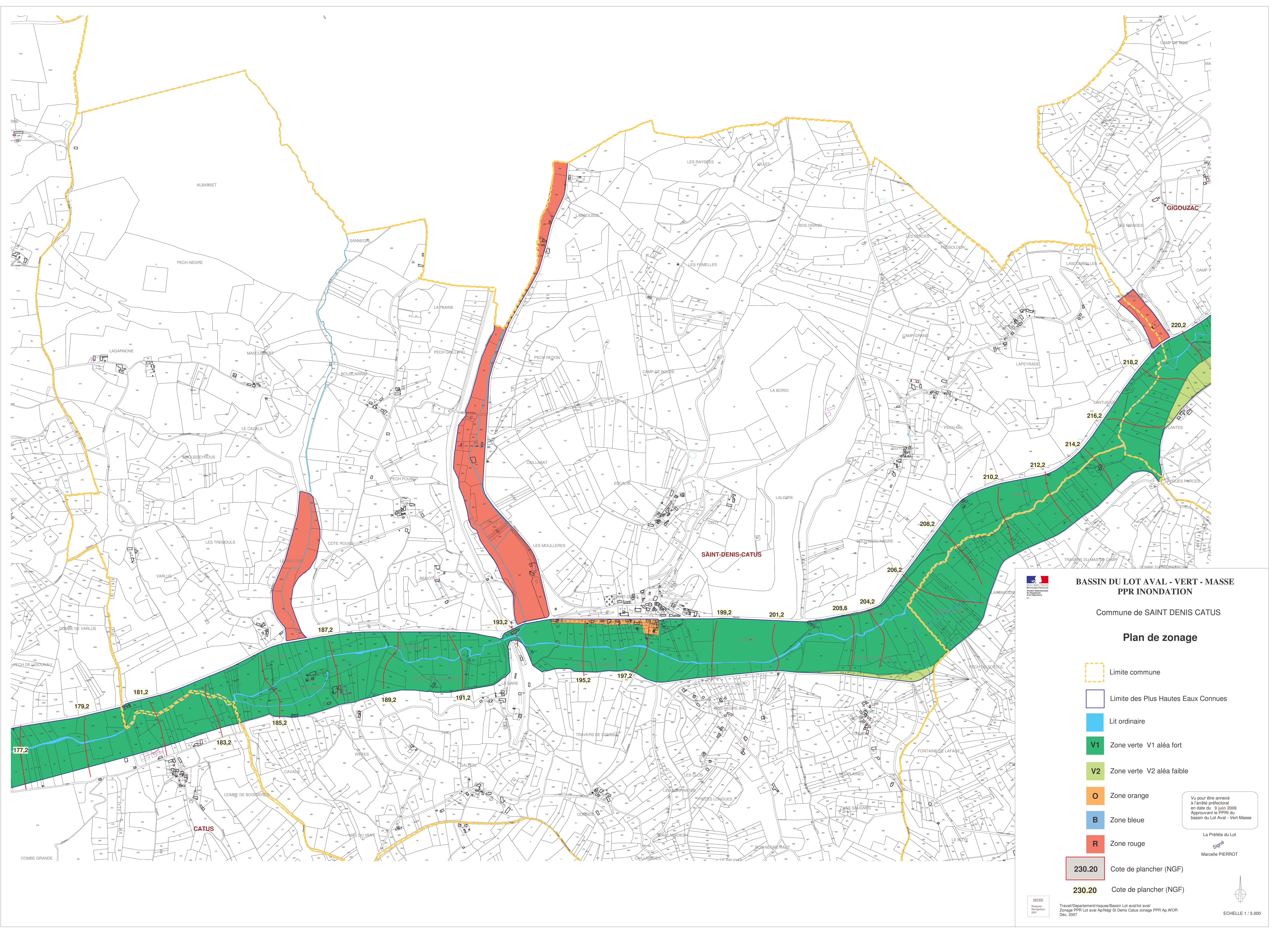
La Préfète du Lot

Signé

Marcelle PIERROT



ECHELLE 1 / 5.000



Plan de zonage

Vu pour être annexé
à l'arrêté préfectoral
en date du **9 juin 2008**
Approuvant le PPRI du
bassin du Lot Aval - Vert-Masse

La Préfète du Lot

Signé

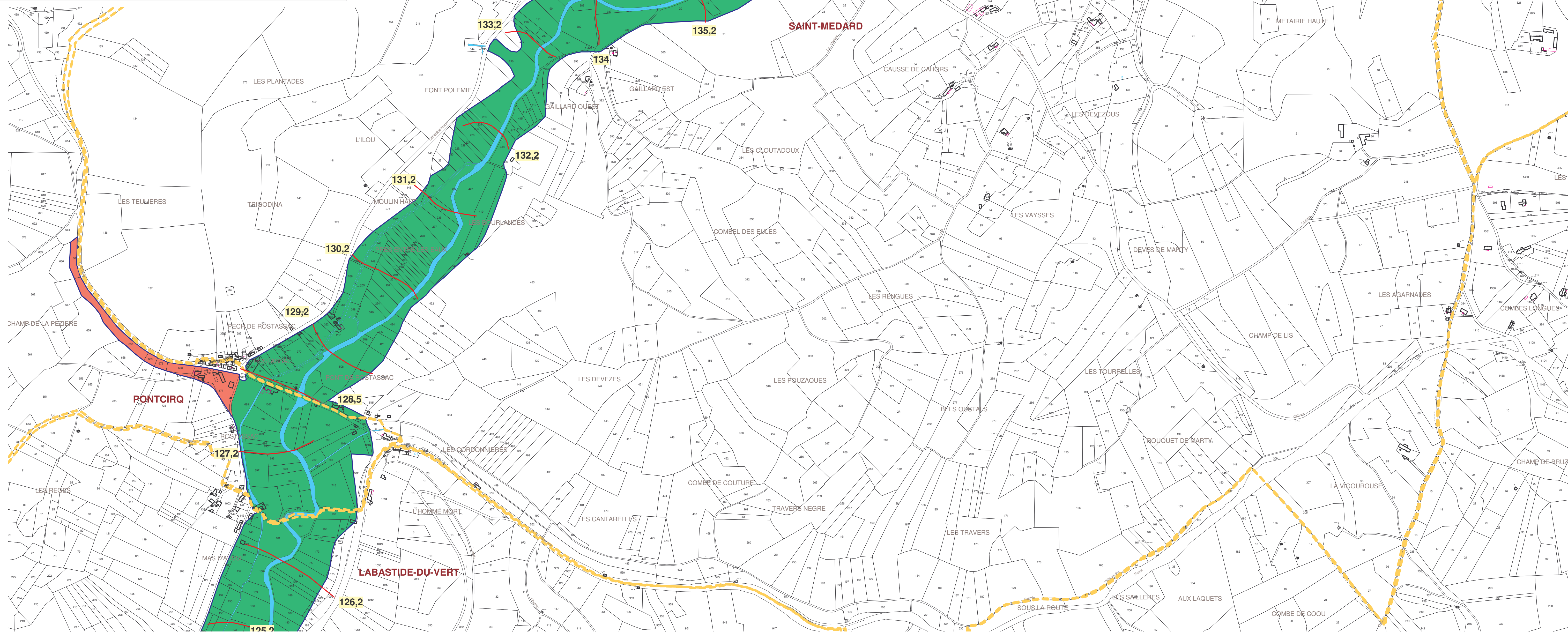
Marcelle PIERROT

230.20	Cote de plancher (NGF)
230.20	Cote de plancher (NGF)

ECHELLE 1 / 5.000

SEFER
Risques/
Navigation/
DPF

Travail/Departement/risques/Bassin Lot aval/lot aval/
Zonage PPR Lot aval Ap/Ndgi St Medard zonage PPR Ap.WOR
déc. 2007





Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Enregistré le : 12/04/10
Sous le N° : E-2410-70

Direction
Départementale
des Territoires
du Lot

PREFECTURE DU LOT

ARRETE

portant approbation

du Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles

- Risque Inondation -

bassin du LOT moyen - CÉLÉ aval

Service Gestion des
Sols et Ville Durable

Unité Risques
Naturels

Le Préfet du Lot,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement notamment ses articles L 562-1 et suivants et R 562-1 et suivants ;

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et notamment son article 16 modifié ;

VU la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement et notamment son titre II ;

VU la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 sur les risques naturels et technologiques ;

VU la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;

VU le décret n° 90-918 du 11 octobre 1990 relatif à l'exercice du droit à l'information sur les risques majeurs ;

VU le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux Plans de Prévention des Risques Naturels Prévisibles ;

VU le décret n° 2005-3 du 4 janvier 2005 modifiant le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 octobre 2004 prescrivant l'établissement d'un Plan de Prévision des Risques Naturels – Inondation – sur le bassin du Lot moyen – Célé aval pour les communes de ARCAMBAL, BOUZIES, BRENGUES, CABRERETS, CAJARC, CALVIGNAC, CÈNEVIERES, CORN, CRÉGOLS, ESPAGNAC-SAINTE-EULALIE, LAMAGDELAINE, LARNAGOL, MARCILHAC-SUR-CÉLÉ, ORNIAC, SAINT-CIRQ-LAPOPIE, SAINT-GÉRY, SAINT-MARTIN-LABOUVAL, SAINT-SULPICE, SAULIAC-SUR-CÉLÉ, TOUR-DE-FAURE et VERS ;

VU la saisine, en date du 9 janvier 2007, des maires des communes susvisées en vue de recueillir l'avis des conseils municipaux respectifs sur le projet de Plan de Prévention des Risques d'inondation et les avis reçus en réponse des conseils municipaux de ARCAMBAL, BOUZIES, CAJARC, CALVIGNAC, LAMAGDELAINE, LARNAGOL, MARCILHAC-SUR-CÉLÉ, ORNIAC, SAINT-CIRQ-LAPOPIE, SAINT-GÉRY, SAULIAC-SUR-CÉLÉ, TOUR-DE-FAURE et VERS ;

VU la saisine, en date du 9 janvier 2007, de la Chambre d'Agriculture du Lot et son avis en réponse, en date du 6 mars 2007 ;

VU la saisine, en date du 9 janvier 2007, du Centre Régional de la Propriété Forestière ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 23 septembre 2008, portant ouverture d'une enquête publique sur le projet de Plan de Prévention des Risques d'inondation du bassin du Lot moyen – Célé aval ;

VU le rapport de la commission d'enquête, transmis à la préfecture du Lot le 24 décembre 2008 donnant un avis favorable au Plan de Prévention de Risques Naturels Prévisibles, risque inondation du bassin du Lot moyen – Célé aval, assorti de recommandations ;

VU les modifications apportées au projet de Plan de Prévention des Risques Naturels à l'issue de l'enquête publique et des concertations engagées suite aux recommandations de la commission d'enquête publique.

SUR PROPOSITION du Directeur Départemental des Territoires du Lot,

ARRETE

Article 1^{er} :

Le Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles – Inondation – sur le bassin du Lot moyen – Célé aval est approuvé tel qu'il est annexé au présent arrêté.

Article 2 :

Le plan de Prévention des Risques Naturels prévisibles - inondation - comprend, pour chaque commune :

- **Une note de présentation**, indiquant les secteurs géographiques concernés, la nature des phénomènes naturels pris en compte et leurs conséquences possibles compte tenu de l'état des connaissances,
- **un plan de zonage**, délimitant les différentes zones, en fonction de l'aléa et du degré d'urbanisation constaté,
- **un règlement**, définissant les prescriptions applicables en matière d'urbanisation dans chacune de ces zones.

Article 3 :

Le plan de Prévention des Risques naturels prévisibles vaut servitude d'utilité publique conformément à l'article L 562-4 du code de l'environnement.

Il sera annexé aux plans locaux d'urbanisme (P.L.U.) des communes concernées, conformément à l'article L 126-1 du code de l'urbanisme.

Article 4 :

Ce Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles sera tenu à la disposition du public :

- dans les mairies des communes de ARCAMBAL, BOUZIES, BRENGUES, CABRERETS, CAJARC, CALVIGNAC, CÉNEVIERES, CORN, CRÉGOLS, ESPAGNAC-SAINTE-EULALIE, LAMAGDELAINE, LARNAGOL, MARCILHAC-SUR-CÉLÉ, ORNIAC, SAINT-CIRQ-LAPOPIE, SAINT-GÉRY, SAINT-MARTIN-LABOUVAL, SAINT-SULPICE, SAULIAC-SUR-CÉLÉ, TOUR-DE-FAURE et VERS,

- à la préfecture du Lot (Service de la Sécurité Intérieure),
- à la direction départementale des territoires du Lot (Service Gestion des Sols et Ville Durable, Unité Risques Naturels).

Article 5 :

Le secrétaire général de la préfecture du Lot, le directeur départemental des territoires du Lot, les maires des communes de ARCAMBAL, BOUZIES, BRENGUES, CABRERETS, CAJARC, CALVIGNAC, CÉNEVIERES, CORN, CRÉGOLS, ESPAGNAC-SAINTE-EULALIE, LAMAGDELAINE, LARNAGOL, MARCILHAC-SUR-CÉLÉ, ORNIAC, SAINT-CIRQ-LAPOPIE, SAINT-GÉRY, SAINT-MARTIN-LABOUVAL, SAINT-SULPICE, SAULIAC-SUR-CÉLÉ, TOUR-DE-FAURE et VERS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture, mentionné dans deux journaux régionaux ou locaux, diffusés dans le département et affiché dans les mairies des communes précitées, durant un mois au minimum.

Fait à Cahors, le 7 AVR. 2010
le Préfet du Lot


Jean-Luc MARX

Délais et voies de recours

Toute personne ayant un intérêt à agir peut exercer un recours devant le tribunal administratif compétent dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'arrêté approuvant le PPR. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'environnement. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).



PREFECTURE DU LOT

**FICHE COMMUNALE SYNTHETIQUE
COMMUNE DE LAMAGDELAINE**

Informations sur les risques naturels et technologiques majeurs
pour l'application des I, II de l'article L 125-5 du code de l'environnement

1. Annexe à l'arrêté préfectoral n° DC/2010/141 du 3 juin 2010

2. Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention des risques naturels prévisibles (PPRn)

La commune est située dans le périmètre d'un PPRn oui ~~non~~
approuvé date : 7 avril 2010 aléa : inondation

Les documents de référence sont :

PPRi bassin Lot moyen – Célé aval

3. Situation de la commune au regard d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRt)

La commune est située dans le périmètre d'un PPRt ~~oui~~ non
date : effet :

Les documents de référence sont :

4. Situation de la commune au regard de la sismicité

en application du décret 91-461 du 14 mai 1991 modifié relatif à la prévention du risque sismique

La commune est située dans une zone de sismicité

zone Ia — zone Ib — zone II — zone III non

Pièces jointes

5. Cartographie

Extrait du zonage réglementaire du PPRi



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION
DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES DU LOT

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS

RISQUE INONDATION

BASSIN DU LOT MOYEN – CELE AVAL

NOTE DE PRESENTATION

Vu pour être annexé à l'arrêté du

7 avril 2010

Le Préfet du Lot

Signé,

Jean-Luc MARX

LA DEMARCHE GLOBALE DE GESTION DES INONDATIONS

Dès le début des années 1990 l'Etat et particulièrement la DDE s'est préoccupée de prendre en compte la gestion globale du risque inondation selon les principes suivants :

- **connaître le risque**
- **informer sur le risque**
- **édicter et appliquer des règles d'urbanisme en cohérence avec le niveau du risque**

CONNAISSANCE DU RISQUE INONDATION

Une démarche de cartographie informative au 1/25 000^{ème} a été initiée en 1992 avec le professeur LAMBERT de l'université Toulouse-le-Mirail sur le bassin de la Dordogne. Cette démarche a été relayée par la DIREN Midi-Pyrénées dans le cadre du programme de Cartographie Informatrice des Zones Inondables (CIZI) de l'ensemble des bassins versants de la région financé par le XI^{ème} Contrat de Plan État-Région.

Les extraits des atlas des bassins du LOT et de la DORDOGNE ont été adressés aux maires des communes concernées en janvier 2000.

INFORMATION PREVENTIVE

Le Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) du Lot, élaboré en janvier 1995 et refondu en mai 2005, a déterminé la liste des communes de notre département susceptibles d'être confrontées à un ou plusieurs risques majeurs naturels ou technologiques connus tels que les inondations, les mouvements de terrain, les feux de forêt, la rupture de barrage, les accidents industriels et le transport de matières dangereuses.

Ce répertoire constitue une première étape de sensibilisation et d'information des élus et des habitants des communes concernées.

Le principe d'information préventive a été renforcé par la loi du 30 juillet 2003 relative à « la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages », qui contient des dispositions tendant à développer une meilleure connaissance du risque auprès des populations exposées et une meilleure réactivité de leur part.

L'information préventive est inscrite dans le Code de l'Environnement, à l'article L 125-2. Le décret n° 90-918 du 11 octobre 1990 modifié en dernier lieu par le décret n°2004-554 du 9 juin 2004, précise le champ d'application, le contenu, la forme et les modalités d'information.

Au DDRM, correspond un document communal : le Document Communal d'Information sur les Risques Majeurs ou DICRIM (cf art R. 125-11 du code de l'Environnement). Ce document est obligatoire pour les communes ayant un PPR approuvé. Il comprend les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde répondant aux risques majeurs susceptibles d'affecter la commune. Il est élaboré sur la base d'un porter à connaissance délivré par les services de l'État.

Un service de prévision des crues (SPC Tarn-Lot) géré par l'État relevant de la Direction Départementale des Territoires du Tarn-et-Garonne observe les données hydrologiques sur le bassin.

Un règlement de surveillance, de prévision et de transmission de l'information sur les crues a été pris par arrêté préfectoral en date du 5 juillet 2006.

Toutes les communes du secteur d'étude sont concernées par l'annonce des crues.

ELABORATION DES PPR

Du point de vue de la gestion réglementaire du territoire en zone inondable, en application du titre II de la loi Barnier du 2 février 1995 modifié par loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages, codifié aux articles L. 562-1 à L. 562-7 du code de l'environnement et sur la base du décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 modifié par le décret n° 2005-3 du 4 janvier 2005, des circulaires du 24 janvier 1994 et du 24 avril 1996, un programme de PPR a été décidé sur tous les bassins versants où le niveau de risque et les enjeux le justifient.

LE PPR DU BASSIN du LOT MOYEN – CELE AVAL

Le secteur d'étude du bassin du Lot moyen – Célé aval porte sur un ensemble de 2 vallées de géomorphologies différentes :

- le **Lot**, rivière principale ;
- le **Célé**, principal affluent de la rivière Lot.

Le ruisseau « **le Vers** » affluent de la rivière Lot ainsi que le ruisseau « **la Sagne** » affluent du Célé n'ont pas été intégrés dans le secteur d'étude. Ces cours d'eau ont été analysés dans la cartographie informative des zones inondables de Midi Pyrénées publiée en 1999.

Ce bassin de risque concerne 21 communes définies comme suit :

Rivière Lot (moyen)	Rivière Célé (aval)
ARCAMBAL BOUZIES CAJARC CALVIGNAC CENEVIERES CREGOLS LAMAGDELAINE LARNAGOL SAINT-CIRQ-LAPOPIE SAINT-GERY SAINT-MARTIN-LABOUVAL TOUR-DE-FAURE VERS	BRENGUES CABRERETS CORN ESPAGNAC-SAINTE-EULALIE MARCILHAC-SUR-CELE ORNIAC SAINT-SULPICE SAULIAC-SUR-CELE

LES INONDATIONS PRISES EN COMPTE

Pour la rivière Lot :

Ce sont des crues d'origine océanique d'hiver ou de début printemps qui se manifestent le plus souvent sur l'ensemble du bassin du Lot. Elles sont liées à de fortes précipitations sur les plateaux amont et aux fontes brutales des neiges.

Des crues importantes ont été enregistrées depuis le XVII^{ème} siècle notamment celle de mars 1783 qui donne une hauteur de 10,03 à l'ancienne échelle de lecture de Coty à Cahors.

Parmi les autres événements, c'est la crue **de mars 1927**, très bien renseignée au niveau de l'information hydrologique et apparaissant dans la période de suivi hydrométrique comme la plus forte crue du siècle, qui a été retenue comme crue de référence pour déterminer les zones inondables.

L'analyse des données hydrologiques et de la géomorphologie du bassin complétée par une investigation sur le terrain pour relever les repères de crues et faire des levés topographique a permis de reconstituer la ligne d'eau de la crue de 1927 sur l'ensemble du secteur étudié et de déterminer les zones inondables.

Pour la rivière Célé :

Le bassin versant du Célé, de par son orientation, est soumis dans son ensemble à un régime climatologique océanique avec une fréquence et abondance des pluies sur une bonne partie de l'année.

Sa pente en moyenne de 5,5 %, sa géomorphologie variée et le drainage d'une quantité de petites vallées notamment en amont confère à ce cours d'eau un régime quasiment torrentiel lors des phénomènes pluvio-orageux.

L'analyse des différents événements (périodicité, débit, laisses de crue...), de la configuration du bassin (alternance entre plaine et resserrement) a permis de déterminer pour ce secteurs d'étude une ligne d'eau de la crue de référence basée sur les événements de :

- **1927** de la confluence du Lot à 15 km en amont,
- **1974** sur les 10 km au delà des 15 km sus visés,
- **1906** sur les 15 km plus en amont des 2 précédentes.

Les études :

Les études relatives à l'élaboration du Plan de Prévention des Risques sur le bassin du **Lot moyen** et sur le bassin du **Célé aval** décrivent de manière complète la méthodologie conduisant à déterminer les zones inondables.

Ces études ont été réalisées par le bureau d'études **SOGREAH** en 2001.

Pour les affluents principaux, **le Vers** pour la rivière Lot et **la Sagne** pour la rivière Célé, où il y a peu ou pas d'information sur leur régime hydrologique, c'est à partir de la Carte Informative des Zones Inondables de Midi-Pyrénées que le zonage du PPR a été réalisé.

LE MODE DE QUALIFICATION DES ALEAS

Les études réalisées contiennent pour chacun des sous bassins (Lot moyen et Célé aval) :

- 1- **une carte hydrogéomorphologique**
- 2- **une carte des hauteurs d’eaux pour les crues de référence identifiées**
- 3- **une carte des champs de vitesse pour les crues de référence identifiées**

La carte hydrogéomorphologique définit et cerne les zones inondables des plus hautes eaux connues et tient compte des différentes prospections permettant de définir la dynamique des inondations.

La carte des hauteurs d’eau présente des éléments d’appréciation de submersion distingués en quatre fourchettes de valeurs, complétés par des isocotes des crues donnant l’altitude de la lame d’eau à l’été.

La carte des champs de vitesse montre une distribution en relation avec le modelé de la plaine alluviale et la dynamique des inondations de référence.

Le bureau d’étude a ainsi pu déterminer en croisant les critères hauteur et vitesse :

des zones d’aléas forts qui correspondent aux secteurs où :

- soit la hauteur d’eau était supérieure à un mètre (1 m)
- soit la vitesse du courant était supérieure à zéro mètre cinquante par seconde (0.5 m/s)

des zones d’aléas faibles qui correspondent aux secteurs où :

- la hauteur d’eau était inférieure à un mètre (1m)
- et la vitesse inférieure à zéro mètre cinquante par seconde (0.5 m/s)

Pour les bassins secondaires affectés par des crues soudaines à caractère torrentiel, l’hydrologie des crues est inconnue en l’absence de stations de mesure.

La carte hydrogéomorphologique est donc le seul outil permettant d’apprécier le risque en donnant la zone d’extension des crues torrentielles. Les crues violentes et rapides avec des charges solides importantes sur des secteurs à forte pente font qu’il s’agit toujours d’un aléa fort lorsqu’un événement météorologique important survient.

LES ENJEUX POUR LES PERSONNES ET LES BIENS

L'évaluation des enjeux concernant les personnes, les biens et les activités à la date de la réalisation des études donnent les résultats suivants :

Estimation de la population menacée sur le bassin : environ 1500 personnes

Estimation des sols menacés (en ha) sur le bassin : 2436 ha

Surfaces urbanisées en zone d'aléa fort :..... 17 ha

Surfaces urbanisées en zone d'aléa faible :..... 10 ha

Espaces agricoles ou naturels :..... 2409 ha

Vulnérabilité économique

Les établissements à caractère artisanal, industriel et commercial sont basés essentiellement sur les communes de Bouziès, Cajarc et Lamagdelaine.

Vulnérabilité des équipements publics

ARCAMBAL	Ecole, mairie, foyer rural, terrain de sports, STEP
BOUZIES	Concession portuaire
CALVIGNAC	Station d'épuration, station de relevage, transfo EDF
CAJARC	Ecole, collège, gendarmerie, salle des fêtes, chapelle, perception, poste, musée, terrain de sports, ateliers municipaux, commerces
CENEVIERES	Camping et terrain de sports
CREGOLS	
LAMAGDELAINE	Campings (2), école, salle des fêtes, terrain de sports, ateliers municipaux
LARNAGOL	Camping
SAINT-CIRQ-LAPOPIE	Camping, station pompage AEP, poste relevage
SAINT-GERY	Gendarmerie, camping, station d'épuration
SAINT-MARTIN-LABOUVAL	
TOUR-DE-FAURE	Terrain de sport et camping
VERS	Camping, captage eau potable
BRENGUES	Campings (2) terrain de sports, gîtes ruraux
CABRERETS	Camping, syndicat d'initiative, pompage AEP
CORN	Salle des fêtes, terrain de sports
ESPAIGNAC-SAINTE-EULALIE	Mairie, église, gîtes ruraux, station pompage AEP
MARCILHAC-SUR-CELE	Camping, garage communal, central télécom
SAULIAC-SUR-CELE	Minoterie
SAINT-SULPICE	Camping, STEP, pompage AEP
ORNIAC	Base de loisirs du Liauzu, STEP, pompage AEP

LE ZONAGE ET LE REGLEMENT

Ils constituent le fondement juridique du PPR.

Le zonage réglementaire résulte de la délimitation des niveaux d'aléas et des objectifs de gestion des zones inondables définis par les circulaires du 24 janvier 1994 et du 24 avril 1996.

Ainsi ont été définis plusieurs types de zones :

La zone verte (V) est une zone réservée à l'expansion des crues qu'il s'agisse des zones d'aléa fort (V1) ou d'aléa faible (V2). Elle est en général très peu urbanisée. L'activité agricole y est dominante.

La zone orange (O) est une zone urbanisée de façon dense où, pour la crue de référence, les hauteurs de submersion sont supérieures à un mètre (1 m) d'eau ou les vitesses de courant supérieures à zéro mètre cinquante par seconde (0,50 m/s) définissant la zone d'aléa fort. Toutefois, compte tenu de leur histoire, d'une occupation du sol importante, de la continuité du bâti et de la mixité des usages entre logements commerces et services, il est admis d'aménager les constructions existantes moyennant certaines prescriptions.

Elle comprend une zone O2 permettant la réalisation de constructions nouvelles pour des usages particuliers et dans des conditions d'aménagement précises.

La zone bleue (B) est une zone déjà urbanisée où, pour la crue de référence, les hauteurs de submersion sont inférieures ou égales à 1 m d'eau et les vitesses de courant inférieures ou égales à zéro mètre cinquante par seconde (0,50 m/s) définissant la zone d'aléa faible dans laquelle il est possible, à l'aide de prescriptions, de préserver les biens et les personnes.

La zone rouge (R) recouvre des zones submersibles de petits bassins versants à régime torrentiel, où les pentes fortes et l'absence de plaine d'expansion, contribuent à qualifier de fort l'aléa auquel elles sont soumises.

Contenu du règlement :

Les mesures de prévention définies par le règlement sont destinées à préserver les champs d'expansion des crues, à favoriser leur libre écoulement et à limiter les dommages aux biens et activités existants ou futurs, conformément à l'article 5 du décret 95-1089 du 5 octobre 1995. Elles consistent soit en des interdictions visant l'occupation ou l'utilisation des sols, soit en des mesures de prévention destinées à réduire les dommages. Les cotes de plancher retenues pour chacune des zones correspondent à celles de la crue historique (la plus forte connue) majorée de vingt centimètres (20 cm), ou si cette crue était plus faible qu'une crue centennale, cette dernière majorée de vingt centimètres (20 cm).

Ces mesures sont regroupées en quatre familles :

- dispositions d'urbanisme, contrôlées lors de la délivrance des autorisations visées aux livres troisième et quatrième du Code de l'Urbanisme et aux articles L 214.1 et suivants du code de l'environnement ;
- règles de construction appliquées sous la seule responsabilité du maître d'ouvrage ;
- mesures relatives à la gestion des ouvrages en lit mineur dont l'ignorance peut engager la responsabilité du maître d'ouvrage concerné ;
- mesures préventives de protection susceptibles d'être mises en œuvre par des collectivités territoriales ou par des associations syndicales de propriétaires.

LES CONSEQUENCES DU PPR

L'article L 121.1 du code de l'urbanisme stipule entre autre : « les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales déterminent les conditions permettant d'assurer :....la prévention des risques naturels prévisibles... ».

L'article L 123.1 du code de l'urbanisme prévoit entre autre : « les plans locaux d'urbanisme comportent un règlement... qui fixe... les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols permettant d'atteindre les objectifs mentionnés à l'article L 121.1, qui peuvent notamment comporter l'interdiction de construire... ».

Le PPR approuvé doit être annexé au PLU en application des articles L 562.4 du code de l'environnement et L 126.1, R 123.14. et R 123.22 du code de l'urbanisme par l'autorité responsable de la réalisation du PLU.

La mise en conformité du PLU avec les dispositions du PPR est nécessaire lorsque ceux-ci sont divergents pour rendre cohérentes les règles d'occupation du sol et doit intervenir dans les délais fixés en application de l'article L 126.1 du code de l'urbanisme.

Un PPR peut être modifié ou révisé selon la même procédure et dans les mêmes conditions que son élaboration initiale. Mais la modification peut être partielle ce qui simplifie la procédure lorsque le PPR a été approuvé sur l'ensemble d'un bassin de risques.

Le dispositif de la modification ou révision partielle peut être adapté au cas des petits bassins versants annexes où des aménagements physiques et des dispositifs de prévention peuvent, une fois réalisés, modifier les conditions de prise en compte du risque. Ainsi sur la base d'études hydrauliques et d'aménagements avec étude d'incidence sur l'ensemble du bassin, les niveaux d'aléas pourraient être revus et par voie de conséquence de nouvelles dispositions d'urbanisme arrêtées.

D'autre part, la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages introduit des nouvelles dispositions dont certaines incombent au maire, notamment :

- informer la population tous les deux ans des risques connus sur la commune et des moyens de prévention ;
- mettre en place les repères de crues dans les zones exposées au risque d'inondation.

Le code de l'environnement reprend toutes ces dispositions en matière de risque.

LES SANCTIONS

En application des articles L 562.5 du code de l'environnement et L 480.4 du code de l'urbanisme des sanctions peuvent être prises en cas d'inobservation des dispositions contenues dans le règlement du PPR.

Dossier communal d'information
sur les risques naturels et technologiques
à destination des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers

LAMAGDELAINE

- Fiche synthétique comportant :
 - la mention des risques naturels et technologiques pris en compte
 - l'intitulé des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer
 - le niveau de sismicité réglementaire attaché à la commune
- Cartographie des zones exposées
- Descriptif du risque
- Liste des arrêtés de catastrophes naturelles

Juin 2010



PREFECTURE DU LOT

EXTRAITS CARTOGRAPHIQUES

du
Dossier communal d'information
sur les risques naturels et technologiques
à destination des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers

LAMAGDELAINE

Les extraits cartographiques ci-joints ont été élaborés à partir du Plan de Prévention du Risque
Inondation du bassin du Lot Moyen - Célé Aval approuvé le 7 avril 2010 qui contient la
réglementation applicable dans les différentes zones

LEGENDE



Limite commune



Limite des Plus Hautes Eaux Connues



Lit ordinaire

V1

Zone verte V1 aléa fort

V2

Zone verte V2 aléa faible



O

Zone orange

B

Zone bleue

R

Zone rouge

INFORMATION DES ACQUEREURS ET LOCATAIRES EXTRAIT DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES INONDATIONS APPROUVE LE 7 AVRIL 2010 BASSIN DU LOT MOYEN-CELE AVAL - COMMUNE DE LAMAGDELAINE

 Limite commune

 Limite des Plus Hautes
Eaux Connues

 Lit ordinaire

V1 Zone verte V1
non urbanisée aléa fort

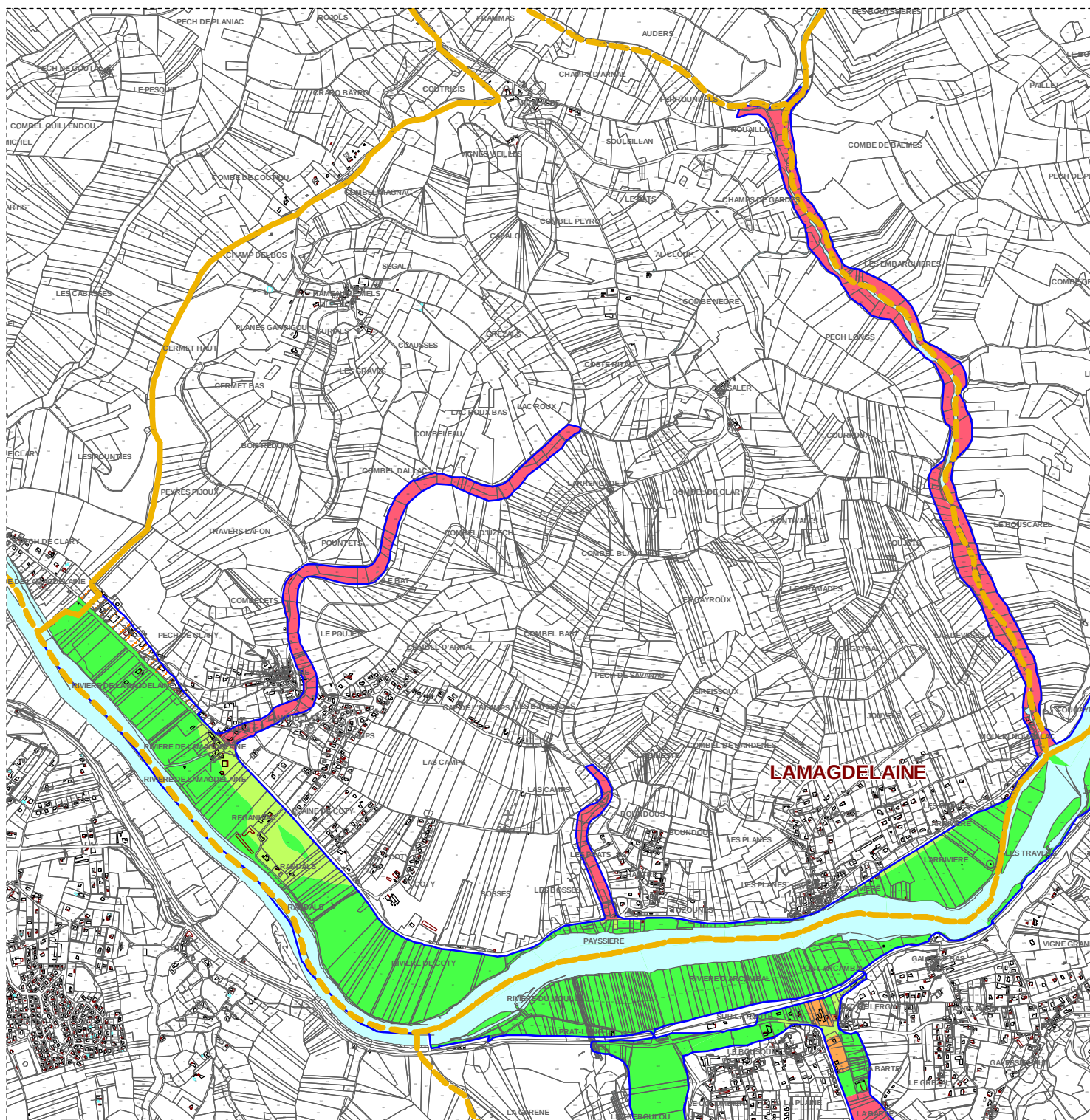
V2 Zone verte V2
non urbanisée aléa faible

O Zone orange
urbanisée aléa fort

B Zone bleue
urbanisée aléa faible

R Zone rouge
petit bassin torrentiel

O2 Zone orange
urbanisée aléa fort



SGSVD

Risques
Naturels

Bassin Lot Moyen-Célé Aval Ap/Lamagdelaine PPR Ap IAL.wor
DDT du Lot - SGSVD/URN
Avril 2010



0.3 0 0.3 0.6 0.9
Kilomètres



PPR INONDATION BASSIN DU LOT MOYEN - CELE AVAL

Commune de LAMAGDELAINE

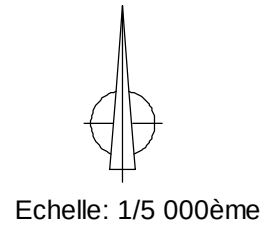
Plan de zonage

- Limites des communes
- Limite des Plus Hautes Eaux Connues
- Lit ordinaire
- V1 Zone verte V1 aléa fort
- V2 Zone verte V2 aléa faible
- O2 Zone orange
- O Zone orange
- B Zone bleue
- R Zone rouge

132,20 Cote de plancher (NGF)

Vu pour être annexé
à l'arrêté préfectoral
en date du 7 avril 2010
Approuvant le PPRi du
bassin du Lot Moyen - C66-Aval

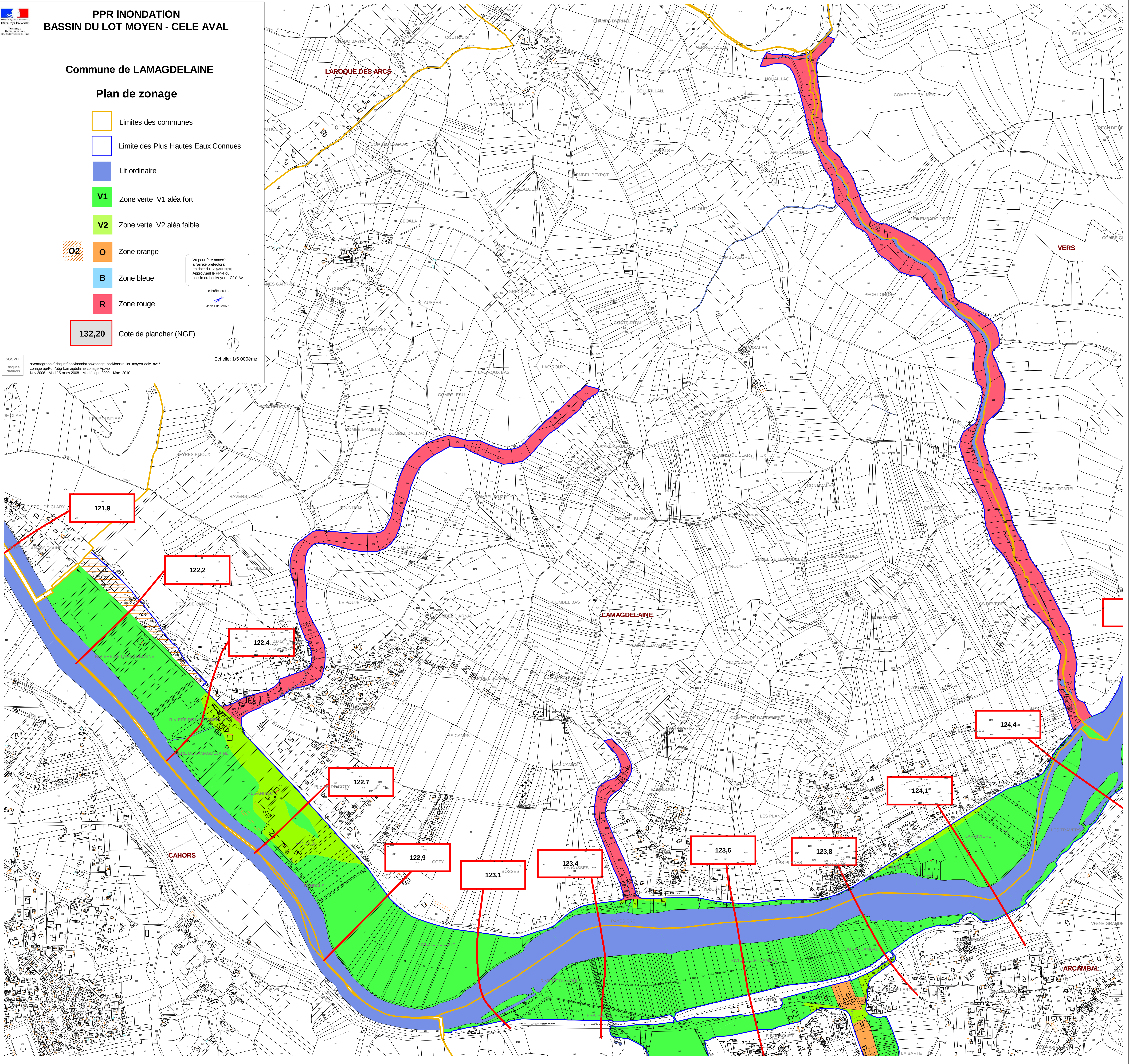
Le Préfet du Lot
Jean-Luc MARX



Echelle: 1/5 000ème

SSSVID
Risques
Naturels

s:\cartographie\risques\pprinondation\zonage_ppri\bassin_lot_moyen-cele_aval
zonage_apr_PPRi_Natp_Lamagdelaine_zonage_Ap_vor
Nov-2006 - Modif 5-mars-2008 - Modif sept. 2009 - Mars 2010





Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION
DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES DU LOT

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS

RISQUE INONDATION

BASSIN DU LOT MOYEN - CELE AVAL

REGLEMENT

Vu pour être annexé à l'arrêté du

7 avril 2010

Le Préfet du Lot

[Signé.](#)

Jean-Luc MARX

REGLEMENT PPR

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

Article 1-1 - Champ d'application territorial

Article 1-2 - Régime d'autorisation

Article 1-3 - Effets du Plan de Prévention des Risques Naturels prévisibles

Article 1-4 - Zonage

Article 1-5 - Contenu du règlement

Article 1-6 - Infractions

TITRE II - DISPOSITIONS D'URBANISME

Chapitre 2-1 - Dispositions applicables en zone verte

Chapitre 2-2 - Dispositions applicables en zone orange

Chapitre 2-3 - Dispositions applicables en zone bleue

Chapitre 2-4 - Dispositions applicables en zone rouge

TITRE III - REGLES DE CONSTRUCTION

TITRE IV - GESTION DES OUVRAGES

TITRE V - MESURES PREVENTIVES DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

Article 1-1 - Champ d'application territorial

Le présent règlement s'applique sur les secteurs des cours d'eau du Lot et du Célé dénommé « **bassin Lot moyen et Célé aval** » et intégrant les communes de :

Pour la rivière Lot : ARCAMBAL, BOUZIES, CAJARC, CALVIGNAC, CENEVIERES, CREGOLS, LAMAGDELAINE, LARNAGOL, SAINT-CIRQ-LAPOPIE, SAINT-GERY, SAINT-MARTIN-LABOUVAL, TOUR-DE-FAURE, VERS.

Pour la rivière Célé : BRENGUES, CABRERETS, CORN, ESPAGNAC-SAINTE-EULALIE, MARCILHAC-SUR-CELE, ORNIAC, SAINT-SULPICE, SAULIAC-SUR-CELE.

Il détermine les mesures d'interdiction ou de prévention à mettre en œuvre pour répondre aux objectifs arrêtés par le Gouvernement en matière de gestion des zones inondables, à savoir :

- interdire les implantations humaines dans les zones les plus exposées où quels que soient les aménagements, la sécurité des personnes ne peut pas être garantie intégralement et les limiter dans les autres zones ;
- préserver les capacités d'écoulement et d'expansion des crues pour ne pas aggraver les risques pour les zones situées en amont et en aval ;
- sauvegarder l'équilibre des milieux dépendant des petites crues et la qualité des paysages souvent remarquables du fait de la proximité de l'eau et du caractère naturel des vallées concernées.

Les 2 cours d'eau sont couverts par un système d'annonce des crues. Cinq stations sont implantées sur ces derniers : Capdenac, Bouziès et Cahors pour la rivière Lot, Bagnac-sur-Célé et Figeac pour la rivière Célé.

Sur le territoire inclus dans le périmètre du plan de prévention des risques naturels prévisibles ont donc été délimitées :

- les zones d'expansion de crues à préserver, qui sont les secteurs non urbanisés ou peu urbanisés et peu aménagés, où la crue peut stocker un volume d'eau comme les terres agricoles, espaces verts, terrains de sport ...;
- les zones d'aléas les plus forts, déterminés en fonction des hauteurs d'eau atteintes par une crue de référence qui est la plus forte connue ou si cette crue était plus faible qu'une crue de fréquence centennale, cette dernière.

En application notamment de l'article L 562-2 du code de l'environnement, le présent règlement fixe les dispositions applicables aux biens et activités existants ainsi qu'à l'implantation de toutes constructions ou installations nouvelles, à l'exécution de tous travaux et à l'exercice de toutes activités, sans préjudice de l'application des autres législations ou réglementations en vigueur (règlement d'urbanisme et règlement de construction).

Article 1-2 - Régime d'autorisation

Les dispositions du présent règlement s'appliquent à tous travaux, ouvrages, installations et occupations du sol entrant ou non dans le champ d'application des autorisations prévues par le code de l'urbanisme ou par le code de l'environnement, **ayant une existence légale à la date d'approbation du présent PPRI.**

Article 1-3 - Effets du plan de prévention des risques naturels prévisibles

La nature et les conditions d'exécution des mesures de prévention prises pour l'application du présent règlement sont définies et mises en œuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage et du propriétaire du bien et du maître d'œuvre concernés par les constructions, travaux et installations visés. Ceux-ci sont également tenus d'assurer les opérations de gestion et d'entretien nécessaires pour maintenir la pleine efficacité de ces mesures.

Le plan de prévention des risques naturels prévisibles vaut servitude d'utilité publique. A ce titre, il doit être annexé aux Plans Locaux d'Urbanisme, conformément aux articles L 562-4 du code de l'environnement et L 126-1 du Code de l'Urbanisme.

Le respect des dispositions du plan de prévention des risques naturels prévisibles peut conditionner la possibilité pour l'assuré de bénéficier de la réparation des dommages matériels directement occasionnés par l'intensité normale d'un agent naturel, lorsque l'état de la catastrophe naturelle sera constaté par arrêté ministériel, et si les biens endommagés étaient couverts par un contrat d'assurance dommages.

Pour les biens et activités implantés antérieurement à la publication de l'acte approuvant ce plan, le propriétaire ou l'exploitant dispose d'un délai de cinq ans pour réaliser les mesures de prévention prévues par le présent règlement. A défaut de mise en conformité dans le délai prescrit, le Préfet peut, après mise en demeure non suivie d'effet, ordonner la réalisation de ces mesures aux frais du propriétaire, de l'exploitant ou de l'utilisateur. Les travaux qui seraient imposés à des biens régulièrement construits ou aménagés ne peuvent porter que sur des aménagements limités et ne peuvent entraîner un coût supérieur à 10 % de la valeur vénale des biens concernés.

Article 1-4 - Zonage

1-4-1 **La zone verte (V)** est une zone réservée à l'expansion des crues qu'il s'agisse des zones d'aléa fort (V1) ou d'aléa faible (V2). Elle est en général très peu urbanisée, l'activité agricole y est dominante.

1-4-2 **La zone orange (O)** est une zone urbanisée de façon dense où, pour la crue de référence, les hauteurs de submersion sont supérieures à un mètre (1 m) d'eau ou les vitesses de courant supérieures à zéro mètre cinquante par seconde (0,50 m/s) définissant la zone d'aléa fort. Toutefois, compte tenu de leur histoire, d'une occupation du sol importante, de la continuité du bâti et de la mixité des usages entre logements commerces et services, il est admis d'aménager les constructions existantes moyennant certaines prescriptions. Elle comprend une zone O2 permettant la réalisation de constructions nouvelles pour des usages particuliers et dans des conditions d'aménagement précises.

1-4-3 **La zone bleue (B)** est une zone déjà urbanisée où, pour la crue de référence, les hauteurs de submersion sont inférieures ou égales à 1 m d'eau et les vitesses de courant inférieures ou égales à zéro mètre cinquante par seconde (0,50 m/s) définissant la zone d'aléa faible dans laquelle il est possible, à l'aide de prescriptions, de préserver les biens et les personnes.

1-4-4 **La zone rouge (R)** comprend des zones submersibles de petits bassins versants à régime torrentiel considérées comme zones d'aléa fort où l'inconstructibilité est la règle. Ces zones sont caractérisées par des encaissements marqués. Il est possible que toutes ces situations n'aient pas été identifiées dans le zonage du PPRi. L'analyse de projets dans des bassins à aléa torrentiel non identifiés par le PPRi doit néanmoins être conduite conformément au règlement se rapportant à la zone rouge.

Article 1-5 - Contenu du règlement

Les mesures de prévention définies par le règlement sont destinées à préserver les champs d'expansion des crues, à favoriser leur libre écoulement et à limiter les dommages aux biens et activités existants ou futurs, conformément à l'article 5 du décret 95-1089 du 5 octobre 1995. Elles consistent soit en des interdictions visant l'occupation ou l'utilisation des sols, soit en des mesures de prévention destinées à réduire les dommages. Les cotes de plancher retenues pour chacune des zones correspondent à celles de la crue historique (la plus forte connue) majorée de vingt centimètres (20 cm), ou si cette crue était plus faible qu'une crue centennale, cette dernière majorée de vingt centimètres (20 cm).

Ces mesures sont regroupées en quatre familles :

- dispositions d'urbanisme, contrôlées lors de la délivrance des autorisations visées aux livres troisième et quatrième du Code de l'Urbanisme et aux articles L 214.1 et suivants du Code de l'Environnement ;
- règles de construction appliquées sous la seule responsabilité du maître d'ouvrage ;
- mesures relatives à la gestion des ouvrages en lit mineur dont l'ignorance peut engager la responsabilité du maître d'ouvrage concerné ;
- mesures préventives de protection susceptibles d'être mises en œuvre par des collectivités territoriales ou par des associations syndicales de propriétaires.

Article 1-6 Infractions

Le fait de construire ou d'aménager un terrain dans une zone interdite par un plan de prévention de risques ou de ne pas respecter les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation prescrites par ce plan est puni des peines prévues aux articles L 216.1 et suivants et L 562-5 du Code de l'Environnement et L 480-4 du Code de l'Urbanisme

TITRE II - DISPOSITIONS D'URBANISME

Les dispositions contenues dans le présent titre ont valeur de dispositions d'urbanisme opposables notamment aux autorisations d'occupation du sol visées par les livres III et IV du Code de l'Urbanisme.

Elles visent également les dispositions contenues dans le Code de l'Environnement pour le régime des autorisations ou déclarations.

Elles peuvent justifier des refus d'autorisation ou des prescriptions subordonnant leur délivrance.

Chapitre 2-1 - Dispositions applicables en zone verte

La zone verte (V) est une zone réservée à l'expansion des crues qu'il s'agisse des **zones d'aléa fort (V1)** ou **d'aléa faible (V2)**. Elle est en général très peu urbanisée. L'activité agricole y est dominante.

Zone V1 -

Article 2-1-1 V1- Sont interdits :

Toutes constructions et installations nouvelles ainsi que tous travaux et ouvrages dans le lit majeur des cours d'eau visant à réduire le champ d'inondation, à l'exception de celles prévues à l'article 2.1.2 V1 ci-dessous.

Pour les constructions, installations et ouvrages existants, toutes adaptations, changements de destination, réfection, extension ou modifications :

- **qui risquent de gêner l'écoulement de la crue**, notamment remblais, murs ou clôtures pouvant constituer un obstacle à l'écoulement des eaux, extension d'emprise des constructions ;
- **qui risquent de polluer l'eau en cas de crue**, notamment stockage en dessous du niveau de la crue de référence d'hydrocarbures ou produits pouvant polluer l'eau ...;
- **qui augmentent le nombre de personnes ou de biens exposés**, notamment la création de planchers utiles en dessous de la côte de référence, le stationnement isolé des caravanes, la création de logements nouveaux, l'extension des terrains de camping et caravanage, des parcs résidentiels de loisirs, des villages de vacances...;
- **qui augmentent le risque de création d'embâcle en cas de crue**, notamment stockage de matériaux pouvant être entraînés par la crue.

Article 2-1-2 V1- Sont soumis à des conditions particulières :

- Les constructions et installations nécessaires à l'activité agricole avec éléments justificatifs sur l'impossibilité de les réaliser ailleurs au regard du type de production et de la structure des exploitations concernées et sous réserve :

- qu'elles ne gênent pas l'écoulement de la crue ;
- qu'elles ne présentent aucun risque de pollution en cas de crue.

- Les réserves artificielles d'eau de substitutions nécessaires à l'activité agricole avec éléments justificatifs sur l'impossibilité de les réaliser ailleurs et sous réserve :

- de l'absence de remblai ou endiguement, pour préserver le champ d'expansion des crues ;
- de ne pas exposer aux événements les équipements vulnérables ou sensibles nécessaires au fonctionnement de ces ouvrages ;
- d'éviter les implantations aggravant l'aléa ou l'ampleur des phénomènes, avec impact sur des enjeux identifiés.

- Les constructions et installations directement liées à l'utilisation du cours d'eau après vérification qu'elles n'aggravent pas le risque par rapport à l'ensemble de la zone, notamment : prises d'eau, passes, écluses, quais, pontons, micro centrales, constructions ou installations liées à la navigation et aux loisirs nautiques...

- Les constructions de superstructures indispensables au fonctionnement d'activités sportives ou de loisirs de plein air, à l'exclusion de tout bâtiment à usage résidentiel et après vérification qu'elles n'aggravent pas le risque par rapport à l'ensemble de la zone.

- Les constructions et installations directement liées à la pratique du jardinage à caractère familial ou ouvrier et limitées à 6m² de SHOB par parcelle d'usage afin de ne pas aggraver le risque par rapport à l'ensemble de la zone...

- Les travaux d'infrastructures et équipements techniques publics sous réserve d'impératifs techniques et après vérification qu'ils n'aggravent pas le risque par rapport à l'ensemble de la zone, notamment : infrastructures de transports terrestres, espaces publics, aires de stationnement, ouvrages de distribution d'énergie, d'alimentation en eau potable, d'assainissement, de télécommunication ...

- Les travaux visant à la mise en sécurité des personnes, notamment : plate-forme, voirie ou escalier ou passage hors d'eau destinés à faciliter l'évacuation sous réserve de limiter au maximum l'encombrement à l'écoulement des eaux ...

- Les changements de destination et adaptation sous réserve de mise hors d'eau du premier niveau de plancher, à l'exception des transformations en logement ou établissement recevant du public de type O (hôtels ou pensions de famille), R (crèches, maternelles, jardins d'enfants, haltes garderies, autres établissements d'enseignement internats ; colonies de vacances), U (établissements de soins) et J (structures d'accueil pour personnes âgées ou handicapées) avec hébergement.

- Les adaptations, modifications ou extensions de constructions existantes sous réserve :

- Qu'elles ne gênent pas l'écoulement de la crue ;
- Qu'elles ne risquent pas de polluer l'eau en cas de crue ;
- Qu'elles n'augmentent pas le risque de création d'embâcle en cas de crue ;
- Qu'elles n'augmentent pas le nombre de personnes ou de bien exposés.

Zone V2 -

Article 2-1-1 V2 : sont interdits :

- **Toutes constructions et installations nouvelles**, ainsi que tous travaux et ouvrages dans le lit majeur des cours d'eau visant à réduire le champ d'inondation, à l'exception de celles visées à l'article 2-1-2 V2 ci-dessous.
- **Pour les constructions, installations et ouvrages existants, toutes adaptations, changements de destination, réfection, extension ou modifications :**
 - **qui risquent de gêner l'écoulement de la crue**, notamment remblais, murs ou clôtures pouvant constituer un obstacle à l'écoulement des eaux...;
 - **qui risquent de polluer l'eau en cas de crue**, notamment stockage en dessous du niveau de la crue de référence d'hydrocarbures ou produits pouvant polluer l'eau ...;
 - **qui augmentent le nombre de personnes ou de biens exposés**, notamment la création de planchers utiles en dessous de la cote de référence, le stationnement isolé de caravanes ;
 - **qui augmentent le risque de création d'embâcle en cas de crue**, notamment stockage de matériaux... pouvant être entraînés par la crue.

Article 2-1-2 V2 : sont soumises à des conditions particulières :

- **Les constructions et installations nécessaires à l'activité agricole, aux activités de loisirs, à l'extension de terrains de camping et de caravanage, de parc résidentiel de loisirs, de village de vacances**, sous réserve :
 - qu'elles ne gênent pas l'écoulement de la crue ;
 - que les planchers soient situés au dessus de la cote de plancher figurant au plan de zonage ;
 - qu'elles ne présentent aucun risque de pollution en cas de crue.
- **Les constructions et installations directement liées à l'utilisation du cours d'eau après vérification qu'elles n'aggravent pas le risque par rapport à l'ensemble de la zone**, notamment : prises d'eau, passes, écluses, quais, pontons, micro centrales, constructions ou installations liées à la navigation et aux loisirs nautiques...
- **Les constructions et installations directement liées à la pratique du jardinage à caractère familial ou ouvrier et limitées à 6m² de SHOB par parcelle d'usage afin de ne pas aggraver le risque par rapport à l'ensemble de la zone...**
- **Les travaux d'infrastructures et équipements techniques publics sous réserve d'impératifs techniques et après vérification qu'ils n'aggravent pas le risque par rapport à l'ensemble de la zone**, notamment : infrastructures de transports terrestres, espaces publics, aires de stationnement, ouvrages de distribution d'énergie, d'alimentation en eau potable, d'assainissement, de télécommunication ...

- **Les travaux visant à la mise en sécurité des personnes**, notamment : plate forme, voirie ou escalier ou passage hors d'eau destinés à faciliter l'évacuation sous réserve de limiter au maximum l'encombrement à l'écoulement des eaux ...

- **Les changements de destination sous réserve de mise hors d'eau du premier niveau de plancher.**

- **les adaptations, modifications ou extensions de constructions existantes sous réserve :**

- Qu'elles ne gênent pas l'écoulement de la crue ;
- Qu'elles ne risquent pas de polluer l'eau en cas de crue ;
- Qu'elles n'augmentent pas le risque de création d'embâcle en cas de crue ;
- Qu'elles n'augmentent pas le nombre de personnes ou de bien exposés.

Chapitre 2-2 - Dispositions applicables en zone orange

La zone orange (O) est une zone d'aléa fort. Il s'agit d'une zone urbanisée où compte tenu d'une occupation du sol importante, de la continuité du bâti et de la mixité des usages entre logements commerces et services, il convient d'y laisser quelques possibilités d'aménagement des constructions moyennant prescriptions.

Une zone O2 permet la réalisation de constructions nouvelles pour des usages particuliers et dans des conditions d'aménagement précises.

Article 2-2-1 - sont interdits :

- **Toutes constructions et installations nouvelles** ainsi que tous travaux et ouvrages dans le lit majeur des cours d'eau visant à réduire le champ d'inondation, à l'exception de celles visées à l'article 2-2-2 ci dessous.

- **Pour les constructions, installations et ouvrages existants, toutes adaptations, changements de destination, réfection, extension ou modifications :**

- **qui risquent d'augmenter la gêne à l'écoulement de la crue**, notamment remblais, murs ou clôtures pouvant constituer un obstacle à l'écoulement des eaux ;
- **qui risquent de polluer l'eau en cas de crue**, notamment stockage en dessous du niveau de la crue de référence d'hydrocarbures ou produits pouvant polluer l'eau ...;
- **qui augmentent le nombre de personnes ou de biens exposés**, notamment la création de planchers utiles en dessous de la côte de référence, le stationnement isolé de caravanes, l'extension des terrains de camping et de caravanage, des parcs résidentiels de loisirs, des villages de vacances ;
- **qui augmentent le risque de création d'embâcle en cas de crue**, notamment stockage de matériaux... pouvant être entraînés par la crue.

Article 2-2-2 - Sont soumis à des conditions particulières :

- **Les constructions et installations directement liées à l'utilisation du cours d'eau après vérification qu'elles n'aggravent pas le risque par rapport à l'ensemble de la zone**, notamment : prises d'eau, passes, écluses, quais, pontons, micro centrales constructions ou installations liées à la navigation et aux loisirs nautiques.

- **Les constructions et installations directement liées à la pratique du jardinage à caractère familial ou ouvrier et limitées à 6m² de SHOB par parcelle d'usage afin de ne pas aggraver le risque par rapport à l'ensemble de la zone.**

- **Les travaux d'infrastructures et équipements techniques publics sous réserve d'impératifs techniques et après vérification qu'ils n'aggravent pas le risque par rapport à l'ensemble de la zone**, notamment : infrastructures de transports terrestres, espaces publics, aires de stationnement, ouvrages de distribution d'énergie, d'alimentation en eau potable, d'assainissement, de télécommunication ...

- **Les travaux visant à la mise en sécurité des personnes**, notamment : plate-forme, voirie ou escalier ou passage hors d'eau destinés à faciliter l'évacuation sous réserve de limiter au maximum l'encombrement à l'écoulement des eaux ...

- **Les changements de destination et adaptation sous réserve de mise hors d'eau du premier niveau de plancher, à l'exception des transformations en établissement recevant du public de type O** (hôtels ou pensions de famille), **R** (crèches, maternelles, jardins d'enfants, haltes garderies, autres établissements d'enseignement internats ; colonies de vacances), **U** (établissements de soins) et **J** (structures d'accueil pour personnes âgées ou handicapées) **avec hébergement**.

- **Les adaptations, modifications ou extensions de constructions existantes sous réserve :**

- Qu'elles ne gênent pas l'écoulement de la crue ;
- Qu'elles ne risquent pas de polluer l'eau en cas de crue ;
- Qu'elles n'augmentent pas le risque de création d'embâcle en cas de crue ;
- Qu'elles n'augmentent pas le nombre de personnes ou de bien exposés.

- **Dans le secteur O2**, les constructions liées à une activité commerciale ou de services s'inscrivant dans la logique d'aménagement du Plan Local d'Urbanisme (PLU) et respectant les conditions suivantes :

- cote du 1^{er} plancher utile au niveau de la cote amont indiqué au plan de zonage ;
- surface au sol des constructions et installations (rampe d'accès, quai...) limitée à 30 % du terrain d'assiette contenu dans la zone O2 ;
- dispositions constructives imposées, pilotis ou vide sanitaire ouvert et libre de toute occupation temporaire ou permanente.

Chapitre 2-3 - Dispositions applicables en zone bleue

La zone bleue (B) correspond à une zone urbaine où l'aléa de la crue de référence est faible. C'est une zone dans laquelle il est possible à l'aide de prescriptions de préserver les biens et les personnes.

Article 2-3-1 : est interdit :

- la création de terrains de camping et de caravanage.

Article 2-3-2 : sont soumis à des conditions particulières :

- Les constructions et installations nouvelles, les adaptations ou modifications des constructions ou installations existantes:

- **qui n'augmentent pas la gêne à l'écoulement de la crue**, notamment annexes, mur ou clôture, serres... ;
- **qui n'augmentent pas le nombre de personnes ou de biens exposés**. En particulier, le premier niveau de plancher utile devra être aménagé au-dessus de la cote de plancher figurant au plan de zonage ;
- **qui ne présentent pas de risque de pollution en cas de crue ;**
- **que l'emprise au sol** des constructions ou de leurs supports et des installations ne dépasse pas trente pour-cent (30%) de la surface du terrain d'assiette contenu dans la zone bleue.

- Les constructions et installations directement liées à l'utilisation du cours d'eau après vérification qu'elles n'aggravent pas le risque par rapport à l'ensemble de la zone, notamment : prises d'eau, passes, écluses, quais, pontons, micro centrales, constructions ou installations liées à la navigation et aux loisirs nautiques...

- Les travaux d'infrastructures et équipements techniques publics sous réserve d'impératifs techniques et après vérification qu'ils n'aggravent pas le risque par rapport à l'ensemble de la zone, notamment : infrastructures de transports terrestres, espaces publics, aires de stationnement, ouvrages de distribution d'énergie, d'alimentation en eau potable, d'assainissement, de télécommunication...

- Les travaux visant à la mise en sécurité des personnes, notamment : plate-forme, voirie ou escalier ou passage hors d'eau destinés à faciliter l'évacuation sous réserve de limiter au maximum l'encombrement à l'écoulement des eaux.

- Les changements de destination sous réserve de mise hors d'eau du premier niveau de plancher.

Chapitre 2-4 - Dispositions applicables en zone rouge

La zone rouge (R) correspond à des zones submersibles de petits bassins versants à régime torrentiel considérées comme zones d'aléa fort où l'inconstructibilité est la règle.

Article 2-4-1 - Sont interdits :

- **Toutes constructions et installations nouvelles** ainsi que tous travaux et ouvrages dans le lit majeur des cours d'eau visant à réduire le champ d'inondation, à l'exception de celles prévues à l'article 2-4-2 ci dessous
- **Pour les constructions, installations et ouvrages existants, toutes adaptations, changements de destination, réfection, extension ou modifications :**
 - **qui risquent d'augmenter la gêne à l'écoulement de la crue**, notamment remblais, murs ou clôtures pouvant constituer un obstacle à l'écoulement des eaux ;
 - **qui risquent de polluer l'eau en cas de crue** notamment stockage d'hydrocarbures ou produits pouvant polluer l'eau en dessous du niveau de la crue de référence quand elle existe ;
 - **qui augmentent le nombre de personnes ou de biens exposés**, notamment la création de planchers utiles en dessous de la côte de référence quand elle existe, la création de logements nouveaux, le stationnement isolé de caravanes, l'extension des terrains de camping et de caravanage, des parcs résidentiels de loisirs, des villages de vacances ;
 - **qui augmentent le risque de création d'embâcle en cas de crue**, notamment stockage de matériaux... pouvant être entraînés par la crue.

Article 2-4-2 - Sont soumis à des conditions particulières :

- **Les constructions et installations directement liées à l'utilisation du cours d'eau après vérification qu'elles n'aggravent pas le risque par rapport à l'ensemble de la zone**, notamment : prises d'eau, passes, micro centrales, constructions ou installations liées aux loisirs nautiques ...
- **Les travaux d'infrastructures et équipements techniques publics sous réserve d'impératifs techniques et après vérification qu'ils n'aggravent pas le risque par rapport à l'ensemble de la zone**, notamment : infrastructures de transports terrestres, espaces publics, aires de stationnement, ouvrages de distribution d'énergie, d'alimentation en eau potable, d'assainissement, de télécommunication ...
- **Les travaux visant à la mise en sécurité des personnes**, notamment : plate-forme, voirie ou escalier ou passage hors d'eau destinés à faciliter l'évacuation sous réserve de limiter au maximum l'encombrement à l'écoulement des eaux ...
- **Les changements de destination sous réserve de mise hors d'eau du premier niveau de plancher, à l'exception des transformations en logement ou établissement recevant du public.**

TITRE III : REGLES DE CONSTRUCTION

Les règles du présent titre valent règles de construction au sens du Code de la Construction et de l'Habitation et figurent au nombre de celles que le Maître d'Ouvrage s'engage à respecter lors de la demande d'autorisation d'urbanisme.

Leur non respect, outre le fait qu'il constitue un délit, peut justifier une non indemnisation des dommages causés en cas de crue (article L 125-6 du Code des Assurances). Elles sont applicables dans toutes les zones.

Article 3-1 : Dispositions applicables aux biens et activités futurs

- Toutes les constructions et installations doivent être édifiées sur des piliers isolés ou sur vide sanitaire, à l'exception des parties annexes qui pourront reposer sur un plancher dit en terre plein, au niveau du terrain naturel,
- Toutes les constructions et installations doivent être fondées dans le bon sol de façon à résister à des affouillements, à des tassements ou à des érosions localisées,
- Les fondations, murs et parties de la structure situés au-dessous de la cote de plancher doivent comporter une arase étanche,
- Les parties de constructions ou installations situées au dessous de la cote de plancher doivent être réalisés avec des matériaux étanches aux infiltrations,
- Les revêtements de sols et de murs, les protections phoniques et thermiques situés au-dessous de la cote de plancher doivent être réalisés avec des matériaux insensibles à l'eau,
- les compteurs électriques doivent être placés à la cote égale à la crue de référence majorée de cinquante centimètres (50 cm),
- Les équipements électriques, électroniques, micro mécaniques et les appareils électroménagers doivent être placés au-dessus de la cote de plancher,
- Le mobilier d'extérieur de toute nature, doit être fixé de façon à résister aux effets d'entraînement de la crue de référence,
- Les réseaux de chaleur doivent être équipés d'une protection thermique hydrophobe,
- Les voies d'accès, les parkings, les aires de stationnement doivent être arasés au niveau du terrain naturel et comporter une structure de chaussée insensible à l'eau,
- S'il est nécessaire que le profil en long des voies d'accès se situe au-dessus de la cote de référence, ces voies doivent être équipées d'ouvrage de décharge dont l'ouverture permettra l'écoulement de la crue. Elles doivent être protégées de l'érosion et comporter une structure de chaussée insensible à l'eau.

Article 3-2 : Dispositions applicables aux biens et activités existants

Dispositions à mettre en œuvre à l'occasion de travaux de rénovation ou remise en état après une inondation dans les limites fixées par l'article 5 du décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 :

1°) Les menuiseries (portes, fenêtres, vantaux ...), les revêtements de sols et murs, les protections phoniques et thermiques situées au-dessous de la cote de la crue de référence seront reconstitués avec des matériaux insensibles à l'eau.

2°) Les compteurs électriques seront remplacés à une cote égale à la crue de référence majorée de cinquante centimètres (50 cm).

3°) Les réseaux électriques intérieurs seront dotés d'un dispositif de mise hors service automatique ou rétablis au-dessus de la cote de plancher.

Dans la mesure où ils peuvent être déplacés sans la réalisation de travaux importants, les équipements électriques, électroniques, micro mécaniques et les appareils électroménagers doivent être placés au-dessus de la cote de plancher.

Article 3-3 : Mesures individuelles de prévention

Pour les constructions existantes, sous réserve de faire vérifier par un homme de l'Art, la résistance des planchers et des murs anciens. Des dispositifs d'étanchement des ouvertures devront permettre de se protéger jusqu'à au moins un mètre (1 m) de hauteur par rapport au terrain naturel.

TITRE IV : GESTION DES OUVRAGES EN RIVIERE

Les ouvrages installés dans les cours d'eaux présentent une grande variété de situations liées à :

- leurs vocations (usage hydroélectrique, retenue de prise d'eau, loisir, aménagement hydraulique, passe à poissons, ouvrage désaffecté...) ;
- leur structure et leur dimensionnement : chaussées de moulins, seuils, épis de protection de berges, digues, vannes clapets, barrage poids, barrages voûte, canaux.

Les ouvrages d'art (pont routier, pont ferroviaire, pont canal...) influencent également le libre écoulement des eaux, lors des crues, du fait du profil des piles, de la section hydraulique, des remblais et de la présence d'ouvrages de décharge en lit majeur).

Les conséquences d'un défaut d'entretien des ouvrages, et de leurs débouchés hydrauliques, peuvent conduire, par la présence d'embâcles, à l'exhaussement des eaux en amont de l'aménagement, et à une modification locale de la zone inondable.

Des embâcles peuvent modifier la propagation de l'onde de crue et conduire jusqu'à la ruine complète de certains ouvrages.

L'entretien courant, ainsi que les opérations ponctuelles telles que l'enlèvement des embâcles qui garantissent la pérennité d'un ouvrage et le maintien de son débouché, sont à la charge du maître d'ouvrage et sous sa responsabilité.

L'évacuation des matériaux résultant de l'entretien des ouvrages (terre, gravats, végétaux, bois mort, souche, etc...) pour assurer un débouché hydraulique nominal, s'effectuera par voie terrestre (route, voies ferrées).

Le service déconcentré de l'Etat, en charge de la police des eaux, sera amené à veiller à la bonne conduite de ces travaux d'entretien et à dresser procès-verbal en cas de non respect des règles de gestion édictées par le présent plan de prévention des risques naturels prévisibles.

TITRE V : MESURES PREVENTIVES DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE

Il s'agit de mesures d'ensemble qui doivent être prises par les collectivités publiques, en respectant les compétences qui leur sont dévolues ou incomber aux particuliers éventuellement regroupés en associations syndicales.

Elles sont notamment destinées à assurer la sécurité des personnes et à faciliter l'organisation des secours.

Élaboration de Plans Communaux de Sauvegarde et des Dossiers d'Information Communaux sur les Risques Majeurs :

Dans les communes à PPR approuvé, la loi de modernisation de la sécurité civile du 13 août 2004 a rendu obligatoire l'élaboration par les communes de Plans Communaux de Sauvegarde (PCS). Ces documents doivent être établis dans les deux (2) ans qui suivent l'approbation du PPR.

Par ailleurs et en application de l'article R 125.11 du code de l'environnement, les communes mentionnées à l'article R 125.10 du même code doivent établir un Dossier d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM).